



Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

Troisième Conférence internationale de la LCI

PAGE 2

**Déclaration de principes et
quelques éléments de programme**

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

PAGE 10

**Origines et évolution des pratiques
organisationnelles léninistes**

PAGE 26

**Statuts et directives
organisationnelles**

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

PAGE 34

**« Le Livre noir du communisme » : mensonges capitalistes usés
Pour une Quatrième Internationale reforgée !**

PAGE 56

Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

Troisième Conférence internationale de la LCI

La Troisième Conférence internationale de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) s'est tenue au début de 1998. Les sections de la LCI de douze pays ont élu des délégués avec voix délibérative à la conférence internationale. Ont également participé à cette conférence beaucoup de membres des sections et des organisations de jeunesse de la LCI à travers le monde, ainsi que des sympathisants proches venus de pays où la LCI cherche à étendre sa présence ; également des jeunes qui ont récemment quitté Rifondazione Comunista en Italie en solidarité politique avec la Lega trotskista d'Italia, section italienne de la LCI.

Un des principaux objectifs de cette conférence était de débattre, d'amender et d'adopter la « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » de la Ligue communiste internationale et les « Statuts et directives organisationnelles ». Ces documents internationaux sont basés sur la Déclaration de principes de la Spartacist League/US et les Statuts et directives de la Spartacist League/US qui ont guidé notre travail internationalement depuis plus de 30 ans. Les documents adoptés à la Troisième Conférence internationale sont publiés dans ce numéro de *Spartacist*, accompagnés d'une présentation de notre camarade Elizabeth Kendall sur l'évolution historique des pratiques organisationnelles marxistes.

Depuis ses débuts, la Spartacist League/US ne cesse de lutter pour rompre son isolement national et construire une internationale léniniste-trotskyiste. L'adoption de ces documents sur nos principes internationaux et nos statuts codifie

la cohésion programmatique de notre avant-garde démocratiquement centralisée, petite mais véritablement internationale. La Troisième Conférence internationale a servi à armer la LCI face aux épreuves auxquelles nous sommes confrontés, surtout maintenant que le monde actuel ressemble davantage à celui d'avant 1914 – période d'exacerbation des rivalités interimpérialistes et du nationalisme revanchard qui a mené droit à la guerre.

Notre internationale n'est pas de celles où dominent les grosses sections et où les plus petites sont reléguées au rôle de spectateurs passifs. La participation avide des camarades de notre nouvelle section sud-africaine sur toutes les questions en discussion, le dynamisme politique des jeunes cadres de notre section mexicaine, la détermination des cadres polonais luttant pour construire une section dans les conditions difficiles de réaction cléricale et de contre-révolution capitaliste, ont eu un impact formidable à cette conférence. La maturité de beaucoup de sections de la LCI s'est vérifiée dans les documents écrits lors des discussions de préconférence ; durant cette période, les sections nationales ont organisé des cours de formation et des débats sur des questions clés pour leurs pays respectifs (comme la guerre civile irlandaise, la nature de la révolution mexicaine de 1910, l'oppression nationale des Basques en France, le rôle de Solidarność dans la Pologne capitaliste).

Un des sujets relié à cela et qui a été au centre des discussions durant cette période c'était comment appliquer dans le monde post-soviétique le principe que « l'ennemi principal est dans notre propre pays » : au fur et à mesure que s'écroule le front commun des impérialistes contre l'URSS, jadis sous la houlette des Etats-Unis, on assiste en Europe et au Japon à une intensification du militarisme et du chauvinisme sous couvert d'« anti-américanisme ». Notre section japonaise, par exemple, est confrontée à une situation où le mot d'ordre « Bases US hors du Japon ! » peut devenir le mot d'ordre commun à l'extrême droite et à la gauche opportuniste et social-patriote.

La conférence internationale est la plus haute instance de la LCI ; elle élit un comité central international, le comité exécutif international (CEI). Conformément au centralisme démocratique, les délégués ont été élus sur la base d'un programme politique ; cette fois-ci le document proposé au vote était le « Mémoire du CEI sur les tâches et perspectives de la LCI », adopté par le plénum du CEI qui s'est tenu en janvier 1996 (disponible au public).

Ce sont les « pressions désintégratrices sur l'avant-garde » dans la période post-soviétique qui sont le thème central du Mémoire du CEI de 1996. Ce document observait que la conscience politique de la classe ouvrière a régressé, en conséquence de la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique – pas partout, pas de façon égale, mais en

édition française

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITE DE REDACTION : Elizabeth Gordon et Xavier Brunoy (responsables), Blandine Hauser (coordination), Susan Adrian, Helene Brosius, Carine Gance, Amy Rath, Alison Spencer

REALISATION : Susan Fuller

DIFFUSION : Jane Patterson (New York), Eric Battaglia (Paris)

SPARTACIST PUBLISHING COMPANY
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
Téléphone : 1 (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

numéro 32



printemps 1998



Novosti

1917 – Des soldats révolutionnaires défilent à Moscou sous la bannière du communisme. La révolution d’Octobre, première fois où le prolétariat a réussi à prendre le pouvoir, était dirigée par le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky sur la base du programme internationaliste de révolution socialiste mondiale.

général au niveau historique. La bourgeoisie prétend que l’échec de l’« expérience » soviétique discrédite la théorie et le programme du marxisme. Dans les conditions généralement défavorables de cette période post-soviétique, le Mémoire du CEI a armé politiquement les sections de la LCI pour combattre les adaptations centristes à cette régression de conscience en réaffirmant que la « question russe », c’est-à-dire la lutte pour la révolution ouvrière et l’instauration de la dictature du prolétariat, est encore et toujours à l’ordre du jour. L’instrument nécessaire pour y parvenir est un parti léniniste-trotskyiste. Comme James P. Cannon, le fondateur du trotskysme américain, l’a défini en 1939 :

« La question russe a été et reste la question de la révolution. Les bolchéviks russes, le 7 novembre 1917, ont une fois pour toutes sorti la question de la révolution ouvrière du domaine de l’abstraction et lui ont conféré une réalité de chair et de sang [...].

« Notre position sur la question russe est programmatique. En bref : l’analyse théorique – un Etat ouvrier dégénéré. La conclusion politique – défense inconditionnelle contre les attaques extérieures des impérialistes ou les tentatives intérieures de restauration du capitalisme [...].

« Nous défendons l’Union soviétique et sa propriété nationalisée [...] sans poser comme précondition le renversement de la bureaucratie stalinienne. »

– « Discours sur la question russe », 15 octobre 1939 (Publié dans une brochure de la LTF, *Pour la révolution politique !*, 1978.)

Avant la Révolution russe, Lénine avait étudié les écrits de Marx sur la Commune de Paris et, bien que les ouvriers n’aient pris le pouvoir que dans une seule ville et pour 90 jours seulement, c’était le seul guide concret que Lénine avait et il l’a examiné de façon critique.

Notre programme de défense militaire inconditionnelle de l’Etat ouvrier déformé chinois contre la contre-révolution capitaliste est actuellement un point d’application capital de la question russe. Ce qui est essentiel pour la LCI est que, pour pouvoir restaurer le capitalisme, la bureaucratie stalinienne chinoise doit briser la résistance du prolétariat, qui s’est déjà lancé dans des luttes combattives contre les conséquences économiques des « réformes de marché » procapitalistes. La publication en quatre langues dans *Spartacist*

(n° 31 dans l’édition française) de l’article sur les origines du trotskysme chinois – dont l’histoire a été enterrée par la bureaucratie – est un des aspects du travail que la LCI s’efforce de faire pour apporter la conscience révolutionnaire au prolétariat chinois et à la grande diaspora d’ouvriers et d’étudiants chinois. L’issue de la situation en Chine représente un enjeu énorme pour le prolétariat international.

Contrairement au reste de la gauche qui danse de joie sur la tombe de l’ancienne Union soviétique, avale le mensonge bourgeois de la « mort du communisme » et abandonne la bataille pour le destin de la Chine avant même qu’elle ne soit engagée, nous cherchons par tous les moyens à avoir un impact et à être le facteur subjectif qui fera la différence pour que le prolétariat chinois devienne une classe *pour* soi et lutte pour la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne. Comme James P. Cannon disait en parlant de la Révolution russe, malgré sa forme dégénérée :

« Nous voulons faire avancer la révolution mondiale du prolétariat. Cela détermine notre attitude et notre approche envers la question russe. C’est vrai, nous voulons voir la réalité, mais nous ne sommes pas des observateurs et commentateurs désintéressés. Nous n’examinons pas la Révolution russe et ce qui reste de ses grandes conquêtes comme si c’était un insecte dans un verre. *Nous avons un intérêt ! Nous prenons part à la lutte !* »

Afin de nous réarmer politiquement dans cette période post-soviétique pleine de défis, nous avons organisé internationalement, entre la codification du Mémoire du CEI et la conférence internationale, un programme de formation pour les cadres de la LCI et les membres de la jeunesse, sur la bataille de Trotsky pour forger la Quatrième Internationale. La période qui va approximativement de la dégénérescence bureaucratique de l’Union soviétique (1924) à la Guerre civile espagnole, en passant par la lutte contre le fascisme en Allemagne et le front populaire français des années 1930, est riche d’enseignements sur le combat de Trotsky pour forger une avant-garde prolétarienne révolutionnaire internationale dans des conditions généralement défavorables. La lutte sans relâche de Trotsky contre les adaptations centristes aux forces bourgeoises et réformistes, y compris des sections qui avaient adhéré à l’Opposition de

gauche internationale trotskyste, est riche en leçons pour la LCI d'aujourd'hui dans notre combat pour de nouvelles révolutions d'Octobre.

La bataille fractionnelle dans la section française

Quelque temps avant la conférence internationale, nous avons surmonté un défi politique qui remettait en question l'essence de notre existence : la prémisse essentielle du marxisme selon laquelle le rôle du parti révolutionnaire est d'apporter à la classe ouvrière la conscience de classe révolutionnaire nécessaire pour renverser le capitalisme. Il y a eu une lutte fractionnelle dans la section française de la LCI (Ligue trotskyste de France [LTF]) dans le creuset de la première lutte de classe significative menée contre le nouveau gouvernement de front populaire (lire « La lutte pour une section française de la LCI dans le monde post-soviétique », *le Bolchévick* n° 145, printemps 1998). Au milieu de la grève des routiers de novembre dernier, Djura et Zakaria, alors membres de la LTF, se sont opposés à une directive du secrétariat international de mobiliser toute la LTF et son organisation de jeunesse, d'aller sur les barrages routiers et de nous présenter aux grévistes, avec notre presse marxiste, comme le *seul* groupe de gauche en France qui n'a pas voté pour le gouvernement de front populaire raciste et briseur de grèves de Jospin/Gaysot.

Sous le camouflage de mots d'ordre ronflants appelant à des tactiques de grève plus combatives, Djura et Zakaria niaient la nécessité de forger une direction révolutionnaire, renforçant ainsi les illusions dans les dirigeants syndicaux traîtres et dans les partis ouvriers-bourgeois du gouvernement de front populaire capitaliste qui enchaîne le prolétariat à ses exploités. Peu de temps après, Djura et Zakaria se déclaraient en « Fraction révolution permanente » avec un document de 35 pages. Le poids en kilos du document était à lui seul la marque indubitable de Jan Norden, dirigeant de l'« Internationalist Group » (IG) et spécialiste des grands discours creux, et en effet la minorité se déclarait en solidarité avec toutes les positions politiques connues de l'IG, en particulier la glorification de la conscience actuelle du prolétariat, rendant ainsi superflu le parti révolutionnaire, comme Michel Pablo avant eux. (Pour en savoir davantage sur l'IG, lire « Le pablisme de seconde mobilisation – Une défection honteuse du trotskysme », *Workers Vanguard* n° 648, 5 juillet 1996, traduction disponible dans la collection « La vérité sur l'Internationalist Group ».)

Cas unique dans la gauche, les statuts de la LCI codifient le droit à la lutte fractionnelle interne organisée. Cela provient des leçons tirées de nos origines en tant que Revolutionary Tendency [Tendance révolutionnaire], lorsque nous nous sommes battus contre la dégénérescence bureaucratique et politique du Socialist Workers Party américain. Il a été expliqué à plusieurs reprises aux membres de la minorité française qu'ils avaient le droit soit de se battre à l'intérieur du parti comme des membres disciplinés jouissant de tous leurs droits fractionnels – soit de se battre de l'extérieur – mais qu'ils ne pouvaient pas faire les deux simultanément, jouir de leurs droits de membres en faisant fi des responsabilités. Nos statuts stipulent clairement que le contact avec des organisations politiques opposantes doit être effectué sous la direction de l'instance habilitée du parti. Il était évident que la « Fraction révolution permanente » était contrôlée par l'IG, mais nous avons choisi de ne pas prendre au début de mesures organisationnelles pour nos propres raisons : afin d'aller au bout de toutes les questions politiques en discussion pour renforcer la section française et l'internationale.

Notre parti n'est pas immunisé contre les pressions qui s'exercent sur toute la gauche dans la période post-soviétique. La lutte politique interne en défense du marxisme est le moyen par lequel un parti révolutionnaire peut maintenir son intégrité programmatique face aux pressions désintégratrices de la société bourgeoise. C'est pour cela que nous avons saisi l'occasion que fournissait cette opposition interne pour tremper programmatiquement la LTF face aux pressions du front populaire et de l'étroitesse nationale dont la « Fraction révolution permanente » était si manifestement imprégnée. Les droits fractionnels de la minorité ont été scrupuleusement respectés ; en fait, le secrétariat international (SI) leur a même offert la possibilité de faire le tour des autres sections de la LCI pour recruter à leur fraction – offre qu'ils ont déclinée (ils n'ont en effet recruté *personne* où que ce soit dans la LCI bien que chacun de leurs documents ait été traduit et circulé dans toutes les sections par le SI). Les sujets en discussion ont été minutieusement débattus et ont été mis au vote dans la LTF, y compris dans une conférence nationale. La minorité a été exclue ultérieurement pour avoir refusé de rencontrer une commission de contrôle du parti dûment constituée pour enquêter sur la rupture de discipline par la minorité,

Commandez la collection :

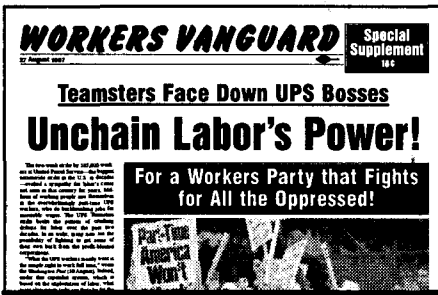
La vérité sur l'Internationalist Group

Une collection d'articles de la presse de la LCI qui documente la défection du trotskysme de l'IG et la trahison de classe au Brésil de la LQB.

- « Mémoire sur les perspectives et les tâches » de la LCI, janvier 1996
- « Rupture des relations fraternelles avec Luta Metalúrgica »
– *le Bolchévick* n° 140, automne 1996
- « Pablisme de la deuxième mobilisation – Une défection inavouée du trotskysme »
– Traduit de *Workers Vanguard* n° 648, 5 juillet 1996
- « Un nouveau journal pour Norden & Cie – Stupidité et village Potemkine »
– *le Bolchévick* n° 142, printemps 1997
- « Des mensonges, de foutus mensonges et des poursuites en justice contre le syndicat – La fraude de l'IG au Brésil dévoilée »
– Traduit de *Workers Vanguard* n° 669, 30 mai 1997
- « Des documents judiciaires prouvent qu'ils ont poursuivi le syndicat en justice – L'IG couvre des trahisons au Brésil : mains sales, mensonges cyniques »
– Traduit de *Workers Vanguard* n° 671, 11 juillet 1997
- « Mexique : pour la révolution ouvrière ! – La "gauche" sème des illusions dans le PRD nationaliste-bourgeois »
– Traduit de *Espartaco* n° 10, automne-hiver 1997
- « L'IG joue les avocats de la trahison de classe au Brésil – Pris dans un tissu de mensonges »
– Traduit de *Workers Vanguard* n° 672, 8 août 1997

20 FF Pour toute commande :

Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



Kuntz/Reuters

Dans cette période pleine de défis, la LCI cherche des occasions d'intervenir avec l'entière de notre programme révolutionnaire. La section américaine de la LCI a sorti un supplément spécial lors de la grève d'UPS en 1997, expliquant la nature de l'Etat capitaliste et démasquant le rôle de ses « lieutenants ouvriers ». Nous avons appelé à des luttes ouvrières contre l'oppression raciste et les fascistes et pour un gouvernement ouvrier qui exproprie la bourgeoisie.

par son contact non autorisé avec l'Internationalist Group. La Troisième Conférence internationale de la LCI a adopté une motion approuvant l'exclusion de la Fraction révolution permanente de la LTF :

« Nous constatons que la protestation postée instantanément sur Internet par des partisans de l'Internationalist Group confirme la collaboration organisationnelle entre l'ex-minorité française et l'IG. Les documents de la majorité de la LTF et les motions majoritaires adoptées à la 17^e conférence de la LTF documentent comment la Fraction révolution permanente s'est éloignée du trotskysme révolutionnaire, la déloyauté organisationnelle en étant le corollaire. La Fraction révolution permanente confondait à tort la combativité de la classe ouvrière avec la conscience révolutionnaire, et niait ainsi la nécessité d'un parti révolutionnaire. C'était, pour la Fraction révolution permanente, un pont vers le front populaire de Jospin et vers l'Internationalist Group. La Fraction, caricature des impulsions les plus pourries de la LTF et de l'adaptation de celle-ci à des forces politiques hostiles, a permis de mettre en lumière la désorientation de longue date de la LTF et son adaptation à l'aile PCF du front populaire. Cette glorification des traditions nationales chauvines françaises est l'héritage pourri de la liquidation pabliste du mouvement trotskyste français et de sa capitulation au front populaire – histoire à laquelle la section française de la LCI s'oppose. La lutte fractionnelle a été un instrument utile pour forger politiquement et organisationnellement la section française. Le test pour la LTF est maintenant de se tourner vers l'extérieur, d'intervenir contre nos opposants avec notre programme révolutionnaire et de recruter. »

A la conférence internationale, une commission spéciale sur la LTF a discuté des tâches et des perspectives de la LTF après cette intense bataille fractionnelle. La transformation de la section française de la LCI dans le cours de cette lutte – l'émergence de jeunes cadres qui se sont mis en avant, étudié avidement Lénine, Trotsky et Cannon et travaillé collectivement, ce qui contraste fort avec la conception de dirigeant-star traditionnelle du pabliste français, ainsi que le fait que les camarades aient élargi leurs horizons et soient sortis du cadre de l'hexagone pour intervenir dans le travail des sections de la LCI ailleurs – tout cela représente une amélioration si spectaculaire qu'un camarade, pour plaisanter, a souhaité que l'IG continue à nous aider à forger la

LCI en implantant d'autres agents dans d'autres sections en difficulté !

Le combat léniniste contre les obstacles représentés par la pseudo-gauche

Le critère le plus clair d'évaluation d'un parti révolutionnaire est son attitude vis-à-vis de ses opposants centristes et réformistes. Il y a donc eu un rapport sur nos opposants politiques à la conférence internationale. La nécessité de combattre nos opposants découle de la prémisse marxiste selon laquelle la fausse conscience du prolétariat peut et doit être transformée en une conscience de classe plus élevée de ses tâches révolutionnaires. Cela veut dire combattre les illusions réformistes qui lient la classe ouvrière à sa propre bourgeoisie. Les centristes sont plus dangereux parce qu'ils enrobent leur capitulation devant les réformistes, et donc devant l'ordre capitaliste existant, de phraséologie pseudo-révolutionnaire. Donc, logiquement, éviter le combat politique avec les centristes, c'est abandonner la lutte pour une perspective révolutionnaire ; cela revient à devenir l'aile gauche du réformisme électoraliste parlementaire.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, alors que les partis réformistes de masse auparavant hégémoniques dans la classe ouvrière renient ouvertement les idéaux socialistes, les exploités capitalistes sont en train d'attaquer d'une façon draconienne les mesures de protection sociale et cherchent à augmenter le taux d'exploitation chez eux pour devenir plus compétitifs face aux autres bourgeoisies impérialistes rivales. Dans ce contexte, des organisations se prétendant trotskystes – de Workers Power (Pouvoir ouvrier en France) à Lutte ouvrière en passant par la tendance cliffiste (dirigée par le Socialist Workers Party britannique) – proposent un menu ouvertement réformiste genre « du pain et pas des armes », font campagne pour les partis réformistes de masse qui ne promettent même pas des réformes et au contraire attaquent sans ménagement la classe ouvrière. L'« excuse », usée jusqu'à la corde, avancée pour une telle politique de trahison, est celle du « moindre mal » : s'unir pour « combattre la droite » – une position qui a une résonance particulière

aujourd'hui en Europe où les fascistes se développent de façon inquiétante. Ce faisant, en démantelant les acquis ouvriers et en dirigeant les attaques contre les immigrés et les minorités, les réformistes, avec la complicité des centristes qui sont à leurs basques, *paient la voie aux fascistes*. C'est pour cette raison que Léon Trotsky disait que le front populaire *n'était pas une tactique mais le plus grand des crimes*.

Le « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (SU) de feu Ernest Mandel est emblématique de ce bond à droite de la soi-disant gauche et de leurs « perspectives » désespérées. Le SU, après avoir manifesté un enthousiasme délirant devant le nationalisme et le stalinisme du tiers-monde ainsi que le radicalisme petit-bourgeois, s'est joint, dans les années 1980, à la croisade antisoviétique de la bourgeoisie à propos de l'Afghanistan et de Solidarność, en tandem avec les sociaux-démocrates de guerre froide. Ils ont, de la sorte, participé dans la mesure de leurs moyens à la liquidation de la révolution d'Octobre.

Apparus dans les années 1950 en tant qu'apologistes des bureaucraties stalinienne, les pablistes s'opposaient au programme de lutte pour des partis trotskystes, déclarant que des forces « objectives » pourraient contraindre les stalinien à se comporter en révolutionnaires. Pendant la guerre du Vietnam, le SU en arriva même à déclarer que les progrès de la révolution mondiale étaient devenus « irréversibles ». Maintenant que les stalinien ont mené l'URSS et les pays d'Europe de l'Est droit à la contre-révolution, les pablistes actuels en sont réduits à un programme de désespoir sur toute la ligne.

Les centristes de Workers Power ont si profondément absorbé le mensonge de la « mort du communisme » répandu par la bourgeoisie impérialiste, qu'ils ont finalement mis leur « théorie » en accord avec leur pratique de soutien à toutes les provocations antisoviétiques de l'impérialisme et ont déclaré que l'Etat de l'ex-Union soviétique était bourgeois depuis 1927 au moins. Ainsi, ils retournent aux positions de « troisième camp » social-démocrate, après avoir scissionné avec les cliffistes en 1980, quoique sans avoir jamais vraiment rompu avec leur politique de « Ni Washington ni Moscou » – de la fiction destinée à dissimuler la conciliation avec « son » propre impérialisme.

Les contradictions des réformistes cliffistes, qui cherchent à remplir le vide laissé par les anciens partis stalinien, sont vives. Ils recrutent un grand nombre de jeunes en se faisant passer pour une alternative socialiste aux partis réformistes de masse. En même temps, ils font à chaque fois campagne pour le Parti travailliste britannique et ont déclaré qu'ils étaient « aux anges » après l'élection du « nouveau Parti travailliste » de Tony Blair. Cela a déconcerté beaucoup de leurs propres militants car Blair s'est mis à faire exactement ce qu'il avait dit qu'il ferait : saccager et démolir les aides publiques, les salaires, les retraites et l'enseignement, chercher à casser les liens entre le Parti travailliste et les syndicats et multiplier les provocations meurtrières de l'impérialisme britannique, de l'Irlande à l'Irak. En Allemagne, les cliffistes sont enfouis dans la social-démocratie (SPD), et tout en se faisant passer pour des combattants antiracistes, ils font campagne pour le SPD, lequel mène la campagne électorale la plus raciste qu'on ait vue en Allemagne depuis des décennies ! C'est cette énorme contradiction entre le fait que les cliffistes se prétendent à gauche et le service qu'ils rendent lâchement à l'impérialisme en témoignant de la « bonne foi démocratique » de celui-ci, que la LCI doit exploiter pour gagner des militants ouvriers et jeunes à la

bannière du communisme authentique.

Le renforcement *apparent* du réformisme au niveau électoral, au moment où des gouvernements capitalistes de front populaire se font élire en Europe et où le Parti travailliste prend en mains les rênes du capitalisme en Angleterre, est démenti par une contradiction fondamentale : les partis réformistes ne peuvent plus fournir de réformes à leur base. Leur rôle, aux commandes du pouvoir gouvernemental, est de démanteler l'« Etat providence » ; celui-ci représentait le fait que les capitalistes ont dû, après la Deuxième Guerre mondiale, faire des concessions importantes à leurs classes ouvrières rétives à une époque où, avec l'expansion de la puissance militaire soviétique en Europe de l'Est, le « spectre du communisme », que les bourgeoisies redoutaient depuis 1917, semblait se rapprocher. Il y a donc pour la LCI une ouverture importante pour combattre le réformisme parlementaire, et ses apologistes centristes, parmi les ouvriers les plus conscients et les intellectuels radicalisés, à condition que nous intervenions activement dans les luttes sociales sur la base de notre programme révolutionnaire. A la différence de nos opposants centristes et réformistes, notre lutte n'est pas une lutte pour le maintien du statu quo, ou pour de simples réformes dans le cadre du capitalisme, mais pour rien de moins que la création d'une société socialiste égalitaire et révolutionnaire qui ne peut être mise en place que si le prolétariat prend le pouvoir et instaure la planification économique socialiste au niveau international.

Les groupes centristes issus de défections droitières de la LCI acceptent de payer le prix de leur entrée dans le milieu front-populiste, et le billet d'entrée c'est de répandre autant de venin et de mensonges que possible sur la LCI. Nous assistons donc au spectacle de la Bolshevik Tendency (BT) stalinophobe de Bill Logan bavant sans retenue devant l'Internationalist Group du stalinophile Norden, sur la base des mensonges classiques d'ex-communistes contre un soi-disant « régime » bureaucratique qui a blessé leur amour propre (voir l'article de la BT : « Willful Blindness » [Une cécité volontaire], 1917 n° 20, 1998).

Trotsky faisait remarquer dans *les Leçons d'Octobre* que chaque tournant brusque dans la situation mondiale provoque la désorientation au sein de la direction du parti révolutionnaire. La BT et l'IG représentent les désertions individuelles du trotskysme auxquelles on pouvait s'attendre aux tournants politiques importants de la dernière période politique. Au début de la seconde guerre froide, dans les années 1980, quand la bourgeoisie américaine amena l'opinion publique à considérer l'Union soviétique comme « l'empire du mal », des individus qui avaient quitté la LCI sous la pression de la période et d'autres qui avaient été exclus pour délits contre le parti ou le prolétariat formèrent la BT... tout en prétendant défendre le programme révolutionnaire et l'héritage de la Spartacist League. Suite à la destruction de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est au début des années 1990, quatre individus qui devaient devenir le groupe de Norden provoquèrent leur propre expulsion de la LCI... tout en prétendant défendre nos traditions révolutionnaires et de notre héritage. Ni les individus qui formèrent la BT, ni le groupe qui se forma autour de Norden au sein de la LCI ne se sont battus en tant que fraction déclarée parce que leurs dirigeants sont typiquement centristes – des couards politiques à la vue courte, manquant totalement de perspective, si ce n'est l'appétit de capituler devant des forces « plus larges ».

La question russe étant considérée comme de l'histoire



Reuters



AP

Manifestations en Corée du Sud (à gauche) et en Indonésie contre l'austérité du FMI. L'industrialisation rapide en Asie et ailleurs a créé un prolétariat jeune et combatif. Le programme de la Révolution permanente est la voie vers l'émancipation nationale et sociale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

ancienne dans le marais réformiste dans lequel l'IG et la BT pataugent, ils ont renié toute une série de positions qui sont déterminantes pour le programme révolutionnaire trotskyste. Tandis que l'IG de Norden couvre la trahison de classe de ses affiliés brésiliens, qui ont poursuivi un syndicat devant les tribunaux bourgeois, les membres de la BT de Logan traversent des piquets de grève à New York. Ces renégats, qui ont abandonné le programme trotskyste et la boussole prolétarienne, sont capables de sortir complètement du mouvement ouvrier. D'ailleurs, une de ceux qui ont fondé l'IG avait été exclue de la LCI et déclarée indigne d'être membre d'une organisation révolutionnaire (ses camarades actuels avaient à l'époque voté pour son exclusion !), parce qu'elle avait déclaré que les criminels bénéficiaient de plus de justice de la part des tribunaux bourgeois qu'elle-même dans le parti révolutionnaire ! Il serait difficile de concevoir un bloc plus imprincipliel.

D'autres prétendants au trotskysme ont marché à fond dans la soi-disant « mort du communisme » et sont en train de se regrouper fiévreusement avec quiconque acceptant de partager leur nid, ne serait-ce que brièvement, à la recherche d'éphémères positions avantageuses, en jetant par la fenêtre toutes prétentions aux principes marxistes (voir « Regroupement révolutionnaire ou alchimie centriste ? », *Spartacist* édition française n° 31, automne 1997). Nous cherchons à polémiquer avec les autres courants du mouvement ouvrier précisément parce que nous pensons que c'est par des confrontations ouvertes d'opinions et le débat politique que les divergences politiques se clarifient et que le niveau de conscience s'élève au-dessus du plus petit dénominateur commun prôné par les réformistes et les centristes.

C'est précisément dans de telles batailles politiques tranchantes que nous construirons la LCI en faisant d'authentiques regroupements révolutionnaires avec les courants évoluant vers la gauche. Et c'est aussi par des scissions bien préparées et en rompant la fausse unité que les obstacles seront levés et la route dégagée pour la construction du parti révolutionnaire. Ainsi, par exemple, la tâche de construire d'authentiques partis trotskystes en Amérique latine a fait

un pas en avant quand, après une assez longue période d'essai, la LCI a rompu les relations fraternelles avec un groupe brésilien dont l'opportunisme syndical profond l'avait amené à la trahison de classe et... à l'Internationalist Group (voir « Rupture des relations fraternelles avec Luta Metalúrgica, le *Bolchévik* n° 140, automne 1996). Nous continuerons de poursuivre énergiquement toutes les possibilités d'extension géographique en testant dans la lutte les accords programmatiques apparents entre le LCI et des formations en mouvement vers la gauche. Un parti ne doit pas être jugé simplement sur ses paroles, mais sur ses actes ; la vérité est souvent difficile à discerner de loin.

Pour faire face à leur tâche de devenir des *groupes de propagande de combat* plus enracinés, les sections de la LCI doivent être capables de produire des polémiques efficaces et une propagande qui intersecte les luttes en cours. Ces polémiques doivent refléter notre propre participation dans ces luttes et nos tracts et articles doivent s'adresser à l'avant-garde des militants dont la conscience va changer dans le cours de ces luttes. Il y a des variations dans la conscience d'une génération à une autre et d'un pays à un autre. Les documents programmatiques de première importance de notre tendance, tels que le document de la SL/US sur la lutte de libération des Noirs, « Black and Red » [Noir et rouge] (voir *Marxist Bulletin* n° 5 [Revised], « For the Materialist Conception of the Negro Question » [Pour la conception matérialiste de la question noire]), ne sont pas quelque chose qui a été écrit derrière un bureau, mais le résultat de la participation de nos camarades dans les sit-in et les manifestations, discutant de politique révolutionnaire avec les autres militants engagés dans des luttes vivantes. C'est en intervenant activement sur notre programme que nous produirons la propagande dont nous avons besoin pour gagner à nos rangs l'avant-garde des intellectuels, des ouvriers et des opprimés.

La prolétarianisation et la Révolution permanente

La nécessité pour les sections de la LCI de plonger leurs racines là où elles sont et d'acquérir une base de soutien dans les secteurs stratégiques du prolétariat en construisant des

fractions communistes dans l'industrie était un des thèmes centraux de la Troisième Conférence internationale ; de même, la LCI doit chercher, de façon calculée, à s'étendre au niveau international à des pays où il y a un prolétariat accessible et actif.

Par exemple, quand la SL/US a acquis suffisamment de forces au début des années 1970, nous avons effectivement réussi à établir de façon consciente une modeste implantation ici et là dans des industries importantes telles que la sidérurgie ou l'automobile. Notre implantation dans l'industrie a largement disparu à cause du fonctionnement infernal du marché capitaliste mondial : on licencie les ouvriers en masse et on ferme les usines. Les investissements de capitaux se déplacent vers les endroits où la main-d'œuvre est meilleur marché et où le taux d'exploitation est plus élevé. Aujourd'hui, les champs de tabac dans les Etats du Sud, région où les syndicats ne sont pas implantés, sont parsemés d'usines automobiles qui ne sont pas facilement accessibles à une petite organisation communiste basée dans les centres urbains. Ailleurs, des investissements massifs de capitaux en Amérique latine et surtout en Asie ont transformé des endroits où précédemment on ne s'attendait guère à des conflits majeurs entre travail et capital en concentrations prolétariennes explosives.

Aussi embryonnaire soit-elle, chaque section de la LCI doit chercher à *concrétiser* notre orientation prolétarienne. La conférence internationale a discuté de l'histoire du mouvement trotskyste de ce point de vue. Avant la Révolution russe, les bolchéviks avaient une base solide dans l'industrie métallurgique de Petrograd, dans les usines textiles de la région de Moscou et dans les champs pétrolifères et les raffineries de Bakou. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, les trotskystes étaient stratégiquement implantés dans les bassins houillers belges. Les trotskystes américains ont fait leur grande percée avec les camionneurs de Minneapolis où quelques camarades, dont Farrell Dobbs, un diplômé d'université au chômage, avaient réussi à décrocher des boulots. Quand l'occasion se présenta de s'organiser et de lutter, ils dirigèrent trois grandes grèves en une seule année, dont une grève générale de la ville.

C'est l'orientation prolétarienne de l'aile dirigée par Cannon qui fit du SWP ce qu'il a été. A posteriori, si les événements de cette époque s'étaient déroulés sans intégrer cet élément, il est probable que la continuité du trotskysme révolutionnaire n'aurait pas été maintenue en Amérique. Un parti composé d'intellectuels à la Shachtman aurait pris, bien avant, le chemin que Shachtman a fini par prendre, en se soustrayant à la défense militaire inconditionnelle trotskyste de l'Union soviétique ; et, comme il n'y a pas de « troisième camp », en glissant dans le camp de sa propre bourgeoisie (Shachtman a même fini par soutenir l'invasion par la CIA de l'Etat ouvrier déformé cubain dans la Baie des Cochons).

La perspective de la LCI, organisation d'*internationales* révolutionnaires prolétariens, n'est pas limitée aux sections nationales que nous sommes en train de chercher à ancrer dans la réalité sociale et à développer. Objectivement, les conditions sont mûres pour la révolution dans beaucoup de régions du monde. La tâche qui se présente à la LCI, c'est de parvenir à s'étendre géographiquement en recrutant des cadres capables, peut-être dans un premier temps parmi les immigrés là où nous existons, pour mettre la LCI en position d'être le facteur subjectif révolutionnaire qui est nécessaire dans les soulèvements à venir.

Les occasions de créer de nouvelles sections de la LCI

sont, comme toutes les occasions qui se présentent, éphémères. Si nous avons par exemple déjà dans certains endroits chauds de l'Asie du Sud-Est une implantation communiste dans l'industrie et des militants dans l'intelligentsia déclassée, et que nous ayons fusionné ces éléments en une direction bolchévique comme Lénine nous l'a appris dans *Que faire ?*, alors nous pourrions être, aujourd'hui, en position de diriger une opposition prolétarienne à l'austérité imposée par le Fonds monétaire international. Le capitalisme a créé son propre fossoyeur dans ces pays au développement « inégal et combiné », tardif et chaotique, où le programme trotskyste de la Révolution permanente s'applique puissamment : il n'y aura pas d'émancipation pour les opprimés ou d'acquisition des droits démocratiques même les plus fondamentaux si le prolétariat ne prend pas le pouvoir et s'il n'étend pas la révolution au niveau international. Mais le prolétariat, objectivement puissant, n'émergera pas par lui-même comme le fossoyeur du capitalisme. Le facteur décisif c'est *une direction révolutionnaire incarnée dans un parti léniniste de combat*. S'il n'y en a pas, la colère des masses prolétariennes et plébéiennes est détournée par la bourgeoisie vers le nationalisme ou les rivalités interethniques (comme les pogroms contre les Chinois en Indonésie aujourd'hui).

Si nous voulons que la LCI soit en position d'être un facteur révolutionnaire dans les luttes au niveau international, il est important de comprendre que dans cette époque de décadence impérialiste, le monde n'est pas une liste uniforme de pays allant de A à Z ; au contraire, les particularités nationales jouent un rôle très important qu'il faut comprendre pour actionner le levier marxiste dans toute société donnée. De plus, la dynamique de la révolution socialiste mondiale est *dialectique*. Pour prendre le Mexique comme exemple, le cours futur de la révolution prolétarienne mexicaine sera très différent selon qu'elle sera aidée par une Amérique soviétique rouge ou qu'elle sera confrontée à un colosse impérialiste hostile au nord. Il n'y a pas de plan divin indiquant si le drapeau rouge flottera sur Mexico avant New York ou sur Séoul avant Tokyo.

Les questions de l'impérialisme et du programme trotskyste de la Révolution permanente, reliées entre elles, ont été l'objet de sessions spéciales de discussion et de formation pendant la conférence. (Le rapport du camarade Seymour à la Conférence internationale est reproduit dans *Workers Vanguard* – voir « Imperialist Rivalries Heat Up » [Les rivalités impérialistes s'échauffent], WV n° 686 [13 mars] et n° 687 [27 mars].)

Reconnaissant que « l'islam politique » joue un rôle de plus en plus important dans certains points chauds de la lutte de classes dans des endroits instables du monde, une commission islamique à la conférence s'est fixée la tâche de concrétiser notre programme de Révolution permanente, en approfondissant, pour commencer, notre connaissance des divers pays des régions touchées par ce phénomène. Plusieurs camarades ont fait une série d'exposés sur l'Iran, la Turquie, l'Algérie et l'Indonésie, en soulignant les différences de développements dans ces pays en termes d'expansion de l'Islam et d'expérience du colonialisme impérialiste.

La lutte pour l'indépendance nationale et l'émergence de partis ouvriers de masse (tels que le Toudeh en Iran et le PKI en Indonésie) avaient créé d'immenses espoirs. Dans beaucoup de pays du « tiers monde », l'indépendance formelle et l'idéologie nationaliste, devant laquelle les staliniens capitulaient, n'apportant aucun changement aux conditions fon-

damentales de leur exploitation par l'impérialisme et les bourgeoisies locales qui en dépendaient, les masses se sont tournées vers l'Islam comme consolation. L'Islam, un peu à la manière du christianisme médiéval avant la Réforme, les Lumières et la révolution industrielle, cherche à contrôler tous les aspects de la vie des individus. Il ne comporte en lui-même aucun programme d'améliorations économiques et sociales ; c'est l'expression idéologique de la stagnation de ces sociétés ; les structures religieuses sont donc essentiellement des remparts de réaction et de contre-révolution. Parmi les quelques thèmes traités lors de la riche discussion, on a discuté du caractère central de la lutte contre l'oppression des femmes et de la défense des minorités ethniques ; du fait que d'importantes populations originaires de ces régions se soient développées à l'intérieur des pays impérialistes, dans lesquels les ouvriers immigrés jouent souvent un rôle stratégique dans l'industrie, et où la défense des immigrés originaires de ces pays est essentielle à l'unité et à l'intégrité du prolétariat dans son ensemble ; et de la lutte, en Inde, contre la violence communautaire anti-musulmans de la part des chauvins hindous.

Ce qui est au centre de la Révolution permanente, c'est qu'à l'époque impérialiste, le prolétariat est la seule classe qui puisse diriger la révolution dans un pays socialement arriéré, afin d'arracher les acquis de la société moderne qui ont été gagnés dans la période précédente par les révolutions bourgeoises, dont l'Angleterre et la France sont les archétypes. Mais dans des pays sans prolétariat significatif, les droits démocratiques et l'émancipation nationale ne peuvent être réalisés que de la façon dont ils l'ont été en Asie centrale après la Révolution bolchévique, c'est-à-dire, en alliance la plus étroite avec la dictature prolétarienne victorieuse ayant sa base en Russie, en Ukraine et dans les régions pétrolières de Bakou. (Aujourd'hui, le Tibet ou l'Afghanistan en sont des exemples ; le sort du Tibet est inextricablement lié à la lutte pour la révolution politique contre la contre-révolution en Chine.) Le prolétariat victorieux a le devoir, en retour, d'apporter toute forme de soutien matériel qui puisse venir en aide aux masses travailleuses des régions arriérées afin qu'elles mènent à bien leur libération sociale. Ainsi, le programme de la Révolution permanente est basé sur *la centralité du prolétariat*.

La question des générations dans le parti

Au cours des dernières années, la plupart des sections de la LCI ont mis sur pied des organisations de jeunesse. Dès les origines de la LCI comme Revolutionary Tendency dans le SWP, notre organisation a réaffirmé et remis en pratique la position initiale du mouvement léniniste et trotskyste sur les rapports parti-jeunesse. Les organisations de jeunesse de la LCI ne sont pas des groupes paravents ; ce ne sont pas non plus des adversaires ni des substituts au parti révolutionnaire. Nos organisations de jeunesse sont reliées de façon autonome au parti ; elles sont indépendantes organisationnellement et subordonnées politiquement (voir le *Marxist Bulletin* n° 7 de la SL/US, « The Leninist Position on Youth-Party Relations » [La position léniniste sur les rapports parti-jeunesse]). Cette formule organisationnelle sert nos objectifs politiques ; elle permet aux jeunes révolutionnaires de faire leur apprentissage politique et tient compte du fait que chaque génération arrive au marxisme par sa propre voie.

Bien qu'étant encore des organisations novices, les groupes de jeunesse affiliés aux sections de la LCI sont devenus des composantes cruciales de la LCI, car elles amènent

au trotskysme une nouvelle génération de jeunes subjectivement révolutionnaires. Les groupes de jeunesse ont plaidé pour une commission spéciale sur le travail jeunesse de la LCI à la conférence internationale et ont aidé à l'organiser. On y a fait une présentation sur l'histoire des rapports parti-jeunesse dans le mouvement marxiste et sur les tâches des groupes de jeunesse de la LCI aujourd'hui. Cette session de la conférence a élaboré un complément important à la « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » sur le travail jeunesse et sur notre opposition révolutionnaire à l'armée bourgeoise et le fait que l'impérialisme aujourd'hui n'a rien à offrir d'autre qu'un « avenir » lugubre comme chair à canon, en particulier à la jeunesse des minorités.

Reconnaissant le rôle que jouent ces jeunes cadres en tant que dirigeants du *parti*, tant dans le travail externe que dans les batailles internes du parti, la conférence internationale a élu un petit nombre d'entre eux comme membres candidats au comité exécutif international. Ces camarades représentent plus que la promesse d'une direction future du parti – ils ont déjà été mis à l'épreuve et testés dans la lutte dans plus d'une section de la LCI et plus d'un secteur de travail.

La conservation de l'histoire des générations précédentes du mouvement trotskyste, dont les leçons doivent être apprises de façon à ce que la LCI puisse être effectivement une mémoire collective de la classe ouvrière, est tout aussi essentielle à la continuité du parti révolutionnaire. La conférence internationale a entendu les rapports de camarades qui travaillent dans les archives centrales du parti, la Prometheus Research Library, sur leurs recherches dans toute l'Amérique du Nord pour rassembler les documents sur la bataille fractionnelle de 1932-1933 dans la Communist League of America, qui préfigura la bataille définitive entre Cannon et Shachtman sur la question russe en 1939-1940. Il y a dans cette première bataille des implications importantes en ce qui concerne les tâches des marxistes révolutionnaires dans une situation difficile, ainsi que de puissantes implications en ce qui concerne la centralité de la perspective prolétarienne et la continuité du marxisme révolutionnaire à notre époque.

C'est aussi à cette période que Cannon se transforma en dirigeant du parti sachant placer la lutte pour la clarté politique et l'unité du parti sur la base des principes politiques au-dessus des animosités personnelles et du fractionnisme. L'intervention directe de Trotsky dans la section américaine joua bien sûr un rôle important dans cette transformation. Nous attendons avec plaisir la publication de ces documents d'archives qui révèlent tout le rôle qu'a joué cette période dans la formation d'un groupe de propagande communiste soudé et efficace, qui ensuite continua à jouer le rôle de section modèle dans le mouvement trotskyste du vivant de Trotsky.

La conférence internationale a témoigné d'une cohésion politique qualitative dans notre internationale léniniste, ce qui est vital dans cette période de rivalités interimpérialistes et de nationalisme exacerbés. Aucune autre tendance à part la LCI ne peut affronter et surmonter la crise historique de la direction du prolétariat, qui comme le soulignait Trotsky, est la crise de l'avenir de l'humanité. Nous ne voulons pas dépeindre la tâche d'éradiquer l'exploitation capitaliste et l'oppression partout dans le monde comme plus facile qu'elle ne l'est. Et il n'y a aucune garantie. Mais il n'y a pas d'autre voie. En avant pour une Quatrième Internationale reforgée, parti mondial indispensable de la révolution socialiste ! ■

Déclaration de principes et quelques éléments de programme

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

1. La révolution socialiste mondiale et la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)	10
2. La crise de la direction prolétarienne	10
3. Nous sommes le parti de la Révolution russe	11
4. Les racines théoriques et historiques de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)	16
5. Le caractère international de la révolution socialiste	18
6. Le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière dans la défense de tous les opprimés	18
7. La base bourgeoise du révisionnisme	20
8. La lutte contre la guerre impérialiste	21
9. La question nationale et le droit de toutes les nations à l'autodétermination	22
10. La révolution coloniale, la Révolution permanente et la « voie guérilliste »	22
11. Le front populaire : pas une tactique mais le plus grand des crimes	23
12. Le parti révolutionnaire : son programme, son organisation et sa discipline	24
13. Nous intervenons pour changer l'histoire !	25

1. La révolution socialiste mondiale et la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) est une tendance prolétarienne, révolutionnaire et internationaliste. Elle s'engage à construire des partis léninistes, sections nationales d'une internationale centraliste-démocratique dont le but est de mener la classe ouvrière à la victoire par des révolutions socialistes partout dans le monde.

Le prolétariat est le seul qui puisse, en s'emparant du pouvoir politique et en détruisant le capitalisme en tant que système mondial, créer les conditions permettant d'éliminer l'exploitation et de résoudre la contradiction entre l'accroissement des forces productives de l'économie mondiale et les barrières de l'Etat-nation. Le capitalisme a depuis longtemps survécu à son rôle historique progressiste de créateur d'une économie industrielle moderne. Pour préserver leur pouvoir, les classes capitalistes nationales doivent exploiter les divisions nationales, ethniques et raciales qui s'intensifient depuis la destruction de l'Union soviétique. Les puissances impérialistes et les blocs rivaux, de plus en plus hostiles les uns aux autres, sont obligés d'opprimer les peuples des anciennes colonies et ceux qui ploient encore sous le joug colonial, d'appauvrir les masses dans le monde entier et de se lancer continuellement dans des guerres pour préserver et se repartager les marchés mondiaux, afin de contenir la baisse du taux de profit et d'essayer d'écraser la lutte révolutionnaire des ouvriers partout où elle éclate. Dans ses ultimes et frénétiques tentatives de maintenir son pouvoir de

classe, la bourgeoisie n'hésitera pas à plonger l'humanité dans l'holocauste nucléaire ou dans une oppression dictatoriale d'une férocité sans précédent.

D'un autre côté, la victoire du prolétariat à l'échelle mondiale mettrait une abondance matérielle encore inimaginée au service des besoins de l'humanité, créerait les conditions permettant d'éliminer les classes, d'éradiquer l'inégalité sociale basée sur le sexe et d'abolir la signification même, au niveau social, de race, de nation et d'ethnie. Pour la première fois, l'humanité saisira les rênes de l'histoire et contrôlera la société, sa propre création, ce qui se traduira par une émancipation du potentiel humain dépassant ce qu'on peut imaginer aujourd'hui et par un bond en avant monumental de la civilisation. C'est alors seulement qu'il sera possible de réaliser le libre développement de chaque individu, condition du libre développement de tous. Comme le disait Isaac Deutscher dans son discours, « De l'Homme Socialiste » (1966) :

« Nous ne soutenons pas que le socialisme puisse résoudre tous les problèmes de la race humaine. Nous luttons tout d'abord contre les problèmes qui sont créés par l'homme et que l'homme peut résoudre. Trotsky parlait ainsi des trois tragédies dont souffrait l'humanité : la faim, le sexe et la mort. La faim est l'adversaire dont le marxisme et le mouvement ouvrier moderne relèvent le défi [...]. Oui, le sexe et la mort poursuivront encore l'Homme Socialiste ; mais nous sommes convaincus qu'il sera mieux équipé que nous pour leur faire face. »

2. La crise de la direction prolétarienne

Le succès ou l'échec de la classe ouvrière dans son combat pour arracher la victoire dépend de l'organisation et de la conscience des masses en lutte, c'est-à-dire de la *direction*



Y. Steinberg

V. I. Lénine et Léon Trotsky avec un groupe de délégués au Premier Congrès de l'Internationale communiste, Moscou, mars 1919

révolutionnaire. Le parti révolutionnaire est l'arme indispensable à la victoire des travailleurs.

La bourgeoisie a le monopole des moyens de répression armée ; elle domine au moyen d'un appareil politique et bureaucratique, elle a d'énormes richesses et des relations ; elle contrôle l'enseignement, les masse-médias et toutes les autres institutions de la société capitaliste. Face à une telle force, un Etat ouvrier ne peut être mis en place que par un prolétariat pleinement conscient de ses tâches, organisé pour les mettre en œuvre et déterminé à défendre ses conquêtes contre la violence contre-révolutionnaire de la bourgeoisie.

La classe ouvrière, en acquérant une conscience politique, cesse d'être simplement une classe en soi et devient une classe *pour* soi, consciente de sa tâche historique de prendre le pouvoir d'Etat et de réorganiser la société. Cette conscience n'apparaît pas spontanément au cours des luttes de classe quotidiennes des ouvriers ; elle doit être apportée aux ouvriers par le parti révolutionnaire. C'est donc la tâche du parti révolutionnaire de transformer le prolétariat en une force politique à la hauteur de sa tâche, en lui inculquant la conscience de sa situation réelle, en l'instruisant sur les leçons historiques de la lutte de classe, en le trempant par des luttes de plus en plus profondes, en détruisant ses illusions, en armant sa volonté révolutionnaire et sa confiance en lui-même, et en organisant le renversement de toutes les forces qui font obstacle à la conquête du pouvoir. Une classe ouvrière consciente c'est la force déterminante de l'histoire.

La tâche de forger un parti d'avant-garde et d'affûter son tranchant révolutionnaire en préparation des inévitables crises révolutionnaires s'avère encore plus indispensable à l'époque impérialiste. Comme l'a souligné Trotsky dans *l'Internationale communiste après Lénine* (1928) :

« Le caractère révolutionnaire de l'époque ne consiste pas à permettre, à chaque instant, de réaliser la révolution, c'est-à-dire de prendre le pouvoir. Ce caractère révolutionnaire est assuré par de profondes et brusques oscillations, par des changements fréquents et brutaux [...]. C'est seulement de ce caractère que se déduit la pleine signification de la stratégie révolutionnaire par opposition à la tactique. C'est de lui également que découle le nouveau sens du parti et de sa direction. [...] Maintenant, chaque nouvelle brusque variation de la

situation politique vers la gauche remet la décision entre les mains du parti révolutionnaire. S'il laisse passer le moment critique où la situation change, celle-ci se transforme en son contraire. En de telles circonstances, le rôle de la direction du parti prend une importance exceptionnelle. Les paroles de Lénine, selon lesquelles deux ou trois journées peuvent décider du sort de la révolution internationale, ne pouvaient être comprises au temps de la II^e Internationale. A notre époque, au contraire, elles n'ont eu que trop de confirmations négatives, à l'exception d'Octobre. »

3. Nous sommes le parti de la Révolution russe

La Révolution russe d'Octobre 1917 a sorti la doctrine marxiste de la révolution prolétarienne du domaine de la théorie et lui a donné corps en créant une société dans laquelle le pouvoir appartient à ceux qui travaillent, sous la forme de la dictature du prolétariat. Cette révolution prolétarienne dirigée par le Parti bolchévique *en* Russie n'était pas faite seulement *pour* la Russie. Les marxistes révolutionnaires considéraient que la Révolution russe était le début d'une lutte nécessairement internationale du mouvement ouvrier contre le règne du capital au niveau mondial. Les bolchéviks de Lénine ont brisé la chaîne capitaliste à son maillon le plus faible, conscients que si la révolution prolétarienne ne s'étendait pas aux principales puissances capitalistes, la plus immédiate étant l'Allemagne, une dictature du prolétariat isolée ne pouvait pas survivre longtemps.

Les occasions furent nombreuses, mais les nouveaux partis révolutionnaires ailleurs qu'en Russie étaient trop jeunes, c'est-à-dire trop faibles et manquant trop de maturité politique pour les exploiter. En Europe, particulièrement en Allemagne, la social-démocratie s'est mise au service de ses maîtres bourgeois, les aidant à restabiliser leur ordre et se joignant à eux dans leur hostilité à la révolution d'Octobre. Ailleurs, dans les nations et les régions moins développées, c'est le nationalisme qui fut le principal obstacle et la principale force idéologiques contre le bolchévisme.

La pression de l'encerclement impérialiste, les ravages causés dans la classe ouvrière russe par la guerre civile et le long isolement de la Révolution russe ont permis à une couche bureaucratique dirigée par Staline d'usurper le pouvoir politique dans une contre-révolution politique en 1923-1924, que Trotsky a appelée le « Thermidor soviétique ». Bien que reposant sur les formes de propriété prolétariennes de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et tirant d'elles ses privilèges, la bureaucratie stalinienne n'était pas irrévocablement déterminée à les défendre. La « théorie » du « socialisme dans un seul pays » de Staline était l'expression des intérêts nationalement limités de la bureaucratie du Kremlin et a transformé l'Internationale communiste d'instrument de la révolution mondiale en nouvel obstacle à celle-ci.

Le « socialisme dans un seul pays » de Staline allait à l'encontre des principes fondamentaux du marxisme. Le *Manifeste du parti communiste* (1848) se conclut par « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Les révolutions de 1848 ont annoncé l'ère moderne : la bourgeoisie fit cause commune avec la réaction contre le prolétariat qu'elle percevait déjà comme une menace pour le régime capitaliste. Comme l'a écrit Engels dans ses « Principes du communisme » (1847) :

« XIX : Cette révolution se fera-t-elle dans un seul pays ? »

« Non. La grande industrie, en créant le marché mondial, a déjà rapproché si étroitement les uns des autres les peuples de la terre, et notamment les plus civilisés, que chaque peuple dépend étroitement de ce qui se passe chez les autres. Elle a, en outre, unifié dans tous les pays civilisés le développement social à tel point que, dans tous ces pays, la bourgeoisie et le prolétariat sont devenus les deux classes les plus importantes de la société, et que l'antagonisme entre ces deux classes est devenu aujourd'hui l'antagonisme fondamental de la société. La révolution communiste, par conséquent, ne sera pas une révolution purement nationale [...] Elle est une révolution universelle ; elle aura, par conséquent, un terrain universel. »

En lutte contre l'opportunisme nationaliste de Staline, l'Opposition de gauche de Trotsky était fondée sur le programme du marxisme authentique qui a animé la Révolution bolchévique. L'Opposition de gauche a combattu pour préserver et étendre les acquis de la Révolution russe qui avaient été trahis mais pas encore détruits. Dans sa remar-

quable analyse de la dégénérescence de la Révolution russe, de la double nature de la bureaucratie stalinienne et des contradictions explosives de la société soviétique (*la Révolution trahie*, 1936), Trotsky montrait clairement quel était le choix : « Le fonctionnaire finira-t-il par dévorer l'Etat ouvrier ou la classe ouvrière réduira-t-elle le fonctionnaire à l'incapacité de nuire ? » L'avertissement prophétique de Trotsky a été confirmé, et péniblement, par la négative.

La doctrine anti-internationaliste du « socialisme dans un seul pays » a conduit à de désastreux zigzags allant des aventures ultragauches à la collaboration de classes. Trotsky a qualifié Staline de « fossoyeur » des luttes révolutionnaires à l'étranger, depuis la deuxième Révolution chinoise de 1925-1927 et la grève générale britannique de 1926 jusqu'à l'Allemagne, où le PC, tout autant que les sociaux-démocrates, ont laissé Hitler arriver au pouvoir sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré. C'est dans le contexte de la trahison allemande, puis de la codification par le Comintern de la ligne explicitement antirévolutionnaire de construction de fronts populaires, qui s'est le plus pleinement exprimée dans l'étranglement criminel de la Révolution espagnole par les staliniens, que les trotskystes organisèrent la Quatrième Internationale, fondée en 1938.

L'économie planifiée de l'Union soviétique (et plus tard des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés qui émergèrent ailleurs sur le modèle stalinien) a prouvé, dans la période de développement rapide, sa supériorité sur l'anarchie capitaliste. Mais la pression implacable, sur le marché mondial, de l'encerclement économique continu par le mode de production capitaliste toujours dominant, a été inexorable du fait que la révolution ne s'est pas étendue internationalement.

Trotsky a écrit dans *la Révolution trahie* :

« La question posée par Lénine : "Qui l'emportera ?", est celle du rapport des forces entre l'URSS et le prolétariat révolutionnaire du monde d'une part, les forces intérieures hostiles et le capitalisme mondial de l'autre [...]. L'intervention armée est dangereuse. L'intervention des marchandises à bas prix, venant à la suite des armées capitalistes, serait infiniment plus dangereuse. »

La faiblesse organisationnelle de la Quatrième Internationale, le manque de racines profondes dans le prolétariat, l'incapacité et la désorientation théoriques après la Deuxième Guerre mondiale ont fortement contribué à la rupture de continuité politique avec le programme de la Quatrième Internationale de Trotsky. Du fait que les cadres trotskystes à travers l'Europe avaient été décimés par la répression fasciste et stalinienne, et que les trotskystes avaient été massacrés au Vietnam et emprisonnés en Chine, des pays dans lesquels l'Opposition de gauche avait trouvé des bases significatives de soutien, le mouvement s'est trouvé dépouillé de ses cadres expérimentés à un moment crucial.

L'expansion du pouvoir stalinien en Europe de l'Est après la guerre a posé au mouvement trotskyste un nouveau défi programmatique face auquel l'« orthodoxie » de pure forme n'était pas suffisante pour se défendre. Suite à une chaîne ininterrompue de défaites et de trahisons, depuis la Chine (1927) et l'Allemagne (1933) jusqu'à la guerre civile espagnole, et les purges staliniennes meurtrières, l'existence de l'Union soviétique se trouvait en grave danger. L'Armée rouge a vaincu Hitler *malgré Staline* qui, non seulement a décapité l'armée soviétique dans des purges sanglantes à la veille de la Deuxième Guerre mondiale mais qui a de surcroît saboté la défense militaire de l'Union soviétique en faisant confiance à Hitler d'abord puis aux Alliés « démocratiques ».

Le Bolchévik

Organe de la Ligue trotskyste de France

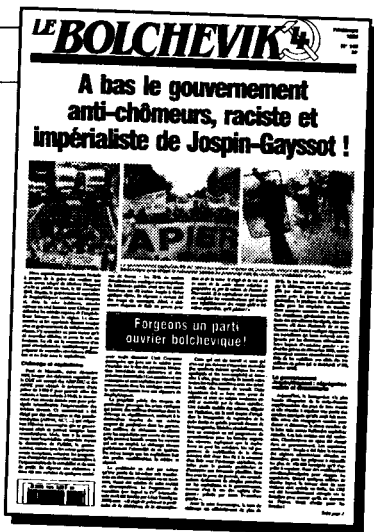
Abonnez-vous !

20 FF pour 4 numéros
(incluant *Spartacist*)

Hors Europe : 30 FF
(avion 40 FF)
Etranger : mandat
poste international

Belgique : 100 FB
Canada : Cdn\$ 8

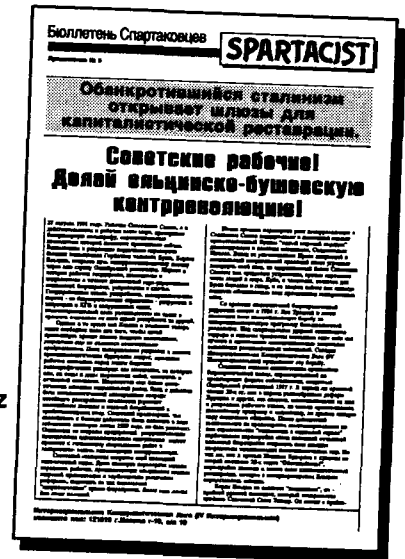
Commande :
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France





Der Spiegel

La contre-révolution « démocratique » épouse la réaction tsariste : un prêtre orthodoxe bénit les barricades d'Eltsine à Moscou en août 1991. Le tract de la LCI massivement distribué à Moscou déclare : « Ouvriers soviétiques : écrasez la contre-révolution d'Eltsine-Bush ! »



Pourtant, la victoire de l'Armée rouge sur le fascisme a grandement rehaussé l'autorité de l'Union soviétique bureaucratiquement dégénérée, éventualité que Trotsky n'avait pas prévue. A l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, les staliens d'Europe occidentale se sont trouvés à la tête d'organisations de masse d'ouvriers combattifs en Italie, en France et ailleurs. En même temps, dans l'Europe de l'Est occupée par l'Union soviétique, une révolution sociale sous contrôle bureaucratique expropriait la propriété capitaliste et créait une économie collectivisée, ce qui a produit des Etats ouvriers déformés sur le modèle de l'URSS sous le régime stalinien.

A la fin des années 1960 et au début des années 1970, en partie sous l'influence de la guerre du Vietnam et de l'agitation interne qui a secoué les Etats-Unis, notamment la lutte de libération des Noirs, une série de situations pré-révolutionnaires ou révolutionnaires se sont présentées en Europe – en France en 1968, en Italie en 1969, au Portugal en 1974-1975. Ces situations étaient les meilleures occasions de révolution prolétarienne qui se soient présentées dans les pays capitalistes avancés depuis la période qui a immédiatement suivi la Deuxième Guerre mondiale. Et encore une fois, ce sont les partis communistes pro-Moscou qui ont réussi à sauver l'ordre bourgeois mis à mal dans ces endroits. C'est là que le rôle contre-révolutionnaire des partis staliens occidentaux a demeuré contribué à la destruction ultérieure de l'Union soviétique. La restabilisation de l'ordre bourgeois dans les Etats impérialistes occidentaux au milieu des années 1970 a immédiatement été suivie d'une nouvelle offensive de guerre froide contre le bloc soviétique.

La bureaucratie stalinienne soviétique – dans une situation où le prolétariat ne se battait pas pour le pouvoir – devait tôt ou tard se tourner vers le « socialisme de marché », lequel, comme l'apaisement de l'impérialisme américain en Afghanistan et sa complicité active dans la restauration du capitalisme dans toute l'Europe de l'Est, a ouvert grand les vannes à la contre-révolution capitaliste dans l'ex-Union soviétique en 1991-1992. Le prolétariat, privé de direction, n'a pas résisté et cela a sonné le glas de l'Etat ouvrier.

La « Révolution iranienne » de 1979 a ouvert une période d'ascendance politique de l'islam dans le monde historique-

ment musulman ; ce développement a contribué à la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, et a en retour été puissamment renforcé par celle-ci. La prise du pouvoir par Khomeiny en Iran, et sa consolidation, ont constitué une défaite semblable à l'écrasement du prolétariat allemand par Hitler en 1933, même si cela s'est accompli à une échelle locale plus restreinte. Avec notre mot d'ordre de « A bas le Shah ! Pas de soutien aux mollahs ! » et l'attention que nous avons portée en particulier à la question femmes (« Non au voile ! »), nous, tendance spartaciste internationale (TSI), nous sommes trouvés en totale opposition à la capitulation du reste de la gauche devant la réaction dirigée par les mollahs.

La préservation du pouvoir prolétarien dépend essentiellement de la conscience et de l'organisation politiques de la classe ouvrière. Une fois que Staline avait physiquement liquidé l'aile révolutionnaire des bolchéviks, toute continuité avec les traditions de la révolution d'Octobre avait été systématiquement expurgée de la mémoire de la classe ouvrière. Dans la conscience des masses soviétiques, imprégnée par la propagande nationaliste russe débitée par Staline, la Deuxième Guerre mondiale a fini par supplanter la révolution d'Octobre comme l'événement marquant de l'histoire de l'Union soviétique. En fin de compte, Staline et ses héritiers ont réussi à incruster leur vision nationaliste dans l'esprit des peuples soviétiques ; on en est venu à dénigrer l'internationalisme prolétarien comme une obscure « hérésie trotskyste » d'« exportation de la révolution » ou bien alors, il a été cyniquement vidé de son contenu.

La classe ouvrière soviétique, atomisée, sans aucune direction anticapitaliste, sans aucune conscience de classe socialiste cohérente et consistante, et sceptique quant à la possibilité de la lutte de classe dans les pays capitalistes, ne s'est pas mobilisée pour résister à la contre-révolution capitaliste qui la lésait. Et, comme l'a observé Trotsky dans *l'Internationale communiste après Lénine* : « Si une armée en situation critique capitule devant l'ennemi sans combattre, cet effondrement remplace parfaitement "une bataille décisive", en politique comme à la guerre. »

Dans *Spartacist* (édition française, n° 26, printemps 1991), avec les documents de Joseph Seymour, « Sur l'effondrement des régimes staliens en Europe de l'Est » et d'Albert St. John « Pour la clarté marxiste et pour aller de

l'avant », ainsi que dans la brochure spartaciste d'août 1993 *How the Soviet Workers State Was Strangled* [Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé], nous avançons une analyse de la crise terminale du stalinisme. Comme noté dans le document de Seymour :

« Au cours de son long combat contre la bureaucratie stalinienne, Trotsky a envisagé un certain nombre de chemins *différents* que la restauration du capitalisme en Union soviétique pourrait prendre [...]. Trotsky a utilisé l'expression "dérouler en sens inverse le film du réformisme" pour polémiquer contre ceux qui, se déclarant de gauche, soutenaient que le régime de Staline avait *déjà* transformé l'URSS en Etat bourgeois par un processus graduel et organique – du bernsteinisme à l'envers. [...] L'opinion de Trotsky selon laquelle dans l'URSS de Staline une contre-révolution capitaliste, ainsi qu'une révolution politique prolétarienne, entraînerait une guerre civile était un *pronostic*, pas un dogme. Ce pronostic se basait sur la résistance de la classe ouvrière, et non sur la résistance d'éléments conservateurs de l'appareil bureaucratique. Voici comment la question est posée dans *la Révolution trahie*. [...] L'élément décisif est la *conscience* de la classe ouvrière soviétique, qui *n'est pas statique* mais au contraire affectée par d'innombrables facteurs changeants, sur les plans intérieur et international. »

Et comme l'a observé St. John :

« A la différence de l'économie bourgeoise anarchique, l'économie socialiste planifiée ne s'édifie pas automatiquement mais *consciemment*. Par conséquent, écrit Trotsky, "la marche vers le socialisme est inséparable du pouvoir d'Etat, qui veut le socialisme ou qui est contraint de le vouloir" [« L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme », 1935]. Ainsi, conclut-il, sans l'intervention d'une avant-garde prolétarienne consciente, l'effondrement du régime politique stalinien mènerait infailliblement à la liquidation de l'économie planifiée et au rétablissement de la propriété privée. »

La « question russe » a été la question politique déterminante du XX^e siècle et la pierre de touche pour les révolutionnaires. Nous, trotskystes, sommes restés à notre poste et nous nous sommes battus pour préserver et étendre les acquis révolutionnaires de la classe ouvrière alors que toutes les autres tendances de la planète ont capitulé devant la pression idéologique de l'anticommunisme impérialiste. Notre défense de l'URSS s'est par-dessus tout exprimée dans notre combat pour de nouvelles révolutions d'Octobre partout dans le monde.

Les réformistes et les centristes de toutes sortes ont aussi une responsabilité dans la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique. Ils se sont alignés derrière leurs gouvernants capitalistes contre l'URSS, y compris en soutenant tous les mouvements réactionnaires, depuis Solidarność en Pologne jusqu'aux égorgeurs intégristes en Afghanistan. Les conséquences dévastatrices de la contre-révolution soviétique dans le monde entier démolissent aussi, sur le plan théorique, les théories antimarxistes selon lesquelles la bureaucratie stalinienne était « capitaliste d'Etat », ce qui

voudrait dire que la contre-révolution soviétique n'aurait été qu'un déplacement d'une forme de capitalisme à une autre.

Le triomphe de Boris Eltsine et des forces de restauration capitaliste en août 1991 a été un événement pivot dans la détermination du destin de l'Union soviétique, mais la liquidation définitive de la révolution d'Octobre n'était pas une conclusion décidée d'avance. Les spartacistes ont diffusé dans toute l'Union soviétique plus de 100 000 exemplaires en russe de notre article « Ouvriers soviétiques : écrasez la contre-révolution de Bush-Eltsine ! » d'août 1991. Dans cet article, nous écrivions qu'il aurait fallu que des mobilisations ouvrières balayent la racaille contre-révolutionnaire sur les barricades d'Eltsine pour ouvrir ainsi la voie à la révolution politique prolétarienne. Nous avons appelé à la révolution politique pour écraser la restauration capitaliste et remettre le prolétariat soviétique au pouvoir politique. Il n'y a que ceux qui étaient sous l'emprise de l'idéologie capitaliste ou qui en tiraient des avantages matériels qui étaient pressés de mettre une croix sur l'Union soviétique à ce moment-là. C'est l'absence de résistance de la part d'une classe ouvrière qui avait été trahie et démobilisée par des décennies de domination stalinienne et de répression féroce, qui a été le facteur déterminant dans la destruction de l'Etat ouvrier soviétique.

Notre défense de l'URSS ne se limitait pas à notre programme pour l'URSS : *défense militaire inconditionnelle* contre l'impérialisme et la contre-révolution interne ; *révolution politique prolétarienne* pour chasser la bureaucratie et ramener l'URSS sur la voie de Lénine et Trotsky. Elle s'est également exprimée dans notre défense militaire inconditionnelle de la Révolution vietnamienne ; dans notre opposition à la campagne de Solidarność sponsorisée par Wall Street et le Vatican pour renverser l'Etat ouvrier déformé polonais ; dans notre appel : « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! Etendez les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples afghans ! » ; dans notre intervention active pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne.

L'histoire annonce ses verdicts avec fracas. La victoire de la contre-révolution dans l'ex-URSS est une défaite sans précédent pour les travailleurs du monde entier ; elle altère fondamentalement le paysage politique de cette planète. N'ayant plus à craindre le contrepoids de la puissance militaire soviétique, l'impérialisme américain annonce un « monde dominé par une seule superpuissance », qui foule aux pieds les peuples semi-coloniaux depuis le Golfe arabo-persique jusqu'à Haïti. S'ils ne sont plus la puissance économique incontestée du monde impérialiste, les Etats-Unis n'en gardent pas moins l'avantage de leur puissance militaire meurtrière, même s'ils préfèrent souvent camoufler leur terreur sous la feuille de vigne « humanitaire » du « repaire de brigands » que sont les Nations Unies (c'est ainsi que Lénine décrivait la Société des Nations [SDN], prédécesseur de l'ONU). Mais les impérialismes rivaux, allemand et japonais en particulier, qui ne sont plus retenus par l'unité antisoviétique, se ruent pour satisfaire leur soif de contrôle sur les marchés mondiaux en même temps qu'ils développent leur puissance militaire. On voit, dans les conflits opposant les blocs commerciaux régionaux rivaux, se préciser les alignements de futures guerres. Face à l'intensification des rivalités interimpérialistes nous réaffirmons : « *L'ennemi principal est dans notre propre pays !* »

En jetant un regard rétrospectif sur la période d'avant la Première Guerre mondiale, on trouve beaucoup de parallèles

Pour contacter la Ligue trotskyste et la Jeunesse spartaciste

Paris Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen Le Bolchévik, BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél : 02 35 73 74 47



Reuters

Place Tiananmen à Pékin, mai 1989 : les ouvriers chinois ont défendu les manifestants étudiants et se sont opposés aux réformes pro-capitalistes de Deng. L'entrée en masse des ouvriers dans le mouvement de protestation fit trembler le régime stalinien.

avec le monde de « l'après-guerre froide » d'aujourd'hui. Et comme la question de nouveaux conflits interimpérialistes est posée, on peut s'attendre à ce que les réformistes et les centristes d'aujourd'hui agissent dans le même esprit que leurs prédécesseurs sociaux-démocrates le 4 août 1914 lorsqu'ils ont soutenu leurs bourgeoisies en période de guerre. Leur soutien à la contre-révolution en URSS était totalement dans cet esprit.

En plus de l'appauvrissement des masses en URSS, la « purification ethnique » fratricide fait rage dans les États capitalistes nouveaux et faibles d'Europe de l'Est et des républiques de l'ex-Union soviétique dans lesquels l'idéologie nationaliste avait pris la place du capital, inexistant, comme force motrice de la contre-révolution. L'idéologie nationaliste qui est souvent la résurgence d'antagonismes nationaux d'avant la Deuxième Guerre mondiale dans les États capitalistes de cette région, redevient, après la contre-révolution, le principal obstacle que les révolutionnaires doivent démolir.

En Europe occidentale, les bourgeoisies, ne voyant plus la nécessité de conjurer le « spectre du communisme » en accordant un certain nécessaire, démantèlent le filet de sécurité que constituaient les programmes sociaux. Certes le climat idéologique de la « mort du communisme » affecte la conscience du prolétariat, mais dans beaucoup de pays du monde, des combats de classe acharnés constituent une base objective pour la régénération du marxisme en tant que

théorie du socialisme scientifique et de la révolution prolétarienne. Ce n'est pas le communisme, mais sa parodie, le stalinisme, qui s'est montré sans issue.

La contre-révolution victorieuse n'a pas seulement dévasté matériellement et idéologiquement le prolétariat de l'ex-Union soviétique et d'Europe de l'Est ; dans toute une série de pays (par exemple l'Italie et la France) où les partis communistes avaient énormément d'influence et d'autorité sur les couches avancées de la classe ouvrière, on a voulu faire avaler au prolétariat le mensonge selon lequel « le socialisme a échoué », répandu par ces mêmes bureaucraties stalinienne qui avaient été au pouvoir dans ces États ouvriers déformés et qui ont supervisé leur destruction. Le Kremlin, avec la complicité des stalinien d'Allemagne de l'Est, a dirigé la contre-révolution en RDA et s'est précipité pour offrir le pays au Quatrième Reich. La bureaucratie du Kremlin sous Gorbatchev a perpétré son ultime et fatale trahison tout en déclarant que le socialisme avait été une expérience utopiste condamnée et en proclamant la supériorité du système de marché capitaliste. Le PCUS en décomposition a donné naissance à des bandes ouvertement contre-révolutionnaires dirigées par Boris Eltsine qui agissait en tant qu'agent direct de l'impérialisme US pour restaurer le capitalisme. C'est pourquoi les castes dirigeantes stalinienne et leurs co-penseurs en Occident portent une responsabilité directe dans la destruction des aspirations socialistes des couches avancées du prolétariat en Europe de l'Ouest et ailleurs.

L'affirmation de Trotsky, dans le *Programme de transition* de 1938, selon laquelle « la situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat » est antérieure à la profonde régression actuelle de la conscience prolétarienne. La réalité de cette période post-soviétique ajoute une dimension nouvelle à l'observation de Trotsky. Le seul moyen de surmonter cette régression et de permettre à la classe ouvrière de devenir une classe *pour* soi, c'est-à-dire qui combat pour la révolution socialiste, c'est de reforge un parti léniniste-trotskyiste international comme direction de la classe ouvrière. Le marxisme doit regagner l'adhésion du prolétariat.

En Chine, l'idéologie nationaliste extrême qu'encourage la bureaucratie stalinienne au pouvoir est un pont direct vers la restauration capitaliste. L'essence de la contre-révolution des « réformes de marché » en Chine, c'est que les bureaucrates cherchent à prendre part à l'exploitation et à être les partenaires des forces capitalistes, et en particulier les capitalistes chinois qui n'ont pas été détruits en tant que classe (contrairement à leurs homologues russes après Octobre 1917), et qui ont continué à opérer à Taiwan, Hong-kong, Singapour et ailleurs. La Chine a aménagé des « zones économiques spéciales » en îlots d'exploitation impérialiste et garde intacte l'économie capitaliste de Hong-kong rétrocédée ; l'armée et la bureaucratie se lancent en général dans des opérations commerciales de grande envergure. A présent la bureaucratie, dont certaines couches cherchent à devenir les nouveaux exploiters capitalistes, envisage la destruction à grande échelle de l'industrie d'État, ce qui implique le démantèlement de ce qui reste de l'économie planifiée de l'État ouvrier déformé.

Cela ne pourra pas se faire sans briser la résistance de la classe ouvrière combative. La bureaucratie stalinienne a montré lors des événements de Tiananmen en 1989 – une révolution politique naissante – à la fois sa crainte du

prolétariat et son intention de recourir à la force brutale sans s'encombrer de la « glasnost » (la « transparence » politique chère au dirigeant soviétique Gorbatchev). Le choix qui se pose à la Chine, c'est *révolution politique prolétarienne ou contre-révolution capitaliste*. Ce qu'il faut essentiellement c'est une direction révolutionnaire qui réintroduise la conscience de classe internationaliste qui animait les fondateurs du communisme chinois du début des années 1920. La bataille pour la révolution politique ouvrière en Chine comporte d'énormes enjeux pour les ouvriers internationalement. Son issue aura un immense impact sur les Etats ouvriers déformés qui restent (Cuba, Vietnam et Corée du Nord) et également dans les pays asiatiques tels que l'Indonésie, la Corée du Sud, la Thaïlande, la Malaisie et les Philippines, où un jeune prolétariat combatif a émergé et peut jouer un rôle important.

4. Les racines théoriques et historiques de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Comme l'a décrit Trotsky dans son article de 1937 « Bolchévisme et stalinisme » : « Les époques réactionnaires comme la nôtre non seulement désagrègent et affaiblissent la classe ouvrière en isolant son avant-garde, mais abaissent également le niveau idéologique général du mouvement en rejetant la pensée politique loin en arrière, à des étapes depuis longtemps dépassées. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde est avant tout de ne pas se laisser entraîner par ce reflux : elle doit aller contre le courant. » Dans cette période post-soviétique, dans laquelle le marxisme est largement assimilé, à tort, au stalinisme, on assiste à un renouveau de toutes sortes de mouvements qui vont des sympathies anarchistes à l'idéalisme antimatérialiste et au mysticisme. Comme Karl Marx l'expliquait : « La détresse *religieuse* est, pour une part, l'*expression* de la détresse réelle et, pour une autre, la *protestation* contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'*opium* du peuple. L'abolition de la religion en tant que bonheur *illusoire* du peuple est l'exigence que formule son bonheur *réel*. Exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation c'est *exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions* » (« Critique de la philosophie du droit de Hegel », 1844).

La Ligue communiste internationale se base sur le matérialisme historique et dialectique marxiste et continue les traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier international comme par exemple le mouvement chartiste britannique des années 1840 et le parti polonais « Proletariat » (1882-1886), premier parti ouvrier de l'empire tsariste. Nous nous réclamons de l'œuvre des révolutionnaires tels que Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Luxemburg et Liebknecht. Nous nous inspirons surtout de l'expérience du Parti bolchévique qui a culminé dans la révolution d'Octobre de 1917, la seule révolution faite par la classe ouvrière à ce jour. Cette histoire éclaire nos origines, ce que nous cherchons à défendre et où nous voulons aller.

Nous cherchons en particulier à faire progresser les perspectives internationales et ouvrières du marxisme telles que développées en théorie et en pratique par V.I. Lénine et

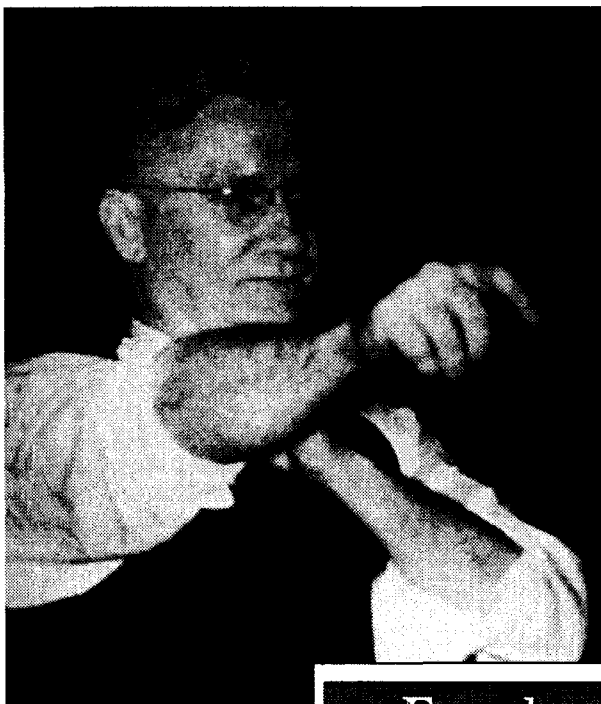
L.D. Trotsky. Elles sont codifiées dans les décisions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, dans le *Programme de transition* de 1938 et dans d'autres documents clés de la Quatrième Internationale, tels que « La guerre et la Quatrième Internationale » (1934). Ces écrits sont la codification documentaire indispensable du mouvement communiste internationalement, et sont fondamentaux pour les tâches révolutionnaires de notre organisation.

En cette époque de décadence capitaliste avancée, nous autres communistes qui avons comme but la conquête du pouvoir d'Etat par le prolétariat et la reconstruction de la société sur une nouvelle base socialiste égalitaire, sommes en même temps les défenseurs les plus conséquents des idéaux des Lumières et des acquis de la révolution bourgeoise : nous combattons avec intransigeance pour les libertés démocratiques-bourgeoises – pour le droit de porter des armes ; pour l'abolition de la monarchie et de tous les privilèges aristocratiques ; pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; contre l'imposition de l'intégrisme religieux comme programme politique ; nous défendons le droit d'expression et d'assemblée contre les empiètements de l'Etat bourgeois ; nous sommes contre les « punitions » barbares telles que la peine de mort ; pour l'égalité juridique pour les femmes et les minorités.

Nous sommes également d'intransigeants défenseurs des droits *prolétariens* tels que décrits dans la brochure de James Burnham, « The People's Front – The New Betrayal » [Le front populaire : la nouvelle trahison] (1937) : « Il y a, sous la démocratie bourgeoise, dans une mesure ou une autre, un troisième groupe de droits qui ne sont pas du tout, à proprement parler, des "droits démocratiques", mais plutôt des droits *prolétariens*. Ce sont des droits comme celui d'ériger des piquets, de faire grève et de s'organiser. L'origine historique de ces droits se trouve dans chaque cas, dans la lutte *indépendante* du prolétariat *contre* la bourgeoisie et l'Etat bourgeois. »

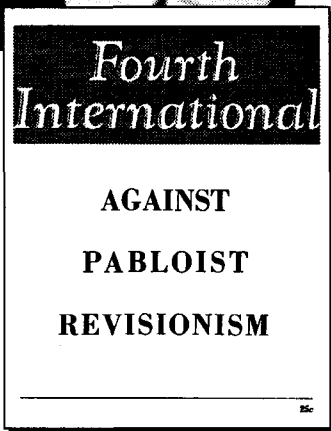
Nous nous inspirons aussi de l'œuvre de James P. Cannon, dirigeant du Parti communiste américain des premières années qui fut gagné au trotskysme au moment du Sixième Congrès du Comintern. Il s'est battu pour cristalliser une formation trotskyste, au sein du Parti communiste au départ, et pour l'enraciner dans la lutte de la classe ouvrière. Cannon fut un des principaux fondateurs du Socialist Workers Party (SWP). Son combat pour construire un parti prolétarien, pour forger une direction collective léniniste du parti (rejetant le fractionnisme permanent du PC à ses débuts et s'opposant aux intrigues cliquistes qui faisaient des ravages, par exemple parmi les trotskystes français) et sa bataille en 1939-1940 contre l'opposition petite-bourgeoise dans le SWP (Shachtman et Burnham) qui a abandonné le trotskysme sur la question russe – voilà l'héritage que la LCI revendique.

Cannon a combattu le courant révisionniste pabliste qui a émergé dans le mouvement trotskyste de l'après Deuxième Guerre mondiale, même s'il ne l'a fait que partiellement et essentiellement sur son propre terrain national. Dans nos documents fondamentaux (voir en particulier « Genèse du pabliste », *Spartacist* édition française n° 4, octobre 1974), tout en critiquant vivement les erreurs des antipablistes, nous *sommes de leur côté dans cette bataille cruciale pour la survie du trotskysme*. Ce qui caractérise le pabliste, c'est surtout qu'il nie la nécessité d'une direction révolutionnaire et qu'il s'adapte aux directions staliniennes, social-démocrates et nationalistes petites-bourgeoises existantes. Après la création des Etats ouvriers déformés en Europe de l'Est, Pablo



Pathfinder

La LCI se réclame de la tradition de James P. Cannon et de la lutte du SWP pour défendre le programme trotskyste contre le révisionnisme pabliste. *Fourth International*, la revue théorique du SWP, a publié en septembre-octobre 1953 le document contre le pabliste voté à son plénum.



avait prédit « des siècles d'Etats ouvriers déformés » et prétendu que les partis stalinien pouvaient « adopter une orientation approximativement révolutionnaire ».

Mal équipés pour expliquer l'extension du stalinisme, Cannon et les trotskystes orthodoxes ont d'abord cherché à repousser les conclusions liquidationnistes en niant la réalité (par exemple, en refusant de reconnaître jusqu'en 1955 que la Chine était un Etat ouvrier déformé). Cannon s'est battu contre la conception de Pablo qui niait que le prolétariat était la seule classe capable de transformer la société et qu'il fallait un parti d'avant-garde trotskyste. Mais cette lutte n'a jamais été réellement et pleinement menée jusqu'au bout internationalement. C'est toujours la négation que le prolétariat doit jouer le rôle central qui est derrière toutes les expérimentations (en général par personnes interposées) qu'a avancée Pablo (et plus tard Ernest Mandel) en matière de révisionnisme (par exemple la « voie guérilliste » ou les étudiants en tant que « nouvelle avant-garde de masse »).

La Ligue communiste internationale a son origine dans la Spartacist League/US qui débuta en tant que Revolutionary Tendency [Tendance révolutionnaire] dans le SWP ; elle se basait essentiellement sur le document intitulé « Perspectives mondiales pour le socialisme » (1961) publié par la Socialist Labour League britannique et sur deux documents de la Revolutionary Tendency : *In Defense of a Revolutio-*

nary Perspective [En défense d'une perspective révolutionnaire] (1962) et particulièrement *Toward Rebirth of the Fourth International* [Vers la renaissance de la Quatrième Internationale] (1963), ce dernier document avait été soumis à la conférence du SWP de 1963. Au cours de sa conférence fondatrice en 1966, la Spartacist League/US adopta une Déclaration de principes (cf. *Spartacist* édition française, n° 7, 1974) dont s'inspire la présente Déclaration de principes internationale. La Ligue communiste internationale, en contribuant à la clarification théorique du mouvement marxiste et en s'efforçant de reforcer les armes organisationnelles dont les ouvriers ont besoin, maintient les principes prolétariens révolutionnaires du marxisme et les introduit auprès de l'avant-garde de la classe ouvrière.

« *De par sa nature, l'opportuniste est nationaliste, puisqu'il repose sur les besoins locaux et temporaires du prolétariat et non sur ses tâches historiques [...]. L'unité internationale n'est pas pour nous une façade décorative, mais l'axe même de nos positions théoriques et de notre politique* » (Léon Trotsky, « The Defense of the Soviet Union and the Opposition » [La défense de l'Union soviétique et l'Opposition], 1929). Dès ses débuts, alors qu'elle n'était constituée que d'une petite poignée de jeunes trotskystes bureaucratiquement exclus du SWP, la Spartacist League a orienté sa perspective et son action vers la renaissance de la Quatrième Internationale et contre l'américano-centrisme.

En 1974, la *Déclaration pour l'organisation d'une tendance trotskyste internationale* fut adoptée, constituant formellement la tendance spartaciste internationale. Ce document attaquait vivement les pratiques fédératives non bolchéviques de nos concurrents pseudo-trotskystes, le SWP, le Secrétariat unifié et le Comité international de Gerry Healy qui, tous, se cachaient derrière le tigre en papier qu'était la loi Voorhis américaine notoirement antidémocratique, pour se soustraire à la pratique de l'internationalisme léniniste révolutionnaire. Au contraire, la TSI (prédécesseur de la LCI) a déclaré ouvertement qu'elle serait régie par le principe du centralisme démocratique international.

La première conférence internationale déléguée en 1979 élit un comité exécutif international. Depuis lors, la LCI a remporté de modestes succès dans l'extension internationale de notre tendance en Amérique latine et en Afrique du Sud, ainsi que dans d'autres pays en Europe et en Asie. Cette extension internationale joue un rôle vital de contrepoids face aux pressions déformantes dues au fait que notre section la plus importante doit opérer dans le climat politique des Etats-Unis, relativement réactionnaire depuis pas mal de temps.

En 1989, la TSI est devenue la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Le stalinisme a traîné le drapeau du communisme dans la boue ; il a systématiquement dénaturé tous les principes fondamentaux et tous les termes marxistes, et ceux qui assimilent encore le progrès à l'idée du communisme sont relativement peu nombreux. Mais les exactions du capitalisme impérialiste provoquent à nouveau une haine subjective élémentaire de l'oppression parmi les millions d'exploités dans le monde entier. L'absence de direction communiste authentique est vivement ressentie par beaucoup et on peut avancer le programme de l'internationalisme léniniste et avoir un impact important.

Les investissements par les impérialistes dans quelques pays du « tiers-monde » à bas salaires ont créé des concentrations prolétariennes dans des zones jusque-là peu propices



Baill Blackwell Inc.

En 1928, des membres de l'Opposition de gauche en exil en Sibérie manifestent à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution bolchévique. Sur les banderoles : « Dirigez le feu contre la droite, contre le koulak, le Nepman et le bureaucrate, pas en paroles mais en actes » et « Vive la dictature du prolétariat ! »

à des conflits majeurs entre travail et capital. Dans nos efforts pour étendre davantage notre parti au-delà des pays occidentaux avancés, nous cherchons à inculquer à notre internationale le courage de bolchéviks tels que Koté Zinzadzé :

« Il a fallu des conditions tout à fait particulières comme le tsarisme, l'illégalité, les prisons et les déportations, une lutte de longues années contre les mencheviks et, surtout, l'expérience de trois révolutions, pour éduquer des militants comme Koté Zinzadzé. [...] Les Partis communistes d'Occident n'ont pas encore éduqué des militants du type Zinzadzé. C'est là leur faiblesse principale qui est déterminée par des raisons historiques, mais qui n'en est pas moins une faiblesse. L'Opposition de gauche des pays occidentaux ne fait pas exception à cet égard et il faut bien qu'elle s'en rende compte. »

— Léon Trotsky, *Devant la tombe fraîche de Koté Zinzadzé*, 7 janvier 1931

5. Le caractère international de la révolution socialiste

L'expérience historique a montré qu'on ne peut arriver au socialisme qu'en passant par la création d'un double pouvoir qui culmine dans la destruction de l'Etat capitaliste et la victoire de l'Etat ouvrier et le développement d'un nouvel ordre social. Les appareils policier, militaire, bureaucratique, juridique et politique de l'ordre ancien ne peuvent pas être réformés pour servir les intérêts du prolétariat : ils doivent être détruits et remplacés par la dictature du prolétariat — un *gouvernement ouvrier* basé sur les conseils ouvriers et soutenu par la force armée du prolétariat. Cet Etat se défendrait contre les tentatives contre-révolutionnaires de la classe dominante déposée voulant reprendre le pouvoir ; il réorganiserait aussi l'économie sur des bases rationnelles. Au fur et à mesure que la base économique des classes sociales se réduirait, l'Etat ouvrier assumerait de plus en plus une fonction purement administrative, pour finalement disparaître avec l'avènement du communisme sans classes. Mais pour réaliser ce but il faut détruire l'impérialisme capitaliste en tant que système mondial et créer une division socialiste du travail au niveau mondial.

Le caractère international de la classe ouvrière lui donne

potentiellement une énorme supériorité sur la bourgeoisie, car le capitalisme fonctionne avec des méthodes anarchiques qui opposent les classes capitalistes nationales les unes aux autres et qui créent constamment de nouvelles inégalités et de nouvelles crises. Pour que cette supériorité devienne réalité, le prolétariat a besoin d'un parti international qui unifie le prolétariat au-delà des divisions nationales et autres et qui coordonne les luttes interdépendantes des ouvriers de tous les pays. La révolution peut ne commencer que dans un seul pays, mais toute victoire partielle ne sera assurée que si la révolution s'étend aux autres pays et que l'organisation socialiste de l'économie domine finalement le monde. Nous combattons pour *reforgier la Quatrième Internationale*, parti mondial de la révolution socialiste, dont le programme et les buts restent aussi valides aujourd'hui qu'ils l'étaient à sa fondation en 1938.

Un parti léniniste ne se construit pas simplement par recrutement linéaire, mais dans un processus de scissions, sur des bases programmatiques pour se séparer des opportunistes, et de fusions, avec des éléments révolutionnaires qui rompent avec le centrisme. Il doit y avoir, surtout lorsque les fusions traversent les frontières nationales, une période de mise à l'épreuve approfondie pour s'assurer qu'il y a un accord politique fondamental solide. Ce que nous cherchons, c'est rassembler les groupes dont la perspective est de faire de nouvelles révolutions d'Octobre — rien d'autre, rien de moins.

6. Le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière dans la défense de tous les opprimés

Ce qui est central dans la perspective marxiste du socialisme mondial, c'est le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière, avec en particulier le poids déterminant du prolétariat des pays industrialisés. La classe ouvrière est la seule à avoir la puissance sociale de libérer l'humanité de l'oppression et à être contrainte par un intérêt objectif clair de le

faire. N'ayant aucun intérêt dans le maintien de l'ordre bourgeois, son énorme puissance repose sur son rôle dans la production, son nombre et son organisation.

La domination d'une petite poignée de capitalistes ne se maintient qu'à cause de la division de la classe ouvrière et de sa confusion quant à sa vraie situation. Aux Etats-Unis, la bourgeoisie a réussi à exploiter de profondes divisions dans le prolétariat, d'abord religieuses et ethniques puis raciales. Les ouvriers noirs qui font partie d'une caste opprimée de race et de couleur, subissent une double oppression et il leur faut des modes de lutte spéciaux (par exemple des organisations transitoires telles que les labor/black struggle leagues [ligues ouvrières-noires de combat]). La classe ouvrière ne transcende ces divisions que dans la lutte et cela reste toujours très réversible. Le socialisme ne sera réalisé aux Etats-Unis que si les ouvriers noirs et blancs luttent ensemble sous la direction d'une avant-garde révolutionnaire multiraciale.

La question noire aux Etats-Unis a été déterminée par l'histoire particulière de ce pays : l'esclavage, le fait que le Sud esclavagiste ait été vaincu par le capitalisme industriel du Nord dans la Guerre civile [dite « de sécession »], et la trahison par la bourgeoisie des promesses d'égalité de la « Reconstruction radicale », trahison qui a mené à la ségrégation raciste des Noirs malgré l'intégration économique des travailleurs noirs dans le prolétariat, au bas de l'échelle. La ségrégation forcée des Noirs, qui est partie intégrante du

capitalisme américain, a rencontré de la résistance de la part des masses noires à chaque fois qu'elles ont pu entrevoir la possibilité de lutter. C'est pourquoi notre programme pour les Etats-Unis est l'intégrationnisme révolutionnaire, c'est-à-dire l'intégration totale des Noirs dans une Amérique *socialiste égalitaire* – et la « libération des Noirs par la révolution socialiste ».

Le capitalisme moderne, c'est-à-dire l'impérialisme, qui s'étend dans tous les recoins de la planète, importe dans le prolétariat, au plus bas de l'échelle, au cours de la lutte des classes et en fonction des besoins de l'économie, de nouvelles sources de main-d'œuvre meilleur marché, surtout des immigrés venant de régions du monde plus pauvres et moins développées, des ouvriers qui ont peu de droits et dont on considère qu'on peut plus facilement se débarrasser en périodes de récession économique. Ainsi le capitalisme crée continuellement de nouvelles couches parmi les ouvriers ; en même temps, il rassemble et mélange les ouvriers de nombreux pays différents. Partout, les capitalistes, avec la complicité des opportunistes de l'aristocratie ouvrière, essaient d'empoisonner la conscience et la solidarité de classe parmi les ouvriers en fomentant des divisions religieuses, nationales et ethniques. L'avant-garde prolétarienne se trouve ainsi confrontée à la tâche nécessaire de lutter pour l'unité et l'intégrité de la classe ouvrière contre le chauvinisme et le racisme.

Liberté pour Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste !

La lutte pour la libération de Mumia Abu-Jamal est devenue le symbole international de la lutte contre l'injustice capitaliste raciste. Le « lynchage légal », la barbarie institutionnalisée de la peine de mort, au sommet du dispositif de répression raciste aux Etats-Unis, met en évidence les impulsions au génocide de l'Etat capitaliste. Mumia Abu-Jamal n'est pas une victime sans nom et sans visage, il est relié aux luttes vivantes du prolétariat et des opprimés au niveau international. Pour une bonne part, cela est dû aux efforts initiaux et incessants de la Ligue communiste internationale et du Partisan Defense Committee (PDC).

Il y a un peu plus de dix ans, le PDC a commencé à sortir de la propagande, à faire circuler des pétitions, à initier des manifestations de front unique et à encourager des syndicats, des personnalités, des organisations de défense des libertés et d'autres organisations de gauche à rejoindre cette lutte. Nous avons démontré comment l'Etat voulait la peau de Mumia Abu-Jamal depuis l'époque où il était jeune dirigeant du Black Panther Party à Philadelphie puis, plus tard, quand il est devenu sympathisant de l'organisation MOVE et journaliste primé et connu sous le nom de « la voix des sans-voix ». La conception qui a inspiré notre combat pour la défense de Jamal c'est qu'il fallait mobiliser la puissance sociale de la classe ouvrière multi-raciale et l'organiser selon le principe d'une défense de front unique non sectaire. Nous avons réussi à amener d'autres organisations, plus grandes, ayant des moyens supérieurs aux nôtres, et souvent des positions politiques

hostiles aux nôtres, à se joindre à la lutte pour défendre Jamal.

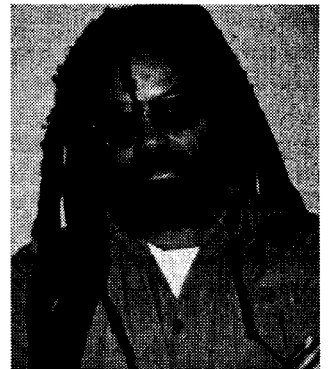
Maintenant, dans cette phase de la lutte, notre tâche – dans la course contre la montre engagée avec le bourreau et pour la liberté de Mumia Abu-Jamal – c'est surtout d'apporter à la classe ouvrière au niveau international la conscience que, pour sortir de tout ce système capitaliste injuste, elle doit lutter pour la révolution socialiste, avec pour instrument un parti léniniste se battant comme *tribun du peuple*. Pour être le parti que Lénine décrivait comme « sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau d'ensemble de la violence policière et de l'exploitation capitaliste [...] pour exposer *devant tous* [nos] convictions socialistes et [nos] revendications démocratiques, pour expliquer à *tous* et à chacun la portée historique de la lutte émancipatrice du prolétariat. »

* * *

Rejoignez la lutte maintenant ! Contactez :

**Comité de défense sociale
BP 202, 75822 Paris Cedex 17, France**

**Partisan Defense Committee
P.O. Box 99, Canal Street Station
New York, NY 10013-0099, USA**



don de MAJ

Aujourd'hui, le racisme anti-immigrés est le cri de ralliement de la droite raciste, et ceci constitue un test décisif pour le mouvement ouvrier et la gauche, tant en Europe occidentale qu'en Afrique du Sud ou en Asie de l'Est. La LCI lutte contre les expulsions et pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! Pour des mobilisations des ouvriers et des minorités pour arrêter les fascistes ! Pour des détachements ouvriers d'autodéfense ! Pour des milices ouvrières multiraciales-multiethniques contre la violence intercommunautaire !

Les démagogues fascistes se nourrissent du chômage, de la misère et de l'insécurité endémiques au système capitaliste. La terreur fasciste et les attaques gouvernementales contre les immigrés et autres minorités opprimées ne peuvent être efficacement combattues que dans une perspective de renversement du système capitaliste et son remplacement par une économie collectivisée et planifiée au niveau international. Comme l'a écrit Trotsky en 1930 quand, sous l'impact de la crise économique de 1929, le parti nazi émergeait et commençait à réellement menacer de prendre le pouvoir en Allemagne : « *Etats-Unis soviétiques d'Europe*, voilà le seul mot d'ordre correct apportant une solution au morcellement de l'Europe, qui menace non seulement l'Allemagne mais aussi l'Europe entière d'une décadence économique et culturelle totale » (« Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne », 26 septembre 1930).

L'oppression des femmes, des jeunes, des minorités et de toutes les couches opprimées doit être analysée et traitée dans chaque pays pour trouver le point d'application le plus favorable du levier marxiste. Comme Lénine l'a écrit dans *Que faire ?* (1902) : « [...] le social-démocrate ne doit pas avoir pour idéal le secrétaire de trade-union, mais le *tribun populaire* sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau d'ensemble de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à tous et à chacun la portée historique et mondiale de la lutte émancipatrice du prolétariat. »

La LCI combat pour la libération des femmes par la révolution socialiste. Dans les pays à développement capitaliste retardataire, l'oppression aiguë et la dégradation des femmes est profondément enracinée dans la « tradition » précapitaliste et l'obscurantisme religieux. Dans ces pays, le combat contre l'oppression des femmes est par conséquent une force motrice de la lutte révolutionnaire. La condition féminine dans les pays capitalistes les plus avancés, tout en étant bien différente, montre les limites de la liberté et du progrès social sous le capitalisme ; les révolutionnaires sont les défenseurs les plus conséquents des droits démocratiques élémentaires des femmes tels que l'avortement libre et gratuit, et « à travail égal, salaire égal ». Le climat social réactionnaire aggravé par l'effondrement de l'Union soviétique et la campagne concertée pour démanteler la protection sociale des masses, « l'Etat-providence », ont fait remonter en flèche les préjugés arriérés antisexe, antifemmes et anti-homosexuels. Nous nous opposons à toutes les lois contre les « crimes sans victimes », y compris celles qui criminalisent l'homosexualité ou toute autre activité sexuelle consensuelle, la prostitution et l'usage de la drogue.

L'oppression des femmes, la plus ancienne inégalité sociale de l'histoire de l'humanité, remonte au début de la propriété privée et existera tant que ne sera pas abolie la société de classes. L'institution sociale fondamentale qui opprime les femmes est la famille : sa fonction, à savoir élever la génération suivante, doit être remplacée, et le travail ménager des femmes doit être accompli par des institutions collectives dans une société socialiste. Le travail spécifique des bolchéviks parmi les femmes pour les gagner à la cause socialiste, comme nous l'avons décrit dans les premiers numéros de la revue *Women and Revolution* [Femmes et révolution] publiée par la SL/US, est un modèle pour nous.

Nous luttons contre toute manifestation d'injustice bourgeoise, mais nous nous opposons au sectorialisme qui nie la possibilité d'une prise de conscience transcendant l'expérience individuelle de l'oppression, et nous nous battons pour unir l'avant-garde de toutes les couches opprimées derrière le prolétariat dans la lutte pour le socialisme.

Place à la jeunesse ! La lutte pour gagner une nouvelle génération de jeunes aux principes et au programme du trotskysme est un élément essentiel pour la construction du parti révolutionnaire prolétarien international. Cela implique non seulement de lutter pour recruter de jeunes ouvriers mais aussi de faire un travail parmi les étudiants. Les étudiants, qui sont une couche particulièrement instable de l'intelligentsia petite-bourgeoise, peuvent jouer un rôle actif dans les milieux politiques radicalisés aussi bien de gauche que de droite. Nous cherchons à gagner les étudiants au camp de la classe ouvrière, conscients, comme Lénine, qu'un parti révolutionnaire se construit par la fusion entre des intellectuels déclassés et les couches les plus avancées du prolétariat. Les jeunes sont aussi les premiers à servir de chair à canon dans les guerres et autres aventures militaires des capitalistes au pouvoir. Notre opposition à l'armée bourgeoise et à la conscription est aux antipodes de celle des pacifistes ou des petits-bourgeois qui cherchent à se faire exempter d'une obligation imposée à la jeunesse ouvrière de beaucoup de pays. Nous y allons avec notre classe dans le but de gagner les soldats prolétariens au programme et aux objectifs de la révolution communiste. Dans une situation révolutionnaire, nous savons qu'il est crucial pour la victoire prolétarienne de scissionner l'armée de conscription sur des lignes de classe.

Par notre travail dans la jeunesse, nous cherchons à recruter et à entraîner les futurs cadres du parti révolutionnaire en créant des organisations transitoires de jeunesse qui soient à la fois organisationnellement indépendantes et politiquement subordonnées au parti révolutionnaire.

7. La base bourgeoise du révisionnisme

Dans la mesure où la conscience révolutionnaire n'est pas celle qui domine parmi les ouvriers, leur conscience est déterminée par l'idéologie de la classe dirigeante. Objectivement le capitalisme domine grâce à la puissance du capital, à son monopole sur les moyens de répression, et son contrôle sur toutes les institutions sociales existantes. Il préfère cependant, lorsque cela est possible, régner avec le « consentement » des masses grâce à la prédominance de l'idéologie bourgeoise chez les opprimés, en créant des illu-

sions et dissimulant sa véritable nature meurtrière. Le nationalisme, le patriotisme, le racisme et la religion pénètrent dans les organisations ouvrières essentiellement par l'intermédiaire des « lieutenants ouvriers » petits-bourgeois : les bureaucraties syndicales parasitaires, social-démocrates ou issues du stalinisme, qui s'appuient sur les couches supérieures privilégiées de la classe ouvrière. S'ils ne sont pas remplacés par des directions révolutionnaires, ces réformistes réduiront les organisations ouvrières à l'impuissance au point qu'elles ne pourront plus lutter pour les besoins économiques des ouvriers sous la démocratie bourgeoise. Ils peuvent même aller jusqu'à les laisser détruire par le fascisme triomphant.

Dans son ouvrage de 1916 intitulé *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine a expliqué les bases matérielles de l'opportunisme de la bureaucratie ouvrière :

« Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme [...]. Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux [tel le menchévik Martov] qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère. »

La dégénérescence et la capitulation de certaines tendances au sein du mouvement marxiste ont beaucoup contribué au maintien de la domination impérialiste. Maintes et maintes fois des courants nominalement marxistes qui se sont soumis aux pressions de la société bourgeoise ont été poussés vers le *révisionnisme*, processus qui consiste à rejeter la conclusion fondamentale du marxisme selon laquelle l'Etat est un instrument de domination de classe. Le révisionnisme bernsteinien, le menchévisme, le stalinisme et sa variante maoïste – tous sont des illustrations de ce processus qui constitue un pont vers les pratiques ouvertement réformistes. Au niveau mondial, en plus des staliniens et des sociaux-démocrates, il y a aussi *les nationalistes et ceux qui sont politiquement religieux* qui travaillent d'arrache-pied pour faire dérailler les luttes de la classe ouvrière.

Le centrisme est un courant du mouvement ouvrier qui est programmiquement hétérogène et théoriquement amorphe, et qui revêt de nombreuses nuances dans l'éventail politique qui va du marxisme au réformisme, et de l'internationalisme révolutionnaire au social-patriotisme opportuniste. Comme l'a noté Trotsky dans son article de 1934, « Le centrisme et la Quatrième Internationale » :

« Pour un marxiste révolutionnaire, la lutte contre le réformisme est maintenant presque totalement remplacée par la lutte contre le centrisme. [...] La lutte contre les opportunistes cachés ou masqués doit être transférée principalement dans le domaine des *conclusions pratiques à partir de prémisses révolutionnaires*. »

Dans les situations de lutte de classes intense, les prétendants centristes, qui font partie de la chaîne syphilitique qui maintient la classe bourgeoise en place, deviennent à la fois plus dangereux et plus vulnérables à la confrontation révolutionnaire. L'avant-garde révolutionnaire trotskyste se développera aux dépens de nos opposants centristes, ou vice-versa. Le résultat de cette confrontation entre le marxisme et le cen-

trisme jouera un rôle central dans l'issue finale : le succès ou l'échec de la révolution.

Ce sont les performances lamentables de la social-démocratie et du stalinisme qui ont généré un renouveau de l'anarchisme, une idéologie antimarxiste basée sur l'idéalisme démocratique radical, que le marxisme révolutionnaire des bolchéviks avait rendue moribonde au cours des premières années de ce siècle. De même aujourd'hui, on assiste à un renouveau de sympathie pour le « syndicalisme » antipolitique parmi les militants ouvriers imputable au dégoût provoqué par l'attitude de tous les vieux parlementaires « socialistes » ; mais si on retourne à la lutte économique « pure », tout ce qui se produit c'est que les luttes combattives se consomment en vain, sans vraiment mettre en question les traîtres réformistes.

8. La lutte contre la guerre impérialiste

Dans son document de 1934, « La guerre et la Quatrième Internationale », Léon Trotsky a codifié le programme d'opposition prolétarienne internationaliste aux guerres que le capitalisme décadent engendre inévitablement. Comme il l'a noté : « *La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile* constitue la tâche stratégique générale à laquelle devrait être subordonné l'ensemble du travail d'un parti prolétarien pendant la guerre. » Dans les guerres inter-impérialistes comme la Première ou la Deuxième Guerre mondiale, et dans d'autres guerres entre deux Etats capitalistes à développement relativement égal, notre principe fondamental est le *défaitisme révolutionnaire* : opposition implacable au massacre capitaliste et reconnaissance que *la défaite de sa propre bourgeoisie est un moindre mal*. Comme l'a dit Wilhelm Liebknecht, « Pas un sou, pas un homme » pour le militarisme bourgeois.

Dans les guerres de déprédation impérialiste contre les nations coloniales, semi-coloniales ou dépendantes, le devoir du prolétariat de tous les pays est d'aider les nations opprimées contre les impérialistes, tout en maintenant une complète indépendance politique vis-à-vis des forces nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises.

Le prolétariat doit défendre militairement et inconditionnellement les Etats ouvriers déformés de Chine, du Vietnam, de Corée du Nord et de Cuba contre l'impérialisme. Notre position découle du caractère de classe prolétarien de ces Etats, incarné dans les rapports de propriété collectivisée – propriété nationalisée, économie planifiée, monopole du commerce extérieur et des banques, etc. – créés par les révolutions sociales qui ont détruit le capitalisme. En dépit des déformations bureaucratiques de ces Etats, nous les défendons inconditionnellement contre l'ennemi de classe, c'est-à-dire que cela ne dépend pas du renversement préalable des bureaucraties staliniennes. Notre défense ne dépend pas non plus des circonstances et des causes immédiates du conflit.

Pousser à la guerre impérialiste est un trait inhérent au système capitaliste. Aujourd'hui, les idéologues de la « mondialisation » répandent la notion fautive selon laquelle, dans cette période post-soviétique, les intérêts rivaux des Etats-nations concurrents ont été transcendés. Ce n'est qu'une resucée de la théorie de l'« ultra-impérialisme » de

Karl Kautsky. Comme l'a écrit Lénine dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* :

« Comparez à cette réalité, à la variété prodigieuse des conditions économiques et politiques, à la disproportion extrême dans la rapidité du développement des différents pays, etc., à la lutte acharnée que se livrent les Etats impérialistes, la petite fable bête de Kautsky sur l'ultra-impérialisme "pacifique". [...] Le capital financier d'Amérique et des autres pays, qui partageait paisiblement le monde entier avec la participation de l'Allemagne, par exemple dans le Syndicat international du Rail ou le Trust international de la Marine marchande, ne procède-t-il pas maintenant à un *repartage* sur la base des nouveaux rapports de forces, qui changent d'une façon absolument *non* pacifique ? »

9. La question nationale et le droit de toutes les nations à l'autodétermination

Comme Trotsky l'a écrit dans « La guerre et la IV^e Internationale » (10 juin 1934) :

« Ayant utilisé la nation pour son développement, le capitalisme n'a nulle part, dans aucune région du monde, pleinement résolu le problème national. »

Le droit à l'autodétermination s'applique à toutes les nations. La lutte pour l'*autodétermination* des nations opprimées, par la direction du prolétariat, est un instrument puissant pour briser l'emprise des dirigeants nationalistes petits-bourgeois sur les masses. La LCI se réclame de la polémique de Lénine (*Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, février-mai 1914) dans laquelle Lénine affirme : « Les intérêts de la classe ouvrière et de sa lutte contre le capitalisme exigent une solidarité complète et la plus étroite unité des ouvriers de toutes les nations ; ils exigent qu'une riposte soit infligée à la politique nationaliste de la bourgeoisie de quelque nationalité que ce soit. »

Nous sommes d'accord-avec Lénine lorsqu'il dit : « [...] pour combattre [l'exploitation] avec succès, il faut que le prolétariat soit étranger à tout nationalisme, que les prolétaires soient pour ainsi dire entièrement neutres dans la lutte de la bourgeoisie des différentes nations pour la suprématie. Le moindre appui accordé par le prolétariat d'une nation quelconque aux privilèges de "sa" bourgeoisie nationale provoquera inévitablement la défiance du prolétariat de l'autre nation, affaiblira la solidarité internationale de classe des ouvriers, les désunira pour la plus grande joie de la bourgeoisie. Or, nier le droit de libre détermination ou de séparation conduit inévitablement, dans la pratique, à soutenir les privilèges de la nation dominante. »

Cependant, lorsqu'une revendication particulière d'autodétermination, qui est une revendication démocratique, va à l'encontre de questions de classe ou des besoins généraux de la lutte de classe, nous nous opposons à son application. Comme Lénine l'a observé dans « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (juillet 1916) : « Les différentes revendications de la démocratie, y compris le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une *parcelle* de l'ensemble du mouvement démocratique (aujourd'hui : socialiste) *mondial*. Il est possible que, dans certains cas concrets, la parcelle soit en contradiction avec le tout ; elle est alors à rejeter. » Lénine soutint fortement le droit de la Pologne à l'autodétermination, argumentant contre d'autres socialistes révolutionnaires tels que Rosa Luxemburg. Mais dans le contexte particulier de la Première Guerre mondiale, Lénine déclara :



Robert Sennecke

Karl Liebknecht à Berlin en 1918 : ce dirigeant communiste allemand héroïque s'est battu contre la Première Guerre mondiale impérialiste.

« Les social-démocrates polonais ne peuvent lancer actuellement le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, car, en tant que prolétaires internationalistes, les Polonais ne peuvent *rien* faire sous ce rapport sans tomber, comme les "fracs" [sociaux-chauvins], dans une plate servilité à l'égard d'*une* des monarchies impérialistes. »

En ce qui concerne l'interpénétration de deux ou plusieurs peuples revendiquant le même territoire, la LCI se base sur la pratique et l'expérience des bolchéviks, en particulier la discussion sur l'Ukraine durant le Deuxième Congrès de l'Internationale communiste. C'est à partir de cela que nous avons développé notre position concernant le Moyen-Orient, Chypre, l'Irlande du Nord et l'ex-Yougoslavie. Dans ces situations, dans le système capitaliste – dans lequel le pouvoir d'Etat est nécessairement dominé par une seule nation – le droit démocratique à l'autodétermination nationale ne peut pas s'exercer pour un peuple sans violer les droits nationaux de l'autre. Par conséquent, ces conflits ne peuvent pas être équitablement résolus dans un cadre capitaliste. La condition préalable à une solution démocratique c'est de balayer toutes les bourgeoisies de la région.

10. La révolution coloniale, la Révolution permanente et la « voie guérilliste »

L'expérience depuis la Deuxième Guerre mondiale a totalement validé la théorie trotskyste de la Révolution permanente selon laquelle à l'époque impérialiste, la révolution démocratique-bourgeoise ne peut être réalisée que par une dictature du prolétariat appuyée par la paysannerie. Ce n'est

que sous la direction du prolétariat révolutionnaire que les pays coloniaux et semi-coloniaux peuvent obtenir une vraie émancipation nationale. Pour ouvrir la voie au socialisme il faut étendre la révolution aux pays capitalistes avancés.

La révolution d'Octobre elle-même a réfuté la conception menchévique que la révolution se ferait par étapes ; les menchéviks ont proposé un bloc politique avec le parti libéral des Cadets pour mettre la bourgeoisie au pouvoir. « L'idée menchéviste de l'alliance du prolétariat avec la bourgeoisie signifiait en fait la subordination aux libéraux des ouvriers aussi bien que des paysans. [...] En 1905, les menchéviks n'eurent pas encore le courage de tirer toutes les conclusions inéluctables de leur théorie de la révolution "bourgeoise". En 1917, ils poussèrent leurs idées jusqu'au bout et se rompirent le cou » (Trotsky, « Trois conceptions de la révolution », août 1939, *Œuvres*, tome 21).

Les bolchéviks de Lénine étaient plus proches de la position de Trotsky en ce sens qu'ils insistaient sur le fait que la bourgeoisie russe était incapable de diriger une révolution démocratique. Les bolchéviks argumentaient pour une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, qui culminerait vers la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », mot d'ordre défectueux qui projetait un Etat défendant les intérêts de deux classes différentes. En 1917, après la révolution de Février, il a fallu une âpre lutte au sein du Parti bolchévique pour que la ligne des « Thèses d'Avril » de Lénine pour la dictature du prolétariat l'emporte. Cependant, le fait que le Parti bolchévique n'ait pas reconnu de façon explicite la confirmation, par la révolution d'Octobre, de la justesse de la théorie de la Révolution permanente de Trotsky et n'ait pas rejeté de manière explicite la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » a servi, par la suite, aux forces qui se faisaient passer pour « la vieille garde » bolchévique (par exemple, Staline) à attaquer Trotsky, la théorie de la Révolution permanente, et les prémisses et les implications révolutionnaires internationalistes de la Révolution bolchévique.

Trotsky a écrit dans son introduction du 29 mars 1930 à l'édition allemande de *la Révolution permanente* :

« Voulant exposer les motifs économiques de l'internationalisme, Staline ne fait, en réalité, que motiver le socialisme national. Il n'est pas vrai que l'économie mondiale ne représente que la simple somme de fractions nationales similaires. Il n'est pas vrai que les traits spécifiques ne soient qu'un "supplément aux traits généraux", une sorte de verrue sur la figure. En réalité, les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. »

Et dans *la Révolution permanente* (30 novembre 1929), Trotsky a expliqué :

« Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution démocratique nationale ne peut être victorieuse que si les rapports sociaux et politiques d'un pays sont mûrs pour porter au pouvoir le prolétariat en qualité de chef des masses populaires. Et si les choses n'en sont pas encore arrivées à ce point ? Alors la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets, dirigés contre les masses travailleuses. [...] »

« Un pays colonial ou semi-colonial arriéré dont le prolétariat n'est pas suffisamment préparé pour grouper autour de lui la paysannerie et pour conquérir le pouvoir est de ce fait même incapable de mener à bien la révolution démocratique. »

Le caractère partiel des révolutions anticapitalistes dans le monde colonial nous conduit à réaffirmer le concept marxiste-léniniste que le prolétariat est la seule force sociale capable de faire la révolution socialiste. La LCI s'oppose fondamentalement à la théorie maoïste, dont les racines se trouvent dans le menchévisme et le réformisme stalinien, et

qui rejette le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière et lui substitue la guerre de guérilla basée sur la paysannerie, comme voie vers le socialisme.

La Ligue communiste internationale a contribué au développement de la théorie marxiste avec son analyse du stalinisme sur la question de la Révolution cubaine (cf. la brochure de la LTF, « Pour la révolution politique ! Les Etats ouvriers déformés et la théorie marxiste. ») qui, rétrospectivement, jeta la lumière sur les révolutions yougoslave et chinoise. A Cuba, un mouvement petit-bourgeois a effectivement, dans des circonstances exceptionnelles (une classe ouvrière qui ne luttait pas pour le pouvoir social en son propre nom, une bourgeoisie nationale qui avait fui, l'encerclement impérialiste hostile et le secours apporté par l'Union soviétique), renversé la vieille dictature de Batista puis finalement détruit les rapports de propriété capitalistes. Mais le castrisme (ou tout autre mouvement de guérilla basé sur la paysannerie) ne peut pas mener la classe ouvrière au pouvoir politique.

Dans les circonstances historiques les plus favorables qui puissent se concevoir, la paysannerie petite-bourgeoise n'a été capable de créer qu'un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, c'est-à-dire un Etat de même ordre que celui qui a émergé de la contre-révolution politique de Staline en Union soviétique, un régime antiouvrier qui a bloqué les possibilités d'extension de la révolution sociale en Amérique latine et en Amérique du Nord, et qui a empêché Cuba d'aller plus avant vers le socialisme. Pour mettre la classe ouvrière au pouvoir politique et ouvrir la voie au développement socialiste il faut, en plus, une révolution *politique* dirigée par un parti trotskyste. Etant donné que l'Etat ouvrier soviétique dégénéré a été détruit et que par conséquent il n'y a plus de puissance vers qui se tourner face à l'encerclement impérialiste, l'étroite ouverture historique dans laquelle les forces petites-bourgeoises ont pu renverser le régime capitaliste local s'est refermée, ce qui met en relief la perspective trotskyste de la Révolution permanente.

11. Le front populaire : pas une tactique mais le plus grand des crimes

De l'Espagne en 1936 au Chili en 1973, des situations mûres pour la révolution prolétarienne ont été dévoyées par le mécanisme du front populaire, qui lie les exploités à leurs exploités, et ouvre la voie aux dictatures fascistes et bonapartistes. Comme le déclarait Léon Trotsky : « Endormant les ouvriers et les paysans par des illusions parlementaristes, paralysant leur volonté de lutte, le Front populaire crée les conditions favorables pour la victoire du fascisme. La politique d'alliance avec la bourgeoisie doit être payée par la classe ouvrière d'années de souffrances et de sacrifices, sinon de dizaines d'années de terreur fasciste » (« Post-scriptum aux thèses sur la nouvelle montée », juillet 1936).

Comme Lénine et Trotsky, la LCI s'oppose par principe à toute coalition avec les partis capitalistes (des « fronts populaires ») que ce soit dans le gouvernement ou dans l'opposition, et nous sommes contre voter pour les partis ouvriers dans les fronts populaires. Les gouvernements parlementaires formés par les partis ouvriers réformistes (définis comme « partis ouvriers-bourgeois » par Lénine) sont des gouvernements capitalistes qui gèrent l'Etat capitaliste

(par exemple, les divers gouvernements travaillistes en Grande-Bretagne). Dans les cas où un parti ouvrier réformiste de masse se présente comme représentant des intérêts de la classe ouvrière indépendamment des partis de la bourgeoisie et contre eux, il peut être approprié pour les révolutionnaires d'appliquer la tactique du soutien critique (« comme la corde soutient le pendu »). Ce soutien électoral critique a pour but, pour les révolutionnaires, d'exacerber les contradictions entre la base prolétarienne et la direction procapitaliste. Mais l'alliance avec des formations politiques non prolétariennes même petites (telles que les libéraux ou les « Verts » entichés d'écologie en Occident, ou les nationalistes bourgeois) sert de garantie au programme bourgeois, et supprime ces contradictions.

Le « front unique anti-impérialiste » est la forme particulière que prend le plus souvent la collaboration de classes dans les pays coloniaux et ex-coloniaux, depuis la liquidation du Parti communiste chinois dans le Guomindang de Chiang Kai-shek dans les années 1920 jusqu'aux décennies de prostration de la « gauche » sud-africaine devant le Congrès national africain (ANC) dont les dirigeants sont devenus les hommes de paille du néo-apartheid capitaliste, soutenu par l'impérialisme. Aujourd'hui, en Amérique latine, c'est essentiellement le nationalisme « anti-Yankee » qui sert à fourvoyer les ouvriers combattifs et les paysans insurgés et les pousse à placer leurs espoirs dans les bourgeois « radicaux ». La voie vers la libération, c'est le programme de la Révolution permanente de Trotsky et non les chimères reposant sur la bourgeoisie de son propre pays opprimé, bourgeoisie arriérée et dépendante de l'impérialisme.

12. Le parti révolutionnaire : son programme, son organisation et sa discipline

« La révolution prolétarienne ne peut triompher sans le Parti, à l'encontre du Parti ou par un succédané de Parti. » (Léon Trotsky, *les Leçons d'Octobre*, 1924). Nous nous efforçons de construire le parti révolutionnaire, l'instrument qui apporte la conscience politique au prolétariat, et cherchons à devenir la principale force offensive et directrice qui va permettre à la classe ouvrière de faire et de consolider la révolution socialiste. Notre objectif c'est d'être un état-major révolutionnaire dont les cadres dirigeants sont formés et éprouvés dans la lutte des classes. Le parti se bat pour conquérir la direction de la classe sur la base de son programme et de sa détermination révolutionnaire ; il cherche à comprendre le passé dans son ensemble pour évaluer la situation actuelle. Sa tâche est de reconnaître le moment révolutionnaire lorsqu'il se présente, et d'y répondre avec audace, quand les forces du prolétariat sont le plus confiantes et le mieux préparées et que les forces de l'ordre ancien sont le plus démoralisées et désorganisées. Un tel parti révolutionnaire cristallise l'aspiration des masses à obtenir leur liberté ; il symbolise leur volonté révolutionnaire et sera l'instrument de leur victoire.

Comme l'a écrit Trotsky dans le *Programme de transition* : « La tâche stratégique de la prochaine période – période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation – consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement

de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de *revendications transitoires*, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

Le parti d'avant-garde doit accorder la même attention consciente à la question de la direction du parti que celle qu'il accorde à la lutte pour la conscience des ouvriers avancés. Dans « Les erreurs des éléments droitiers de la Ligue dans la question syndicale » (4 janvier 1931), Trotsky écrivait :

« Quelles que soient les sources sociales et les causes politiques des fautes et des déviations opportunistes, idéologiquement, elles se ramènent toujours à une compréhension erronée du parti révolutionnaire, de ses relations avec les autres organisations prolétariennes et avec la classe toute entière. »

Le front unique est une tactique clé, particulièrement durant les périodes instables, qui permet à la fois de mobiliser massivement dans la lutte pour une revendication commune et de renforcer l'autorité du parti d'avant-garde dans la classe. La formule « marcher séparément, frapper ensemble » signifie : des actions unitaires pour défendre les intérêts des ouvriers tout en donnant l'occasion de confronter des opinions concurrentes dans le contexte d'une expérience politique commune.

La tactique communiste du front unique permet à l'avant-garde de proposer une action commune à d'autres organisations par ailleurs hostiles. Elle est diamétralement opposée au « front unique à la base » avancé par les staliniens durant la « troisième période », qui consistait à chercher l'unité avec les militants « de la base » contre leurs dirigeants, renforçant ainsi les barrières organisationnelles et empêchant l'action commune. Dans un front unique il faut une pleine « liberté de critique » – c'est-à-dire que les participants doivent avoir la possibilité d'avancer leurs propres mots d'ordre et leur propre propagande.

Une des manières caractéristiques de contourner sa tâche révolutionnaire, c'est de faire des blocs de propagande : c'est-à-dire de subordonner le programme prolétarien à celui des opportunistes au nom de « l'unité ». La conception du « front unique stratégique » remplit une fonction similaire. Elle transforme le front unique en une « coalition » qu'on espère permanente sur un programme au plus petit dénominateur commun. A l'opposé de toutes ces combines, le parti révolutionnaire ne peut se construire sans un combat pour la clarté politique et sans démasquer inlassablement les forces réformistes et surtout centristes.

La LCI se revendique des principes et de ce qu'a accompli l'International Labor Defense (ILD), la branche américaine du Secours rouge international fondé par le Comintern des premières années. Nous cherchons à continuer la tradition établie par l'ILD d'un travail de défense avec un parti pris de classe, non sectaire, et prenant fait et cause pour les intérêts de tous ceux qui se battent pour la classe ouvrière ou contre l'oppression, quelles que soient leurs idées politiques. Bien qu'utilisant tous les droits démocratiques possibles dans le système légal bourgeois, nous cherchons à organiser des protestations de masse centrées sur le mouvement ouvrier ; nous comptons entièrement sur la puissance des masses et n'accordons aucune confiance à la « justice » des tribunaux bourgeois. Le plus grand obstacle au renouveau des

traditions de solidarité ouvrière ce sont les sinistres pratiques des organisations stalinienne et social-démocrates : la violence dans le mouvement ouvrier, la calomnie contre les opposants et les manœuvres manipulatrices des « groupes paravents ».

La Ligue communiste internationale est gérée par le principe organisationnel du *centralisme démocratique*, un équilibre entre la démocratie interne et un fonctionnement discipliné. En tant qu'organisation de combat, l'avant-garde révolutionnaire doit pouvoir agir à tout moment de façon unifiée et déterminée dans la lutte des classes. Tous les militants doivent être mobilisés pour mettre en œuvre les décisions de la majorité ; l'autorité doit être centralisée dans sa direction élue, qui interprète le programme de l'organisation au niveau de la tactique. La démocratie interne permet de déterminer collectivement la ligne du parti en accord avec les besoins ressentis par la base du parti qui est la plus proche de la classe dans son ensemble. Le droit à la démocratie fractionnelle est indispensable à la vie du mouvement ; l'existence même de ce droit aide à traiter et résoudre les divergences par des moyens moins absorbants.

La *discipline* de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) découle de son programme et de son but, la victoire de la révolution socialiste et la libération de l'ensemble de l'humanité.

13. Nous intervenons pour changer l'histoire !

« *Le marxisme n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action* ». La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) est en première ligne de la lutte pour un avenir socialiste. La LCI est la seule organisation internationale qui ait actuellement une conception générale correcte de la situation mondiale et des tâches auxquelles le prolétariat mondial est confronté. La disparité entre nos effectifs réduits et la puissance de notre programme est immense. A présent, les sections de la LCI sont ou cherchent à être des *groupes de propagande de combat*. Notre tâche immédiate est de former et d'entraîner des cadres ; de recruter les couches les plus avancées de la classe ouvrière et de la jeunesse à l'entière de notre programme en expliquant nos positions et en les contrastant de manière tranchante à celles de nos opposants centristes. Effectuer des regroupements révolutionnaires sur le programme de l'internationalisme léniniste c'est le moyen de résoudre la disproportion entre nos faibles forces et notre tâche.

Comme pour les bolchéviks de Lénine, notre but est de fusionner les éléments intellectuels et prolétariens, surtout en construisant des fractions communistes dans les syndicats et en s'y battant. Avec de la propagande littéraire, on peut former les premiers cadres mais on ne peut pas rassembler l'avant-garde prolétarienne qui ne vit ni dans un cercle, ni dans une salle de classe, mais dans une société de classes, dans les usines, dans les organisations de masses ; on doit savoir parler à cette avant-garde dans la langue de ses expériences. Même les cadres propagandistes les mieux préparés se désintègrent inévitablement s'ils ne trouvent pas le contact avec la lutte quotidienne des masses.

Le travail communiste dans les syndicats a pour objectif de gagner la base, et non de faire des blocs sans principes et des manœuvres au sommet. La lutte pour l'indépendance

totale et inconditionnelle des syndicats par rapport à l'Etat capitaliste est absolument essentielle. Le recours aux tribunaux bourgeois contre les opposants politiques dans les syndicats ou le mouvement ouvrier est une violation du principe d'indépendance prolétarienne ainsi qu'une tentative d'affaiblir le mouvement ouvrier. Inviter l'ennemi de classe à intervenir dans les affaires internes des syndicats encourage les illusions dans la démocratie bourgeoise en présentant l'Etat comme « neutre » entre les classes. Les policiers ne sont pas des « ouvriers en uniforme », mais des mercenaires au service de l'Etat capitaliste ; ils n'ont pas leur place dans les organisations ouvrières. La LCI se bat pour jeter « les flics hors des syndicats ». Notre combat pour le principe d'indépendance prolétarienne par rapport à l'Etat est d'autant plus important que, comme le soulignait Trotsky dans son essai inachevé de 1940, « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste », les syndicats réformistes ont tendance à devenir de plus en plus intégrés à l'Etat.

Les communistes cherchent à unifier le plus solidement possible la classe ouvrière contre les exploiters capitalistes ; nous sommes par conséquent opposés aux divisions par métiers dans le prolétariat, et sommes pour le *syndicalisme industriel* ; nous sommes opposés à la division de la classe ouvrière en syndicats concurrents basés sur des tendances politiques ou des groupes ethniques différents. Ceci est à contraster avec la tâche de l'avant-garde communiste qui est de clarifier et de rendre plus visibles les divergences entre les tendances politiques concurrentes de façon à en rassembler les cadres dans un parti léniniste. Du temps de Lénine, ces tâches politiques différentes étaient reflétées dans des formes organisationnelles différentes : le Comintern, composé de partis, représentait le programme politique bolchévique, seul programme révolutionnaire, et le Profintern [Internationale syndicale rouge] représentait la lutte pour l'unité de la classe ouvrière dans les syndicats.

Nous pensons que reforgez une Quatrième Internationale communiste, faite d'authentiques partis communistes sur tous les continents habités, et éprouvée dans l'intervention en profondeur dans la lutte de classe, sera ardu et souvent dangereux. Pour que l'humanité toute entière progresse, il faut que les forces, actuellement modestes, qui adhèrent au programme révolutionnaire de Lénine et Trotsky, forment des partis ayant l'expérience, la volonté et l'autorité qu'il faut parmi les masses pour diriger des révolutions prolétariennes victorieuses. Mais tout en cherchant à implanter ce programme parmi les ouvriers et les opprimés dans le monde, nous devons reconnaître que le fait que la classe dirigeante impérialiste irrationnelle possède la technologie de l'holocauste nucléaire réduit les possibilités : nous n'avons pas beaucoup de temps.

Nous sommes guidés par les préceptes et les pratiques de camarades tels que Lénine et Trotsky :

« *Regarder la réalité en face ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes ; oser, quand vient l'heure de l'action : telles sont les règles de la IV^e Internationale* » (« l'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale », 1938).

Ce sont là les règles de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) que nous suivons en progressant dans la tâche historique de diriger la classe ouvrière vers la victoire du socialisme mondial !

Origines et évolution des pratiques organisationnelles léninistes

Nous publions ci-dessous la transcription, revue pour publication, du rapport sur le projet de statuts internationaux de la LCI, présenté à la Troisième Conférence internationale. Ce rapport a été présenté par la camarade Elizabeth Kendall au nom de la commission chargée par le secrétariat international d'élaborer ce projet de statuts pour notre parti international ; une des tâches centrales de la conférence était de discuter, amender et adopter ces statuts.

L'exposé de la camarade Kendall, qui a passé en revue les conceptions qui ont guidé les communistes organisés et leurs pratiques depuis l'origine des organisations communistes, a fourni aux délégués à la conférence les données historiques nécessaires pour examiner le projet de statuts. Ce rapport a également traité des points particuliers du projet qui avaient suscité des questions ou des controverses ; ces commentaires ne sont pas reproduits ici. La version finale des statuts, telle qu'adoptée par la conférence, est reproduite en page 34 de ce numéro.

C'est approprié de présenter le projet de statuts à la suite de la discussion sur la Déclaration de principes et quelques éléments de programme. On ne peut pas séparer la structure organisationnelle du parti de ses buts.

Dans *The Struggle for a Proletarian Party* [La lutte pour un parti prolétarien], James Cannon insiste là-dessus :

« Les questions d'organisation et les méthodes organisationnelles ne sont pas indépendantes des lignes politiques, mais elles leur sont subordonnées. En règle générale, les méthodes organisationnelles découlent de la ligne politique. En fait, toute la raison d'être de l'organisation est de réaliser un programme politique. En dernière analyse, il n'y a pas d'exceptions à cette règle. Ce n'est pas l'organisation – le parti ou groupe – qui crée le programme ; c'est au contraire le programme qui crée l'organisation, ou qui conquiert et utilise une organisation existante. »

Des statuts vivants sont, parmi peut-être une demi-douzaine, un des éléments qui caractérisent une organisation. Dans ce sens-là, ils sont politiques. Mais ils ne sont pas déterminants. Un ensemble correct de règles organisationnelles n'est pas une garantie contre les déviations politiques, même si quand on s'écarte de nos normes organisationnelles, c'est généralement le signe qu'il y a des problèmes politiques. En l'absence de pratiques bolchéviques, l'organisation est nécessairement amorphe, c'est-à-dire menchévique.

Notre expérience avec les healystes est un bon exemple. La Spartacist League/US et son précurseur, la Revolutionary Tendency [Tendance révolutionnaire] dans le Socialist Workers Party (SWP), s'était tournée vers le Comité international de la Quatrième Internationale (CI) de Gerry Healy au début des années 1960 parce qu'il luttait contre la liquidation pabliste de la lutte pour des partis trotskystes en tant qu'instruments indispensables de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Malgré les exactions bureaucratiques de Healy, nous avons continué à affirmer notre solidarité avec son Comité international, en notant la contradiction entre son

programme correct dans la forme et son régime interne corrompu. Mais peu après la Conférence de Londres en 1966, lorsque le CI rompit programmatiquement avec le léninisme en soutenant avec enthousiasme la « révolution culturelle » de Mao et prit fait et cause pour le nationalisme arabe, nous avons compris que leurs pratiques organisationnelles étaient révélatrices de leurs déviations politiques. Notre expérience avec Healy montre qu'on ne peut pas juger une organisation simplement d'après ce qu'elle dit dans ses publications, mais qu'on doit voir ses pratiques politiques réelles.

Les statuts ne sont pas non plus des principes immuables, gravés dans la pierre pour l'éternité. Jack Barnes, qui a contribué à diriger le SWP américain quand de centriste cette organisation a glissé vers le réformisme, avait une fois présenté les statuts du SWP au groupe de jeunesse en expliquant qu'il s'agissait « de règles à suivre, tout simplement ». Il avait complètement tort ; dans une organisation révolutionnaire, les statuts sont un guide pour mener à bien le travail de marxistes révolutionnaires. Ils doivent nécessairement évoluer au fur et à mesure que nous cherchons la meilleure façon de mettre en œuvre nos objectifs dans des circonstances en constante évolution.

Notre internationale, comme nos sections nationales, est régie par le centralisme démocratique. Le camarade Robertson a raconté comment Asher Harer, membre du comité national du SWP, déclara un jour à un groupe d'ex-membres du Parti communiste (PC) que le centralisme démocratique est « une loi de la nature ». Cela n'est pas vrai. Comme l'écrivait Cannon en 1953 :

« Le centralisme démocratique n'a pas en soi de vertu particulière. Il est le principe spécifique d'un parti de combat, uni par un programme unique, qui vise à diriger une révolution. Les sociaux-démocrates n'ont pas besoin d'un tel système d'organisation, pour la bonne raison qu'il n'ont pas l'intention d'organiser une révolution. Leur démocratie et leur centralisme ne sont pas réunis par un trait d'union, mais séparés dans des compartiments différents à des fins séparées. La démocratie c'est pour les sociaux-patriotes et le centralisme c'est pour les révolutionnaires. »

– « Leninist Organization Principles » [Les principes léninistes d'organisation], *Speeches to the Party* [Discours devant le parti]

Le centralisme démocratique, pour le définir simplement, est la pratique par laquelle les militants discutent et débattent les questions qui se posent au parti et prennent une décision ; une fois cette décision prise, le parti présente sa position et intervient comme une seule force disciplinée. Comme exemple négatif, nous avons la Fraction révolution permanente (FRP) dans la Ligue trotskyste de France (LTF). La FRP a soulevé ses divergences avec la majorité du parti sur le programme et s'est battue pour ses positions. Ce genre de division fractionnelle est à la fois nécessaire et permis entre militants. Mais la FRP était liée à l'Internationalist Group (IG) de Norden, une organisation opposante hostile ; il est probable que, depuis le début, l'IG contrôlait la FRP mais quoi qu'il en soit celle-ci a porté ses divergences à l'extérieur

du parti. On peut se battre à l'intérieur de l'organisation où à l'extérieur de celle-ci, mais pas les deux à la fois. La LTF a convoqué les membres de la fraction devant une commission de contrôle pour enquêter sur leurs liens avec l'IG, et quand ils ont refusé de répondre, elle les a exclus, à juste raison.

Le centralisme démocratique est le mécanisme qui permet au parti de développer son programme à partir de ses principes, de combattre à l'intérieur les pressions extérieures qui risquent de dévoyer le programme ou de remettre en cause les principes, de permettre la lutte fractionnelle là où les divergences ne peuvent plus se maintenir dans le cadre d'un programme commun, et de tester ce programme dans l'action.

Notre « Déclaration de principes » énonce comme suit la conception du centralisme démocratique :

« Un équilibre entre la démocratie interne et un fonctionnement discipliné. En tant qu'organisation de combat, l'avant-garde révolutionnaire doit pouvoir agir à tout moment de façon unifiée et déterminée dans la lutte des classes. Tous les militants doivent être mobilisés pour mettre en oeuvre les décisions de la majorité ; l'autorité doit être centralisée dans sa direction élue, qui interprète le programme de l'organisation au niveau de la tactique. La démocratie interne permet de déterminer collectivement la ligne du parti en accord avec les besoins ressentis par la base du parti qui est la plus proche de la classe dans son ensemble. Le droit à la démocratie fractionnelle est indispensable à la vie du mouvement ; l'existence même de ce droit aide à traiter et résoudre les divergences par des moyens moins absorbants. »

Les précédents historiques de la pratique organisationnelle marxiste

Nos statuts sont basés sur nos propres expériences, et sur la pratique des meilleures normes du mouvement léniniste et trotskyste. Nous faisons remonter notre généalogie politique à 1847, quand Marx et Engels gagnèrent à leurs idées une partie de la Ligue des justes, ce qui conduisit à la formation de la Ligue des communistes. Les révolutions de 1848, qui éclatèrent peu après, marquèrent le début de l'époque moderne. Je vais maintenant retracer dans les grandes lignes une partie de l'histoire du mouvement marxiste international depuis cette époque, pour expliquer comment se sont développées nos pratiques organisationnelles telles que codifiées dans le projet de statuts.

La Ligue des communistes était la première organisation internationale du prolétariat qui avait un programme communiste et c'était la première tentative de fusion entre des intellectuels socialistes et la classe ouvrière. Lénine a plus tard construit sur cette base le parti révolutionnaire d'avant-garde tel que nous le connaissons, conscient que la classe ouvrière n'élabore pas spontanément une politique socialiste ; celle-ci doit être introduite dans la classe de l'extérieur.

La Ligue des communistes était une organisation de cadres relativement homogène : ses membres avaient lu la même littérature et vécu beaucoup des mêmes événements. Sa déclaration de principes était le *Manifeste du Parti communiste* ; son objectif était d'instaurer le pouvoir du prolétariat. Elle se voyait comme une organisation d'avant-garde, mais pas au sens léniniste. Marx croyait que la classe ouvrière pouvait arriver au pouvoir dans le sillage des révolutions démocratiques bourgeoises qui se produisaient alors dans toute l'Europe. Les marxistes cherchaient à arracher la direction de la classe ouvrière des mains des radicaux bourgeois et des dirigeants non socialistes comme Feargus O'Connor, des chartistes britanniques. Les membres britan-



E. Schaumann

Conférence de fondation de l'Association internationale des travailleurs de Karl Marx (Première Internationale) à Londres, le 28 septembre 1864

niques de la Ligue des communistes furent donc autorisés à rester dans l'organisation chartiste avec la perspective de lutter à l'intérieur pour la politique de la Ligue.

Malgré le fait que la Ligue des communistes n'était ni un parti léniniste ni une organisation légale, ses statuts nous sembleraient familiers, à nous autres, dans la Ligue communiste internationale (LCI). L'appartenance à la Ligue était basée sur l'adhésion aux buts de l'organisation. Le congrès international – basé sur des délégués élus proportionnellement à la taille des sections nationales – était la plus haute autorité de l'Internationale, et les membres du conseil central se voyaient accorder le statut de délégués fraternels aux congrès. La façon dont la Ligue des communistes gérait ses finances n'était pas très différente de la nôtre. C'était un groupe centralisé ; les statuts spécifiaient que les membres doivent « se soumettre aux décisions de la Ligue ; garder le silence sur l'existence de toutes les affaires de la Ligue. »

La Ligue des communistes fut dissoute en 1852. Les révolutions de 1848 avaient montré qu'au lieu d'accomplir les tâches bourgeoises démocratiques qu'elles avaient devant elles, les bourgeoisies européennes s'étaient alliées aux forces de la réaction. Le prolétariat était assez fort pour épouvanter les classes dominantes avec le spectre de la révolution prolétarienne, mais pas assez fort pour la mener à bien.

L'Association internationale des travailleurs, connue plus tard sous le nom de Première Internationale, fut formée douze ans plus tard (1864). Elle était numériquement plus importante que la Ligue des communistes, mais elle était aussi beaucoup plus hétérogène politiquement. La classe ouvrière s'était considérablement développée depuis 1848, mais elle avait aussi un niveau de conscience de classe

moins élevé. La force motrice pour la formation de l'Association venait du London Trades Council [Conseil des syndicats de Londres], une organisation de syndicalistes libéraux qui cherchaient à neutraliser la concurrence exercée par d'autres ouvriers européens que l'on amenait travailler en Angleterre. En outre, l'Association incluait le mouvement coopératiste français qui s'inspirait des doctrines anarchistes de Pierre-Joseph Proudhon, une section italienne dirigée par un républicain révolutionnaire qui était un fervent croyant, et quelques anciens membres de la Ligue des communistes d'Allemagne. Un peu plus tard, Mikhaïl Bakounine et ses partisans anarchistes vinrent s'y adjoindre.

Comme l'explique l'adresse inaugurale écrite par Marx, l'objectif de l'Association internationale des travailleurs n'était pas explicitement communiste. A cette époque, Marx pensait que la classe ouvrière avait besoin d'une période de régime démocratique bourgeois pour perdre ses illusions dans la bourgeoisie radicale ; il pensait aussi que le mouvement socialiste avait besoin de temps pour regrouper ses forces après la sévère répression qui avait suivi la défaite des révolutions de 1848. A travers l'Association, Marx cherchait à trouver une audience pour ses positions révolutionnaires dans les organisations de masse de la classe ouvrière, en espérant gagner leurs dirigeants non socialistes à travers des expériences supplémentaires.

En conséquence, l'Association n'était pas une organisation centralisée. Un des articles de ses statuts spécifiait ainsi : « Quoique unies par un lien fraternel de solidarité et de coopération, toutes les sociétés ouvrières adhérant à l'Association internationale conserveront intacte leur organisation particulière. » John Hales, un dirigeant syndical britannique, décrivait bien son caractère fédératif : « [Marx] est secrétaire pour l'Allemagne, et songe aussi peu à s'immiscer dans les affaires anglaises que moi dans les affaires allemandes. » (Ca ressemble pas mal à la vision qu'a Norden de la façon dont notre secrétariat international devrait fonctionner.)

Pendant les huit années d'existence de l'Association, Marx s'est battu contre les proudhoniens et les anarchistes pour la conception d'un parti politique de la classe ouvrière. Mais la bataille avec les anarchistes ne fut menée à son terme qu'après l'exclusion de Bakounine, leur principal porte-parole. Entre-temps, la Commune de Paris de 1871 avait eu lieu, et l'Association internationale des travailleurs s'effondra peu après, quand la Commune posa la question de la révolution prolétarienne.

Le combat de Lénine pour construire un parti d'avant-garde de la classe ouvrière

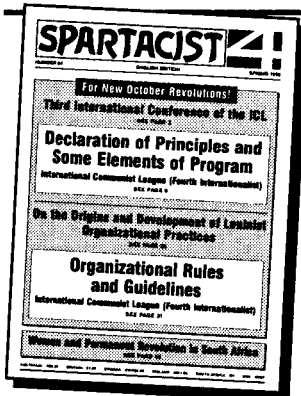
La Deuxième Internationale, ou Internationale socialiste, fut fondée en 1889, une fois encore sous l'impulsion du mouvement syndical. Le prolétariat s'était développé en nombre ; l'influence des anarchistes et des proudhoniens avait en grande partie reflué, parce que leur base, le prolétariat artisanal, s'était rétrécie avec le développement de la classe ouvrière industrielle. Le marxisme avait gagné suffisamment d'autorité pour devenir le courant politique du mouvement ouvrier, même si beaucoup de ceux qui déclaraient adhérer au marxisme n'avaient qu'une idée très superficielle de ce qu'il était en réalité.

Alors que la Première Internationale avait été davantage un front unique permanent entre des tendances politiques disparates, la Deuxième Internationale essaya d'élaborer un programme cohérent. La Première Internationale avait essayé de centraliser la puissance de la classe ouvrière et de constituer une direction internationale pour le mouvement ouvrier ; la Deuxième Internationale, par contre, était une fédération aux liens distendus de partis autonomes (même si certains de ces partis étaient eux-mêmes organisés de façon stricte). En fait, pendant ses onze premières années, la Deuxième Internationale semble n'avoir eu ni statuts ni la moindre structure organisationnelle. En 1900, un Bureau socialiste international fut mis en place, pour faire la liaison

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol, *Spartacist* est envoyé à tous les abonnés aux publications de la LCI dans ces langues.



English edition No. 54
(48 pages) US \$2



Edition française n° 31
(64 pages) 10FF



Deutsche Ausgabe Nr. 19
(64 Seiten) DM 3,—



Edición en español No. 28
(64 páginas) US \$1

Précédents numéros disponibles. Commande : Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA



Roger Viollet

Délégués au Congrès de 1904 de la Deuxième Internationale à Amsterdam. En accord avec la conception du « parti de toute la classe », il y avait dans la Deuxième Internationale d'éminents personnages comme G. Plékhanov et K. Kautsky, des socialistes droitiers comme H.M. Hyndman ainsi que de futurs communistes comme Sen Katayama et Rosa Luxemburg.

entre les différents partis et organiser les congrès.

Si l'on examine certains des partis nationaux adhérant à la Deuxième Internationale, on comprend mieux la bataille de Lénine pour former un parti révolutionnaire d'avant-garde. Le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) était à l'époque le parti marxiste qui occupait la place prééminente. Se basant sur les particularités allemandes, le SPD soutenait que le parti pouvait augmenter ses effectifs et son influence de façon linéaire et progressive jusqu'à être porté au pouvoir par les urnes. Mais une majorité du parti pensait que la bourgeoisie allemande ne laisserait pas le prolétariat arriver au pouvoir pacifiquement et qu'une lutte insurrectionnelle serait nécessaire pour instaurer un gouvernement ouvrier.

Le SPD reposait sur la conception du « parti de toute la classe » selon laquelle tous les courants parmi les ouvriers politiquement conscients devaient être organisés dans un seul parti. Le parti organisait la classe ouvrière politiquement et au niveau syndical, mais c'était dans le cadre du parlementarisme, il n'était pas question de prévoir une insurrection. Le SPD était formellement régi par le centralisme démocratique, mais comme le parti était organisé dans le but de gagner des élections et non pour lutter pour le pouvoir ouvrier, son centralisme était passablement bureaucratique – il y avait un hiatus entre la direction active et les militants passifs. Ceci se reflétait également dans son financement ; il y avait une tendance à ce que ce soient ceux qui avaient de l'argent qui prenaient les décisions.

Le Parti travailliste britannique rejoignit la Deuxième Internationale en 1908. Fondé en 1900, le Parti travailliste, qui pendant ses six premières années s'appela Labour Representation Committee [Comité pour la représentation ouvrière], fut créé non en tant que parti marxiste mais pour faire élire au parlement des candidats syndicaux. Il n'appela même pas à la nationalisation de l'industrie, clause qui ne fut ajoutée qu'en 1918 pour redorer le blason du Parti travailliste au lendemain de la Révolution bolchévique. Ce n'était pas une organisation centralisée ; les décisions avaient tendance à être prises par la fraction parlementaire, qui était appelée le Parti travailliste parlementaire et décidait de tout au jour le jour. Aux congrès du parti, les dirigeants syndicaux arrivaient avec leurs votes en bloc. A eux deux, ils tenaient le parti bien en mains.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POS DR) faisait aussi partie de la Deuxième Internationale. Mais l'état arriéré de la Russie tsariste à l'époque de la fondation du

POS DR, en 1898, était très différent de la situation en Europe, relativement calme, et où aucune convulsion de type guerre ou révolution ne s'était produite depuis 1871. En Russie, qui était en quelque sorte un laboratoire pour les luttes, il y avait les bases pour une sorte de parti complètement différent.

Comme il était convaincu que le prolétariat devait jouer le rôle central dans le renversement de l'autocratie tsariste, Lénine pensait qu'il fallait un parti dont les membres seraient impliqués activement et disciplinés. En 1903, il mena une bataille sur la définition de ce qu'est un membre du parti dans le célèbre « paragraphe 1 » des statuts du parti. Dans *Un pas en avant, deux pas en arrière* (mai 1904), Lénine explique l'opposition de sa fraction bolchévique et attaque :

« [le] soutien [des menchéviks] d'une organisation du parti déliquescence et manquant de cohésion, leur hostilité envers l'idée (l'idée "bureaucratique") de l'édification du parti de haut en bas, en partant du congrès du parti et des organismes créés par lui, leur tendance à procéder de bas en haut, en permettant à tout professeur, à tout collégien et à "tout gréviste" de se déclarer membre du parti, leur hostilité à l'égard du "formalisme" qui exige d'un membre du parti qu'il appartienne à une organisation reconnue par le parti, leur inclination pour la mentalité d'intellectuel bourgeois prêt à "ne reconnaître que platoniquement les rapports d'organisation", leur penchant pour cette subtilité d'esprit opportuniste et les phrases anarchistes, leur tendance à l'autonomie contre le centralisme [...]. »

– Œuvres, tome 7

Le SPD et le Bureau socialiste international intervinrent à plusieurs reprises dans la bataille entre les bolchéviks et les menchéviks en faveur de l'unité des deux fractions et contre les tentatives de Lénine de forger une avant-garde disciplinée.

Nous considérons comme acquis le fait que la LCI ait des normes bolchéviques d'appartenance au parti. Mais quand nous avons entrepris de rédiger les statuts internationaux, nous nous sommes aperçus que nous n'avions pas clairement défini les normes d'appartenance au parti dans les Statuts de la Spartacist League des Etats-Unis (SL/US). Même si cette erreur n'a pas eu jusqu'à ce jour de répercussions évidentes, elle doit être rectifiée. Comme l'affirme l'article III.1 du projet de statuts de la LCI :

« Peut être membre de la LCI toute personne en accord avec sa déclaration d'intention, qui accepte son programme, ses décisions et ses règles, qui appartient et participe personnellement à une des organisations du parti et qui paie une contribution financière selon un barème progressif de taxation fixé par la section. »

Avant 1914, Lénine considérait les courants réformistes et opportunistes comme étant, au fond, étrangers à la classe ouvrière, et il se battit pour une fraction, à l'intérieur du « parti de toute la classe », qui serait une formation d'avant-garde centralisée. Mais le 4 août 1914, la fraction parlementaire du SPD vota les crédits de guerre pour le gouvernement bourgeois allemand, ce qui marqua l'effondrement de la Deuxième Internationale en une série de partis nationaux sociaux-patriotes – et donc en guerre les uns contre les autres. Peu après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, Lénine put généraliser sa bataille dans le POSDR. Comprenant que la source du réformisme et de l'opportunisme se trouvait à l'intérieur du mouvement ouvrier lui-même, il en tira les conséquences : la nécessité d'un parti qui se bat pour rompre les liens qui lient la classe ouvrière aux autres classes sociales et à l'idéologie bourgeoise sous la forme de réconciliation avec les employeurs et l'Etat, avec le racisme, la réaction religieuse et le nationalisme.

La conception du parti d'avant-garde de Lénine et la pratique des bolchéviks ont été éprouvées et confirmées par la révolution d'Octobre 1917. La Révolution russe n'aurait pas pu avoir lieu sans le travail du Parti bolchévique pour rendre le prolétariat conscient de ses tâches et de sa mission historique et pour forger une organisation de cadres trempés qui soit l'instrument efficace pour la diriger. En 1919, les bolchéviks fondèrent l'Internationale communiste, le Comintern, comme instrument dont les sections se serviraient pour diriger des révolutions similaires dans le monde entier.

Les conceptions organisationnelles du Comintern ont été exposées pour la première fois à son Deuxième Congrès, en 1920. L'impact de la Révolution russe avait amené nombre de partis sociaux-démocrates et de groupes syndicalistes à adhérer à l'Internationale communiste, mais ils n'avaient pas encore complètement rompu avec les traditions organisationnelles et politiques de leurs anciennes organisations. Dans certains des nouveaux partis communistes, tels que les partis allemand, scandinave, français et italien, on acceptait ou on cherchait à plaire aux ailes réformistes et social-démocrates. Ainsi, la révolution hongroise de 1919 fut défaite en partie parce que le Parti communiste hongrois, avec le consentement de l'exécutif international, s'était fondu avec les sociaux-démocrates qui passèrent dans le camp de la bourgeoisie au moment décisif.

Le Deuxième Congrès du Comintern a cherché à homogénéiser politiquement l'Internationale. Le préambule des Statuts votés au congrès notait :

« L'Internationale communiste doit, dans les faits et les actions, être un seul parti communiste dans le monde entier. Les partis travaillant dans les pays variés n'en sont que ses différentes sections. »

Cette déclaration contre le fédéralisme est un principe d'organisation important, que la LCI applique.

Le Deuxième Congrès a adopté les « 21 conditions », les Conditions d'admission des partis à l'Internationale communiste, qui spécifient les principes politiques fondamentaux pour toutes les sections du Comintern. Les 21 conditions suscitèrent beaucoup de débats, allant de ceux qui les trouvaient trop restrictives à ceux qui pensaient qu'elles n'étaient pas assez dures. Lénine est intervenu pour dire qu'on n'avait pas encore inventé le « sincéromètre » pour tester la bonne foi des gens. Il insistait que le tri nécessaire se ferait à travers les luttes politiques contre les représentants de l'aristocratie ouvrière. Comme l'a observé Christian Rakovsky : « Ce ne sont pas les conditions d'entrée dans

l'Internationale communiste qui nous donnent des garanties. Elles doivent être vues comme un minimum... » (*Second Congress of the Communist International*, vol.1 [Deuxième Congrès de l'Internationale communiste]).

Au Troisième Congrès, les dispositions organisationnelles, qui n'étaient qu'une charpente, furent étoffées avec l'adoption des « Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes. » Comme nous le disons dans notre introduction à la résolution sur l'organisation (*Prometheus Research Series* n° 1) :

« La résolution sur l'organisation incarnait pleinement la conception des façons et moyens de transformer un "parti communiste" en une authentique avant-garde ouvrière révolutionnaire à laquelle Lénine était arrivé. »

L'idée maîtresse de la résolution sur l'organisation est de mettre au travail le parti tout entier. Et pour cela il fallait que les partis accomplissent leur travail à travers des fractions, autrement dit que les organisations locales créent des groupes de travail plus petits, dans les endroits où elles avaient une concentration de militants, en particulier dans l'industrie. Avec les groupes de travail, le parti prend le pouls des masses, teste ses mots d'ordre et ses tactiques ; les membres de ces groupes de travail rapportent ces informations dans le parti via leur section locale ; elles sont discutées et on vote ; de nouveaux mots d'ordre et de nouvelles tactiques sont diffusés dans toute l'organisation, en particulier par l'intermédiaire du journal, l'organisateur collectif, et réintroduits dans les masses à travers les groupes de travail.

Le camarade Crawford avait une fois appelé cela « la démocratie participative ». Si cette phrase a une mauvaise connotation pour tous ceux d'entre nous qui sommes passés par la Nouvelle Gauche, elle exprime bien une qualité. Le corollaire indispensable est que, s'il n'y a pas le centralisme, par lequel tous les militants appliquent la même ligne dans leur travail, on ne peut pas tester les tactiques et la stratégie pour aller de l'avant.

Dans le seul discours public qu'il ait fait devant le Quatrième Congrès (1922), Lénine a parlé de la nécessité urgente pour les partis du Comintern de comprendre la résolution et de la mettre en pratique. Il comprenait que la vague révolutionnaire immédiate était passée, et il insistait sur la nécessité de former et d'éduquer les différents groupes qui s'étaient ralliés à la Révolution russe victorieuse, afin de les transformer en partis communistes sérieux.

La bataille de Trotsky pour une nouvelle internationale

Dès 1923, le Comintern subit un processus de bureaucratization qui correspondait à la contre-révolution politique stalinienne qui représentait la dégénérescence de l'Etat ouvrier soviétique. L'adoption, en 1924, de la « théorie » du « socialisme dans un seul pays » visait à transformer les partis communistes en dehors de l'Union soviétique en de simples gardes frontières cherchant des alliances de front populaire et renonçant à la lutte de classe pour renverser leur bourgeoisie. Je voudrais prendre deux exemples traitant de la structure organisationnelle du parti dans sa phase de perversion stalinienne qui va, finalement, mener à la liquidation du Comintern dans son ensemble en 1943.

La Résolution organisationnelle du Troisième Congrès appelle à la création de cellules en conjonction avec des sections locales géographiques. A partir de janvier 1924 puis ensuite en particulier avec la « bolchévisation » du Comintern en avril 1925, la bureaucratie stalinienne a réorganisé



Panorama

Yakov Sverdlov (à droite) et Lénine en 1918. Trotsky a appelé Sverdlov, organisateur accompli, « le secrétaire général de l'insurrection d'Octobre ».

l'Internationale de façon à faciliter la domination politique de sa fraction. La structure en cellules est devenue l'unité d'organisation *exclusive*. Au lieu d'unités basées sur les lieux géographiques, les militants étaient organisés par petites poignées, en cellules d'entreprises. Chaque cellule avait un secrétaire qui, avec les autres secrétaires de cellules de la zone, relevait directement des instances de rayon. Il y avait alors, périodiquement, des réunions rassemblant toutes les cellules, convoquées en général après que les décisions aient été prises par les instances supérieures et qui ne pouvaient être que des chambres d'enregistrement – habituellement pour des exclusions.

Avec une organisation basée sur les cellules, les membres n'ont plus de contrôle sur la direction. Les décisions sont prises à partir d'en-haut. Il se développe dans le parti une caste de permanents – et l'on revient dans les faits à la situation où les dirigeants sont actifs et les membres passifs, comme celle qui caractérisait la Deuxième Internationale. Le parti ne peut pas agir comme tribun du peuple si sa seule unité d'organisation est à l'intérieur d'une usine. La structure en cellules fait aussi disparaître les droits fractionnels. Notre conception de la démocratie fractionnelle n'est pas que les militants ont le droit de faire des critiques dans des assemblées impuissantes, mais qu'ils puissent se battre et se faire élire sur une ligne politique.

Une des batailles formatrices dans notre tendance a été la bataille avec Ellens et Turner en 1968. Ellens était revenue de France recrutée à la perspective de Voix ouvrière, groupe avec lequel nous avions en ce temps-là des relations frater-

nelles (une de nos tentatives infructueuses de briser, à cette époque, l'isolement national de la section américaine). Voix ouvrière, connue aujourd'hui sous le nom de Spark aux Etats-Unis et comme Lutte ouvrière en France, était aussi organisée sur la base de cellules. Nous nous sommes battus contre Ellens qui était emballée par les pratiques organisationnelles de Voix ouvrière, qui *éparpillaient* la base du parti. Les camarades peuvent lire les documents de cette bataille dans les bulletins internes de la SL/US.

En plus de la Résolution sur l'organisation, le Troisième Congrès du Comintern a adopté une résolution sur l'organisation de l'Internationale communiste, qui précise clairement quelques-unes des normes de fonctionnement du comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC), que nous appelons le comité exécutif international (CEI). Elle stipulait que des représentants pleinement « autorisés » du CEIC pouvaient être envoyés dans les différentes sections, avec pour instruction d'envoyer des informations au CEIC et d'aider à la coordination entre les sections et le CEIC. Dès 1924, les pouvoirs des représentants du CEIC furent accrus ; ils n'étaient désormais plus responsables que devant le CEIC et étaient chargés de superviser l'exécution des décisions du CEIC.

Nous connaissons le rôle que John Pepper a joué dans la section américaine de l'Internationale communiste grâce au livre de Cannon *First Ten Years of American Communism* [Les dix premières années du communisme américain]. Bien que son mandat du CEIC ait été très vague, il a contribué à pousser dans une frénésie fractionnelle un parti communiste déjà ravagé par le fractionnisme. Cannon a dit de lui qu'il était un « facteur artificiel ». Un certain Gusev – qui lui, avait un mandat clair du CEIC – a pris le relais de Pepper et s'est mis à jouer avec le concept de représentation proportionnelle de sorte que la fraction Ruthenberg, qui était considérée « plus loyale à l'Internationale communiste », finit par avoir une majorité dans le parti américain. La conception d'avoir un représentant du CEIC est une conception raisonnable, mais, dans les mains de Zinoviev, les représentants n'étaient plus responsables devant l'ensemble du CEIC, mais dépendaient bureaucratiquement de Zinoviev en personne, et ils ont fait des dégâts considérables.

Dans notre projet de statuts, nous avons pris soin de spécifier que les représentants du secrétariat international (SI) dans les sections doivent être des membres à part entière du CEI, et nous expliquons qu'une des conditions pour être membre du CEI est d'avoir l'aptitude de se rendre dans d'autres sections, d'identifier les principaux problèmes et d'en dresser des rapports efficaces. De cette manière, l'autorité considérable d'un représentant du SI n'est pas détachée du CEI, qui est responsable devant les membres des sections au moment de la conférence internationale. En partie, le rôle du représentant du SI concrétise une observation qu'on a souvent faite : de loin, le SI peut détruire une section, mais il ne peut pas en construire une à distance. Pour construire une section il faut se battre pour forger une direction collective par l'intervention dans l'arène politique sur un programme commun, par l'éducation et par l'exemple.

Pour continuer le travail de la Troisième Internationale qui avait été détruit par Staline, Trotsky a d'abord créé l'Opposition de gauche internationale (OGI), puis la Ligue communiste internationale (bolchévique-léniniste) et, enfin, en 1938, la Quatrième Internationale. La Quatrième Internationale n'était pas une internationale faite de partis de masse

Trotsky en exil à Prinkipo, Turquie, début 1931. Aujourd'hui la LCI a les ressources matérielles et technologiques qu'il manquait aux trotskystes du temps de Trotsky. Cela nous aide dans notre combat pour construire un parti international démocratiquement centralisé et qui ait une cohésion politique.



Institut d'histoire sociale, Amsterdam

comme l'avait été le Comintern, et elle n'a jamais dépassé le stade d'existence propagandiste d'une petite avant-garde partielle et éparpillée. Mais Trotsky s'est battu pour que le centralisme démocratique soit concrètement appliqué dans la tendance internationale et dans les groupes de propagande de combat qui y avaient adhéré.

Certains des problèmes auxquels Trotsky a été confronté quand il a construit une internationale sont un bon exemple de pourquoi les questions organisationnelles ne sont pas déterminantes. L'OGI attirait tous ceux qui s'étaient brouillés avec le Comintern de Staline, et certains d'entre eux étaient très éloignés du trotskysme ; ils étaient d'accord avec les critiques organisationnelles que Trotsky portait contre le régime de Staline, mais pas avec ses conclusions politiques. Trotsky a passé une bonne part du reste de sa vie à essayer de combattre les groupes centristes qui étaient attirés d'une manière ou d'une autre par la lutte de l'Opposition de gauche contre Staline.

La Ligue communiste internationale de Trotsky semble avoir été aussi faible et secouée par les pressions centristes que nous le sommes. Réunion après réunion, on traitait des crises politiques dans les sections les unes après les autres : les Allemands n'arrêtaient pas d'essayer de capituler devant un groupe centriste ayant scissionné du PC ; les Espagnols ont capitulé, eux, devant les centristes qui, à leur tour, ont capitulé devant les nationalistes catalans ; les Italiens avaient cinq petits groupes qui déclaraient soutenir l'OGI mais qui étaient incapables de travailler ensemble ; les Américains ne participaient pas aux discussions internationales ; les Français étaient tellement ravagés par leurs querelles personalistes que le secrétariat international ne pouvait même pas arriver à comprendre quelles étaient leurs divergences politiques, si tant est qu'il y en avait.

Comme je l'ai dit une fois à notre secrétaire internationale après une journée particulièrement éprouvante, il semble que nous ayons trois avantages par rapport à la LCI de Trotsky : nous n'avons pas deux sections opérant sous des gouvernements fascistes ; nos sections sont d'accord pour respecter leurs obligations financières, sont capables de

le faire et se souviennent généralement de le faire ; et nous n'avons pas de sections dont le seul point d'accord semble être de dire que tout est la faute du SI.

Nous avons aussi un autre énorme avantage sur l'internationale de Trotsky : la stabilité financière. Trotsky, en son temps, dépendait de ses droits d'auteur, qui étaient incertains et pas très élevés. La section américaine se débattait avec d'énormes difficultés financières ; Cannon décrit les énormes efforts qu'il fallait déployer pour arriver à trouver assez d'argent pour pouvoir sortir le *Militant*. Une des conséquences était que les trotskystes d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est n'avaient pratiquement aucun contact avec le SI ou ne pouvaient pratiquement pas bénéficier des conseils des camarades européens. Nous par contre, nous avons la possibilité, avec nos ressources technologiques et financières, de combattre les pressions politiques auxquelles nous sommes soumis. La camarade Tanner a dit, et elle a probablement raison, que le SI que nous avons maintenant est très proche du genre de SI pour lequel Trotsky s'est battu dans les années 1930 sans y arriver.

Lutte fractionnelle et démocratie dans le parti

Nous nous réclamons de la continuité du mouvement marxiste spécifiquement à travers le SWP, la section américaine de la Quatrième Internationale. Le SWP fut la seule section à avoir des liens ininterrompus avec le développement du trotskysme ; Cannon est sorti du PCUSA en ayant conservé une bonne partie de ses cadres. En Europe, les sections étaient constituées pour l'essentiel de militants venus individuellement et la Seconde Guerre mondiale a détruit le peu de cohésion auquel on était parvenu du vivant de Trotsky.

Dans la forme, les statuts du SWP sont très similaires aux nôtres. Même si le SWP adoptait de nouveaux statuts périodiquement, ceux-ci n'ont en fait pas beaucoup changé depuis la conférence de fondation en 1938. Aux moments clés, le SWP votait des résolutions organisationnelles : en 1940, après la bataille avec les shachtmanistes, en 1953 après la bataille avec Cochran-Clarke, et ensuite en 1965 après l'expulsion de la Revolutionary Tendency.

Les statuts d'une organisation ne peuvent pas être séparés de ses résolutions organisationnelles, qui montrent les buts et la pratique du parti. La résolution organisationnelle de 1965 est un exemple parfait de règles organisationnelles « au service d'un but ». Parce qu'au début des années 1960 le but du SWP avait changé, il a changé sa pratique organisationnelle léniniste précédente pour refléter cette modification. La RT cherchait à combattre la dégénérescence du SWP qui, fondamentalement, ne voulait plus faire la révolution. A cette époque, le SWP avait une structure centraliste démocratique ; dans la pratique (bien que cela ne soit pas stipulé dans les règles), il avait une série de dispositions permettant à des groupes de mener une lutte fractionnelle dans le parti.

La bataille de la RT obligea la majorité révisionniste à mettre sa structure organisationnelle en accord avec son programme politique de plus en plus droitier. La RT a été exclue selon le syllogisme suivant : les fractions sont autorisées dans le SWP ; les fractionnistes sont des gens déloyaux ; les gens déloyaux sont exclus. Bien que se réclamant formellement du centralisme démocratique, la résolution de 1965 du SWP « The Organizational Character of the Socialist Workers Party » [Le caractère organisationnel du Socialist Workers Party], qui formalisait l'exclusion de la RT pour sa ligne politique, a servi de base à l'élimination ultérieure de toutes les autres fractions.

La question des droits fractionnels fait partie intégrante du centralisme démocratique, et nos statuts sont les seuls qui énoncent explicitement ces droits. Quand nous déterminons le contenu des bulletins de pré-conférence, nous prenons en considération le poids proportionnel d'une fraction et son droit de faire circuler ses documents parmi les membres. Nos appels aux conférences prévoient l'élection des délégués à la conférence internationale sur une base proportionnelle, y compris le droit pour des minorités dans différentes sections d'additionner leurs voix de façon à avoir suffisamment de forces pour élire un délégué. Les fractions ont le droit de faire circuler des documents en leur sein et ne sont pas obligées de les montrer à l'ensemble du parti, même si c'est une commission de contrôle qui le demande. Et nous avons des clauses pour la représentation proportionnelle des fractions au CEI et au SI.

Même dans notre définition d'appartenance au parti les droits fractionnels sont stipulés dans l'essentiel. L'article III.1 dit « Peut être membre de la LCI toute personne *en accord* avec sa déclaration d'intention, qui *accepte* son programme.... » Nous faisons une distinction entre nos buts ou nos principes, qui sont fondamentaux, et notre programme, qui cherche à mettre nos principes en application. Bien sûr, ceux-ci se recoupent. La distinction revient à ceci : le but commun de l'organisation est de chercher à établir le communisme par des moyens prolétariens, révolutionnaires et internationalistes. Mais l'expression programmatique de ces principes est sujette à débat et à discussion. Quand il y a un tournant dans la situation objective, il se peut qu'on formule nos principes en des termes programmatiques différents.

C'est précisément quand il y a un tournant dans la situation objective que l'organisation révolutionnaire tend à se polariser, que les fractions apparaissent sous les pressions de cette situation objective. Quelquefois les fractions capitulent sous les pressions extérieures ; elles deviennent révisionnistes, comme les partisans de Norden qui ont perdu confiance dans la capacité du parti à changer la conscience

des masses, conscience qui a été ramenée en arrière en conséquence de l'effondrement de l'Union soviétique. Quelquefois les fractions apparaissent pour combattre le révisionnisme de la majorité du parti ; tel était le cas du prédécesseur de la Spartacist League, la Revolutionary Tendency. L'isolement du SWP en l'absence d'une internationale qui aurait pu contrer les pressions exercées par le soi-disant triomphe du guérillisme à Cuba et du nationalisme noir aux Etats-Unis, a poussé le SWP vers un cours centriste contre lequel la RT s'est battue.

Le SWP avait aussi une pratique organisationnelle, qui n'avait jamais été codifiée en tant que règle, et que nous rejetons. Les membres des instances dirigeantes du SWP, le comité national et le comité politique, étaient soumis à une discipline séparée ; c'est-à-dire qu'il y avait des questions qui étaient discutées dans ces instances et qui n'étaient pas divulguées aux membres. Cette politique destructive remontait au Parti communiste. Pour donner un exemple de ce à quoi a conduit cette politique dans le SWP : en 1962, Tim Wohlforth, qui était en opposition, a écrit un document qu'il a réussi à faire signer par beaucoup de membres tant du comité national que de la base du parti. La réaction de Farrell Dobbs, le secrétaire national du SWP à l'époque, a été de s'emporter contre la violation de procédure par Wohlforth au lieu de traiter du contenu du document. Dans l'article VI.6 de notre projet de statuts, nous disons :

« Les instances les plus élevées ne sont pas soumises à une discipline spéciale les distinguant ou les opposant aux autres membres de la LCI. Bien qu'il soit préférable, par exemple, que le CEI ait l'occasion de discuter des nouvelles questions d'abord, il n'est pas interdit aux membres du CEI de discuter avec d'autres membres du parti de questions politiques en débat ou de leur communiquer de tels renseignements. »

Les Statuts et directives organisationnelles de la LCI

Jusqu'à cette conférence internationale, notre tendance internationale était guidée dans sa pratique organisationnelle par les Statuts et directives organisationnelles de la SL/US. Adoptés à l'origine comme provisoires en 1969, ils étaient les premiers statuts de notre organisation, et nous ne savions pas comment ces règles, telles qu'écrites, marcheraient dans la pratique. A la Huitième Conférence nationale de la SL/US en 1987, nous avons finalement supprimé le mot « provisoires ». Il y a eu plusieurs amendements approuvés par les conférences suivantes et par des réunions du comité central ces dix dernières années.

Il y a beaucoup de problèmes encore que la LCI n'a pas eu à confronter, comme avoir à travailler en dehors d'un cadre démocratique-bourgeois, et nous n'avons pas non plus beaucoup d'expérience dans l'application de nos règles dans les pays à économie retardataire. Mais, nous avons beaucoup d'années de pratique sur la base des Statuts de la SL/US. Bien sûr, les statuts internationaux sont nécessairement plus algébriques que les statuts des sections ; on ne doit pas s'attendre à trouver le degré de détail qu'on a l'habitude de voir dans les Statuts de la SL/US. Mais dans un sens, le projet de statuts internationaux n'est pas « nouveau » ; c'est la codification d'une pratique organisationnelle acceptée. Tout en observant qu'ils peuvent et qu'ils seront certainement modifiés avec le temps, nous recommandons à la conférence d'adopter ce projet de statuts internationaux. ■

Statuts et directives organisationnelles

Ligue communiste internationale

(quatrième-internationaliste)

Les Statuts et directives organisationnelles reproduits ci-dessous découlent intégralement de notre programme révolutionnaire exposé dans la « Déclaration des principes et quelques éléments de programme » de la Ligue communiste internationale.

Les statuts sont un guide pour le fonctionnement d'un parti régi par le centralisme démocratique. Ils ne sont ni un talisman contre des déviations programmatiques, ni un ensemble de principes immuables. Ils ont plutôt pour objet de diriger les activités de marxistes révolutionnaires cherchant la meilleure façon de fonctionner dans des circonstances qui ne cessent de changer. Les statuts sont au service de nos objectifs, la codification de nos intentions qui a évolué avec l'histoire.

La tendance spartaciste internationale, le prédécesseur de la Ligue communiste internationale, a été établie en 1974 sur une base formelle avec la Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale. Une annexe interne à ce document établissait un comité exécutif international et un secrétariat international (SI) résident, fournissant ainsi un cadre embryonnaire à l'organisation de la tendance. Mais dans les faits les Statuts et directives organisationnelles de la Spartacist League/US ont servi de statuts opérationnels au niveau international pour la TSI/LCI. Le fait que nous nous sommes basés sur les statuts de la SL/US a sa source dans les vicissitudes historiques du mouvement trotskyste, ainsi que la stabilité et la force relative de la section américaine qui en a résulté.

Les Statuts et directives organisationnelles internationaux se basent sur la pratique des meilleures normes et sur les meilleurs précédents historiques, dans la mesure où ils s'appliquent à nous, des mouvements communiste (léniniste) et trotskyste, et sur l'expérience de la tendance spartaciste depuis sa naissance en novembre 1962 (voir annexe A).

Etant donné le flux du mouvement révolutionnaire et en particulier la portée et l'expérience internationales, limitées pour l'instant, de la LCI, ces statuts feront nécessairement l'objet de révisions et d'extensions à l'avenir, afin de refléter la réalité vivante d'une organisation qui se trouve devant de nouvelles exigences et de nouveaux problèmes.

Dans le cadre des Statuts et directives internationaux, chaque section de la LCI doit adopter ses propres statuts, et transformer les généralisations historiques et algébriques des présents statuts en applications spécifiques et arithmétiques pour chaque pays.

Article I. Dénomination

Cette organisation a pour nom Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), désignée ci-après par le sigle LCI.

Article II. Déclaration d'intention

Le but de la LCI est d'instaurer le communisme dans le monde entier par des moyens centrés sur la lutte de classe,

qui sont à la fois prolétariens, révolutionnaires et internationalistes, comme défini dans la « Déclaration des principes et quelques éléments de programme » de la LCI (1998). Nous continuons la tradition de nos prédécesseurs politiques internationaux, et tout particulièrement Marx, Engels, Lénine et Trotsky.

Article III. Appartenance à la LCI

1. Peut être membre de la LCI toute personne en accord avec sa déclaration d'intention, qui accepte son programme, ses décisions et ses règles, qui appartient et participe personnellement à une des organisations du parti et qui paie une contribution financière selon un barème progressif de taxation fixé par la section.

2. Pour être membre d'une section de la LCI, un camarade doit soit parler la langue appropriée dans le pays dans lequel se situe la section, soit être en train de l'étudier assidûment.

3. Le statut de « membre détaché » international est une anomalie et ne peut exister que sur instructions du SI. De tels membres en répondent directement au SI pour la conduite de leur travail politique.

4. Les membres doivent mettre en pratique le programme et la ligne politiques de la LCI dans tous les aspects de leur vie politique publique. Tout soutien matériel substantiel ainsi que tout prosélytisme pour une quelconque secte, religion, ou autre lubie comparable, est incompatible avec l'appartenance à la LCI. Les membres de la LCI ne doivent pas dans leur apparence, leurs habitudes, leur conduite ou leur style de vie personnel, porter un préjudice sérieux ou répété à l'organisation.

Article IV. Sections nationales

1. Les sections nationales de la LCI sont établies sur la base d'une section par pouvoir d'Etat. Là où les frontières d'Etat traversent l'ensemble d'une nation, les termes peuvent être différents. (Par exemple, quand l'Allemagne était divisée entre l'Ouest capitaliste et un Etat ouvrier déformé à l'Est, nous avons consciemment nommé Ligue trotskyste d'Allemagne notre section en Allemagne de l'Ouest et à Berlin-Ouest, reflétant notre appel programmatique pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne.) Les sections doivent être en accord avec la Déclaration des principes de la LCI et appliquer son programme, ses décisions et ses règles. Les sections doivent être organisées sur la base du centralisme démocratique.

2. Les sections doivent appliquer les décisions et les résolutions de la conférence internationale et, entre les conférences, du comité exécutif international (CEI). Les sections doivent se conformer aux initiatives du secrétariat international ou porter leurs objections devant le CEI. Les sections ont le droit de faire appel au CEI ou à la conférence internationale, dont la décision sera définitive.

3. Les sections ne peuvent être acceptées ou exclues de la LCI que par la conférence internationale ou par décision du CEI soumise à la ratification de la conférence internationale suivante.

4. Une section doit montrer qu'elle est capable de générer de la propagande, de faire face à ses obligations financières, de recruter, et de collaborer efficacement avec le SI.

5. Une section nouvellement affiliée dont les capacités n'ont pas encore été suffisamment testées peut être acceptée comme section sympathisante. Une section sympathisante ne peut publier de la propagande publique ou mettre en pratique des décisions politiques ou organisationnelles sans l'autorisation préalable du SI. Sous tous les autres aspects, elle a les mêmes droits et responsabilités qu'une section à part entière.

6. Lorsqu'une section existante fait preuve d'une incapacité fondamentale à satisfaire les exigences élémentaires d'une section de la LCI, elle peut être mise sous tutelle par le SI, ce qui signifie qu'elle a le même statut qu'une section sympathisante.

7. Le statut d'une section peut être modifié par la conférence internationale ou, dans l'intervalle entre les conférences, par le CEI.

8. Le nom d'une section et de sa presse sont sujets à l'approbation et la révision, en consultation, de la conférence internationale ou, dans les intervalles entre les conférences, de celle du CEI.

9. Toute section doit payer une contribution financière régulière (mensuelle) à la LCI. Le montant de cette contribution financière est déterminé par le SI et son calcul est basé sur un pourcentage du revenu provenant des contributions financières de la section. Les revenus irréguliers et particuliers des sections doivent aussi être envoyés au SI. Chaque section doit élaborer un ensemble de règles et directives financières en accord avec les présentes directives et correspondant aux circonstances et en consultation avec le SI. Chaque section doit tenir scrupuleusement des comptes précis et envoyer des rapports réguliers au SI. Les sections doivent garder une indépendance financière totale vis-à-vis de l'Etat.

Article V. Conférence internationale

1. La conférence internationale est l'expression la plus élevée de la volonté politique et organisationnelle de la LCI. Elle détermine la politique de l'internationale et de ses sections, dans toutes les questions politiques importantes ; elle adopte des résolutions et est le recours final dans les questions organisationnelles et les conflits internes.

2. Le CEI convoque une conférence internationale normalement tous les deux ans. Tout manquement à cette norme doit être justifié par écrit par le CEI. Une conférence internationale peut aussi être convoquée à la demande de sections représentant au moins un tiers des membres de la LCI. Le CEI est responsable des aspects organisationnels et techniques de toute conférence internationale.

3. La période de discussion organisée préparatoire à la conférence, pour une conférence convoquée par le CEI, commence au moment où est publié l'appel. Cet appel doit contenir ou être accompagné d'une déclaration ou de documents énonçant les principales questions proposées pour être discutées et décidées à la conférence, ainsi que les dispositions organisationnelles (proportion de délégués,

endroit, etc.) Pour convoquer une conférence internationale, le CEI s'inspire de ce qui a été fait précédemment, comme les appels aux précédentes conférences le documentent, les modifiant en fonction des exigences de la situation en cours. (Voir annexe B, « Appel à la Troisième Conférence internationale de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) », 4 octobre 1997.)

4. Les conférences internationales, convoquées régulièrement, sont normalement précédées d'une période de discussion de 90 jours. Pour des conférences internationales plus fréquentes ou urgentes, il se peut qu'il faille réduire la période de discussion préparatoire à la conférence. Le SI peut déterminer une date limite pour l'acceptation de documents de discussion préparatoire à la conférence à paraître dans l'*International Internal Bulletin* [Bulletin interne international].

5. Le SI percevra des membres un droit de participation à la conférence internationale pour aider à en couvrir les frais.

6. La procédure pour les délégués et la représentation à chaque conférence internationale est déterminée par le CEI.

7. En aucun cas les sections, fractions ou individus ne peuvent imposer des mandats impératifs aux délégués en ce qui concerne les prises de position ou les votes à la conférence internationale.

Article VI. Le comité exécutif international

1. Le comité exécutif international est la plus haute instance permanente de la LCI. La conférence internationale qui, lorsqu'elle est en session, est plus élevée, est un événement spécifique et limité dans le temps. Le CEI a l'autorité décisive, entre les conférences internationales, sur tous les membres, sections, sous-instances et sous-comités de la LCI, ainsi que sur toutes ses publications, publiques ou internes. Toutes les décisions du CEI sont soumises à l'examen et à la ratification de la conférence internationale.

2. Le CEI est élu par la conférence internationale. Il est composé de membres à part entière, suppléants et peut-être de membres candidats et consultatifs selon ce que la conférence décide. S'il y a des positions politiques en conflit à la conférence internationale, elles doivent, lors de l'élection du CEI, être représentées proportionnellement ; néanmoins la position majoritaire à la conférence a automatiquement droit à au moins 3/5 des sièges.

3. Le CEI n'est en aucune manière un groupe fédéré de représentants de différentes sections, mais l'instance politique qui se réunit en assemblée au nom de l'organisation internationale entre les conférences, même s'il est souhaitable que toutes les sections de l'internationale soient représentées.

4. Les membres titulaires du CEI doivent avoir démontré la capacité d'intervenir comme représentants du SI dans des sections autres que la leur, d'être capables de distinguer les principaux problèmes et de les rapporter efficacement. Les membres suppléants doivent avoir donné des signes qu'ils sont capables de remplir ces critères. Les membres titulaires et suppléants du CEI sont à la disposition de la LCI pour être envoyés à d'autres endroits ou pour une autre mission si on leur demande.

5. Lorsqu'un siège de membre titulaire est vacant, le CEI peut choisir quelqu'un parmi les membres suppléants pour l'occuper. Le CEI peut aussi coopter des membres au cas où

la liste des suppléants est épuisée, ou afin de maintenir la représentativité politique proportionnelle établie à la conférence précédente, ou bien pour permettre à des groupes ou tendances qui viennent d'adhérer d'être représentés, ou autrement, pour renforcer la LCI.

6. Les instances les plus élevées ne sont pas soumises à une discipline spéciale les distinguant ou les opposant aux autres membres de la LCI. Bien qu'il soit préférable, par exemple, que le CEI ait l'occasion de discuter des nouvelles questions d'abord, il n'est pas interdit aux membres du CEI de discuter avec d'autres membres du parti de questions politiques en débat ou de leur communiquer de tels renseignements.

7. Le CEI se réunit au moins une fois par an, ou plus souvent quand la conjoncture politique l'exige, ainsi qu'immédiatement avant et après chaque conférence internationale. Le CEI est convoqué par le SI ou à la demande d'une majorité des membres du CEI. Chaque membre du CEI doit être informé en bonne et due forme de la date et de l'endroit où se tient un tel plénum.

8. Les réunions du CEI pour lesquelles les membres du CEI n'ont pas tous été notifiés, ou dont la composition est loin d'être représentative, n'ont pas le pouvoir de statuer et sont consultatives par nature. Le résultat de telles discussions, codifié par écrit, doit être communiqué à l'instance ou aux instances appropriées, le SI ou le CEI.

9. Le CEI est responsable de la publication de la revue théorique de la LCI dans toutes les langues dans lesquelles elle est publiée ; il détermine y compris sa fréquence et son contenu, et nomme ses comités de rédaction.

10. Le CEI fixe les règles des discussions internes écrites et orales lorsqu'il y a des positions en conflit selon le principe qu'il est vital pour la LCI qu'il y ait une vie interne animée et continue. Les limites imposées aux débats doivent donc être justifiées dans chaque circonstance particulière. Il faut donner un poids proportionnel à la représentation des positions politiques de la minorité et de la majorité dans les luttes fractionnelles.

11. Une des principales limites souvent nécessaires est que les questions qui viennent d'être débattues et tranchées par la conférence internationale ne doivent pas être immédiatement réouvertes à la discussion. Avec le temps et à la lumière d'éventuels nouveaux développements reliés à la question en débat, le CEI peut décider d'autoriser un nouveau débat, modéré, par exemple en l'organisant sous forme purement littéraire et en limitant la longueur des contributions. De toute façon toutes les questions politiques d'intérêt pour la LCI sont ouvertes à la discussion pendant les périodes établies de discussion préparatoire à la conférence.

12. Le fait que ce soit le CEI qui organise la discussion implique une centralisation technique du débat écrit interne qui ne doit avoir lieu que dans des bulletins et envois de courrier que le CEI aura préalablement autorisés. Les tendances ou fractions déclarées ont le droit de faire circuler des documents en leur sein.

13. Le CEI a l'autorité d'établir ou de rompre des relations fraternelles, ainsi que d'effectuer et de ratifier des fusions avec d'autres organisations politiques, sur la base de notre programme politique.

14. Le CEI est directement responsable pour les initiatives politiques et organisationnelles de la LCI là où il n'y

a pas de section. En particulier, le CEI peut envoyer des camarades avec pour mission d'établir une présence dans un pays où il n'existe pas de section. Une telle station n'a pas formellement les droits d'une section.

15. Il est de règle que le CEI élise, parmi ses membres titulaires, un secrétariat international, ainsi que son secrétaire. Il peut aussi élire d'autres responsables ou autres sous-comités et commissions s'il le juge nécessaire.

Article VII. Le secrétariat international

1. Le SI est une instance résidente et agit au compte du CEI entre ses réunions en dirigeant le travail politique et administratif quotidien et en se maintenant en communication régulière avec les sections. Toutes les décisions du SI peuvent être soumises à l'examen et à la ratification du CEI et de la conférence internationale.

2. Le secrétariat international est le bras exécutif permanent du CEI. Pour assurer sa fonction exécutive, la composition du SI doit à la fois exprimer la volonté de la majorité du CEI et avoir des représentants de toute position minoritaire substantielle dans le CEI.

3. Le SI détermine l'allocation des ressources financières de la LCI, sur la base des priorités politiques sur lesquelles la tendance dans son ensemble est tombée d'accord.

4. Le SI a la responsabilité de fournir gratuitement la presse de toute la LCI à toutes les sections et groupes. Tous les revenus provenant de la vente de la presse de la LCI doivent être envoyés au SI.

5. Le SI se réunit quand il le juge nécessaire et envoie les procès-verbaux de ses réunions à tous les membres du CEI.

Article VIII. Relations entre le CEI/SI et les sections

1. Le SI ne peut pas se substituer au travail quotidien de construction d'une section. Il peut intervenir de loin pour mettre fin à des activités politiques erronées, mais le travail laborieux et quotidien doit être fait par les sections elles-mêmes.

2. Le SI peut envoyer des représentants dans des sections pour une longue durée ; ceux-ci peuvent avoir voix délibérative dans le comité central de la section (et voix consultative dans les autres instances). Ces représentants doivent être membres à part entière du CEI.

3. Le SI peut aussi déléguer un ou plusieurs représentants pour rendre visite à une section dans un but précis. Pour que ce représentant ait tous les pouvoirs d'un représentant du SI, il doit être membre à part entière du CEI. Une telle délégation aurait voix consultative(s) dans toutes les réunions auxquelles elle assiste dans la section. Si la délégation est envoyée dans une section où il y a aussi un représentant du SI de longue durée, le SI détermine si c'est la délégation qui, au CC, a la voix délibérative du représentant du SI ou si elle a des voix consultatives. Si c'est la délégation qui a la voix délibérative dans le CC, le SI détermine comment cette voix est partagée entre les membres de la délégation.

4. Les membres à part entière et suppléants du CEI ont le droit d'accès à toute instance du parti dans toutes les sections, à l'exception de certaines instances centrales dans certaines circonstances particulières.

5. Les sections ont l'obligation d'envoyer au SI les

procès-verbaux des réunions de leurs instances supérieures et des rapports synthétiques et réguliers sur leur travail.

Article IX. Relations entre les sections

1. La LCI encourage au maximum les contacts et la collaboration latérale entre ses membres au niveau international, mais les communications sur le travail politique et organisationnel opérationnel entre instances et entre membres, d'une section à une autre, doivent être centralisées par le SI.

2. Dans des circonstances exceptionnelles, la conférence nationale d'une section peut élire un membre d'une autre section à l'une de ses instances dirigeantes. Cette personne a les mêmes droits que tous les autres membres de cette instance, mais aucun droit en tant que membre dans la section.

3. Les militants en règle ont le droit de demander leur transfert d'une section de la LCI à une autre s'ils notifient par écrit aux centres des deux sections impliquées et s'ils ont le consentement du SI.

4. Les militants qui ont démissionné ou se sont faits exclure d'une section de la LCI ne peuvent être réadmis dans une autre section sans le consentement du SI.

Article X. Commission de contrôle internationale

1. La conférence internationale peut élire une commission de contrôle internationale (CCI) qui est investie du pouvoir d'enquêter sur les litiges entre sections, les situations impliquant des individus et des circonstances dans plusieurs sections, ou à la demande du CEI. Elle peut prendre l'initiative de toute enquête qu'elle juge nécessaire et doit procéder aux enquêtes demandées par le SI ; elle a aussi la responsabilité de faire des audits financiers périodiques sur les comptes du SI et des sections nationales. La CCI rend compte de son enquête au CEI ou au SI pour action. La CCI a le pouvoir de déléguer tout ou partie de son autorité à des représentants. L'autorité de la CCI supplante toute enquête ou procès d'un comité local ou d'une section.

2. La CCI se compose d'au moins trois membres. La conférence internationale élit un nombre pair de membres et le CEI en désigne un qui doit être membre du CEI. Les membres de la CCI ont les mêmes droits d'accès aux instances du parti que les membres suppléants du CEI.

3. Tout membre de la LCI a l'obligation de fournir à la CCI ou aux représentants qu'elle désigne, tout renseignement demandé, à l'exception des documents échangés à l'intérieur d'une tendance ou d'une fraction, ou de ce qui fait l'objet d'un échange de nature entièrement privée entre deux membres individuels de la LCI.

4. En l'absence d'une CCI élue, le CEI peut désigner une commission *ad hoc* selon les besoins d'une situation particulière. Cette commission *ad hoc* sera investie de la même autorité qu'une CCI élue.

Article XI. Discipline

1. Le CEI a le droit, après consultation avec la section intéressée, de prononcer l'exclusion de membres individuels de la LCI. Les membres exclus gardent le droit d'appel devant la conférence internationale suivante.

2. Toute section ou instance, ou tout membre d'une section ou instance, peut engager des poursuites contre un autre membre pour avoir enfreint le programme, les décisions

ou règlements de l'organisation. Lorsque les accusations concernent des militants ou des circonstances de plusieurs sections, ou quand pour d'autres raisons le CEI revendique juridiction, ce sont les règles suivantes qui seront appliquées :

a. Le CEI peut se constituer en tribunal ou nommer ou désigner une autre instance pour agir sous son autorité. Cette instance fera des recommandations au CEI pour action.

b. Les accusations doivent être faites par écrit.

c. Les accusations peuvent être rejetées par le CEI à tout moment.

d. Aucune instance ne peut se constituer en tribunal tant que tous ses membres n'ont pas été préalablement informés de l'affaire en question. L'accusé doit être averti de la date du procès et recevoir copie des accusations au moins sept jours avant le procès. Le fait de ne pas comparaître ou de ne pas envoyer de lettre de défense, est une base suffisante pour un procès par contumace.

e. Les mesures disciplinaires dont dispose l'organisation pour sanctionner la culpabilité d'un accusé sont, dans un ordre croissant de sévérité : le blâme, la rétrogradation au rang de stagiaire, la suspension et l'exclusion.

f. L'accusé ou l'accusateur ont droit d'appel, en ce qui concerne le verdict ou la sévérité de la sanction, devant la conférence internationale suivante dont la décision sera sans appel. Dans l'intervalle, la décision rendue reste en vigueur. On doit faire appel dans les quinze jours qui suivent le verdict contesté.

g. Dans certaines circonstances il est absurde, déplacé ou dangereux de faire un procès. Par exemple lorsque l'accusé admet l'accusation, lorsque l'accusé a démissionné de la tendance internationale, lorsque l'accusation concerne un délit selon la légalité bourgeoise ou lorsqu'elle concerne une tentative de pénétration de l'ennemi de classe. Dans de tels cas, on a recours à d'autres moyens qu'un procès formel.

3. Toute collaboration politique avec des non-membres de la LCI doit être formellement autorisée par l'organisation du parti ayant compétence.

Article XII. Divers

1. Le CEI peut ajouter à ces statuts des clauses, entrant dans le cadre des statuts de la LCI, qui ne sont pas énoncées. Il peut apporter à ces statuts des modifications qui seraient nécessaires pour protéger la sécurité et le fonctionnement de la LCI dans des circonstances différentes ou modifiées. Autrement, seule la conférence internationale peut faire des amendements aux présents statuts.

2. Les sections doivent adopter leurs propres statuts et directives, en s'inspirant d'éléments appropriés des présents statuts de la LCI et de ceux d'autres sections. Ces statuts ne doivent pas être en contradiction avec les statuts de la LCI.

3. Toutes les réunions de la LCI sont régies par les *Robert's Rules of Order* (révisées), sauf lorsqu'elles entrent en conflit avec les statuts de la LCI.

4. Toutes les décisions de la LCI sont prises par vote à majorité simple. Il n'est pas nécessaire qu'une seconde personne soutienne une motion pour qu'elle soit admise dans n'importe quelle instance de la LCI. Le camarade président toute réunion ou comité, a le droit de parole et de vote. Les

« contre » sont appelés en premier quand quelqu'un demande de clore la discussion et passer au vote. Les résolutions présentées par un camarade individuel deviennent la propriété de l'instance.

5. Les élections aux instances du parti ont lieu à bulletin secret, à moins qu'une motion de voter par acclamation soit adoptée à l'unanimité. Un camarade qui est proposé pour être élu à un poste et qui refuse peut être proposé une deuxième fois ; dans ce cas, il est obligé d'accepter.

Annexe A

Précédents dans le parti

C'est notre expérience antérieure qui guide la mise en pratique de nos Statuts et directives organisationnelles. Cette annexe explique certains de nos précédents reconnus qui ont eu une influence, positive ou négative, sur le fonctionnement du parti, surtout pour résoudre les controverses et conflits internes.

Quand on examine les leçons des différents précédents, on se rend compte qu'il y a une hiérarchie spécifique dans les règles qui gèrent l'association et l'administration. Nous considérons que les modèles de justice antérieurs sont pertinents, mais notre fonctionnement a en substance les mêmes rapports avec la législation bourgeoise que la matière avec l'antimatière. Comme dans la législation bourgeoise nous tenons compte de sources historiques telles que le Code de Hammurabi sur lequel se basait l'empire babylonien antique, ainsi que le théâtre de la Renaissance anglaise de William Shakespeare. Mais nous donnons plus de poids aux critères qui ont été élaborés plus près de nous dans le temps. Le plus important, c'est que c'est avant tout le jugement politique qui guide le fonctionnement du parti et non des procédures juridiques qui font abstraction de leur contenu social.¹

Par exemple nous reconnaissons l'importance de la loi normande mais nous nous sentons plus proches du point de vue des serfs que de celui de Guillaume le Conquérant envahissant l'Angleterre en 1066. De plus, bien que la lutte des classes existe depuis longtemps, le capitalisme a créé une classe ouvrière industrielle et ouvert ainsi la voie à la classe exploitée pour qu'elle prenne le commandement de la société toute entière. Le fonctionnement du parti léniniste en tant qu'instrument de la révolution prolétarienne a évolué historiquement et socialement au-delà des usages codifiant les rapports de Guillaume avec les serfs ou des usages des serfs faisant appel à ses prétendues meilleures dispositions.

Nous nous inspirons plus spécialement de la pratique de nos prédécesseurs marxistes dont l'expérience remonte aux révolutions de 1848, lorsque le monde se révéla essentiellement sous sa forme actuelle. Nous accordons un poids particulier à l'expérience plus récente des Troisième et Quatrième Internationales. L'Internationale communiste a codifié la lutte des bolchéviks contre le réformisme et pour un parti d'avant-garde centralisé qui donne son expression au poids du prolétariat. L'Opposition de gauche internationale et la

Quatrième Internationale du temps de Trotsky ont combattu la dégénérescence stalinienne de l'Internationale communiste et lutté pour l'application concrète du centralisme démocratique, même si elles n'ont jamais transcendé l'existence propagandiste d'une petite avant-garde partielle et éparpillée.

La Revolutionary Tendency (RT) [Tendance révolutionnaire] dans le Socialist Workers Party a fourni la continuité qui relie le programme et la pratique des Internationales de Lénine et Trotsky à la Ligue communiste internationale actuelle. La tendance spartaciste a commencé pour nous en novembre 1962 lorsque Gerry Healy a manigancé une scission imprincipielle dans la RT. Une grande partie de la pratique de la LCI se base sur l'expérience de la RT lorsque celle-ci a essayé de combattre la dégénérescence du SWP qui avait été révolutionnaire et devenait centriste (et par la suite rapidement réformiste). Cette pratique est codifiée dans les Statuts et directives organisationnelles de la SL/US, d'abord adoptés sous leur forme provisoire à la Deuxième Conférence nationale de la SL/US en août 1969 puis développés et amendés jusqu'à leur état actuel. Ceux-ci ont guidé le fonctionnement de la LCI en l'absence de statuts organisationnels internationaux.

Les précédents les plus pertinents sont donc les décisions auxquelles nous sommes arrivés avec les statuts actuels. Ces précédents, nous les avons développés en particulier dans des cas de jurisprudence du parti et notamment dans les procès internationaux de Bill Logan (août 1979) et de John Sharpe (octobre 1982). Ces procès ont entre autres confirmé le besoin d'un jury actif et décisif et qui centralise et se subordonne les autres instances et individus impliqués. L'exclusion de Linda T. dans la SL/US (octobre 1982) et l'enquête et l'exclusion incorrectes de Ralf Eades dans la Spartacist League/Britain (juin 1983), qui ont toutes deux été annulées après appel ayant donné lieu à des enquêtes plus poussées, sont des exemples frappants de la mauvaise application des statuts actuels et de la capacité du parti de faire et de rectifier des erreurs.

* * *

On crée des précédents à partir d'expériences qui peuvent être équivoques, positives ou négatives. La bataille dans la Première Internationale, entre les marxistes et les anarchistes, est un exemple du premier cas. La Première Internationale était une organisation inclusive dans laquelle des formations syndicales coexistaient avec diverses tendances politiques. Nous faisons nôtres les principes politiques de l'aile marxiste, mais l'exclusion de Bakounine par Marx pour malversations financières, avant de mener la discussion sur les divergences politiques substantielles qu'il y avait entre les deux ailes, a placé les mesures organisationnelles avant la clarification politique, ce n'est pas une pratique dont nous voulons nous inspirer.

La lutte de Lénine pour construire la Troisième Internationale est un remarquable exemple positif. Pour nous les « Conditions d'admission des partis à l'Internationale communiste » votées par le Deuxième Congrès de l'Internationale communiste (1920) et les « Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes » adoptées au Troisième Congrès (1921), sont un modèle à suivre. Ces dernières, comme nous le notons dans notre introduction dans *Prometheus Research Series* n° 1, « sont un des grands documents du mouvement communiste international. Elles représentent la codification des pratiques organisationnelles

¹Voir, par exemple, Harold Laski, *The State in Theory and Practice* [L'Etat en théorie et en pratique], (1935) et Charles Rembar, *The Law of the Land : The Evolution of Our Legal System* [La loi du pays : l'évolution de notre système légal] (1980).

communistes telles qu'elles ont été forgées par les bolchéviks et testées à la lumière de la première révolution prolétarienne victorieuse de l'histoire ».

Une des caractéristiques frappantes de la tendance spartaciste dès le début a été sa reconnaissance explicite du droit de fraction au sein de l'organisation. Notre pratique dans ce domaine provient largement de l'exemple négatif de ce que la RT a vécu dans le SWP. La RT, qui se pliait aux règles organisationnelles formelles du SWP, a poussé la majorité révisionniste du SWP à mettre ses statuts en accord avec ses pratiques politiques de plus en plus droitières. La RT a ainsi été exclue selon le syllogisme suivant : (1) les fractions sont autorisées dans le SWP ; (2) les membres de fractions sont des gens déloyaux ; (3) les gens déloyaux sont exclus. La résolution de 1965 du SWP « The Organizational Character of the Socialist Workers Party » [Le caractère organisationnel du Socialist Workers Party] avalisée dans la même motion que l'exclusion de la RT et écrite explicitement pour la justifier, a servi de base à l'élimination de toutes les autres fractions par la suite.

* * *

En tant que conception générale, le code juridique et les procédures de notre parti sont basés sur le droit romain, la codification écrite de statuts et de principes qu'une autorité politique fait respecter, plutôt que sur le droit coutumier britannique basé sur la coutume légale établie par les décisions de justice. Il faut toutefois remarquer que nos statuts ne sont pas un code pénal mais les règlements civils d'une association privée.

La LCI organise ses réunions selon les *Robert's Rules of Order*, qui rassemble la meilleure codification de la procédure parlementaire dans les délibérations formelles d'associations privées. Les *Robert's Rules*, écrites par un officier de l'armée américaine en 1876 s'inspirant de l'expérience des réunions de sa paroisse qu'il avait présidées alors qu'il était stationné à New Bedford, dans le Massachussets, ont des limitations que nous reconnaissons. Les *Robert's Rules* systématisent les pratiques parlementaires de la bourgeoisie révolutionnaire, émanant des institutions créées par le Commonwealth britannique, la Révolution américaine et la Guerre civile américaine, particulièrement telles que concrétisées dans la House of Representatives après que le Nord capitaliste ait vaincu les Confédérés et éliminé l'esclavage légal aux Etats-Unis. Nous cherchons à surmonter ses limites en interprétant ces statuts dans l'esprit de Iakov Sverdlov, l'organisateur bolchévique connu pour l'habileté avec laquelle il présidait les réunions.

Annexe B

La conférence internationale sera organisée sur la base des normes codifiées dans nos Statuts et directives organisationnelles. Les procédures particulières varient en fonction des besoins de la Ligue communiste internationale à des moments différents et ne sont donc pas tracées dans les statuts.

Cet Appel à la Troisième Conférence internationale de la LCI établit la pratique, que nous avons estimée être la plus efficace et la plus démocratique, en 1997, pour la discussion et le débat dans l'internationale. Les futures conférences devraient utiliser cet appel comme guide, tout en faisant les modifications liées aux nécessités du moment. Prenez note

en particulier de la section intitulée « Directives pour l'élection des délégués » qui indique certaines considérations sur les procédures d'élection qui ont eu cours dans le mouvement marxiste, y compris avec quelques exemples négatifs.

Appel à la Troisième Conférence internationale de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

A toutes les sections et tous les membres de la LCI :

Conformément à une motion adoptée par le secrétariat international (SI) le 21 mars 1997, le SI appelle par la présente à la Troisième Conférence internationale délibérative de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). La conférence sera précédée d'une réunion du CEI sortant et suivie d'une réunion du CEI nouvellement élu.

La LCI existe aujourd'hui dans une nouvelle période de l'histoire mondiale, une période caractérisée par les défaites colossales du prolétariat représentées par la contre-révolution capitaliste dans l'ex-Union soviétique et dans toute l'Europe de l'Est. L'exacerbation des rivalités interimpérialistes, ainsi que l'intensification de l'oppression raciste et anti-immigrés et de l'exploitation du travail, ont aussi engendré de puissantes luttes défensives de la part du prolétariat et ont créé une poudrière de mécontentement parmi les couches opprimées et la jeunesse de gauche. Mais 80 ans après la révolution d'Octobre, dont les acquis ont été finalement liquidés par le stalinisme, la conscience politique du prolétariat, au niveau international, a été *rejetée en arrière*. En tant que trotskystes, qui luttons au niveau international pour de nouvelles révolutions d'Octobre, cette conjoncture nous place dans une situation fragile et constitue un défi.

La lutte pour de nouveaux Octobre se base sur deux axes principaux. L'un est la nécessité de préserver l'intégrité programmatique du parti contre les remises en cause internes et externes. Le second est la nécessité de trouver un soutien pour le programme révolutionnaire dans des couches du prolétariat. Ceci s'applique non seulement aux endroits où nous avons déjà des sections nationales, mais nous devons aussi tenir compte de cela dans nos efforts pour implanter le communisme dans d'autres parties du monde. Comme nous l'avons noté, l'impact idéologique du triomphalisme de la bourgeoisie qui prétend que « le communisme est mort » n'est pas uniforme dans le monde entier, et nos possibilités de développement ne sont pas uniformes.

Nous avons opéré d'importants mouvements de nos ressources en cadres depuis la conférence internationale de 1992. Nous nous sommes retirés, avec d'amers regrets et nous l'espérons temporairement, de l'ex-Union soviétique. Nous nous sommes implantés en Afrique du Sud, y compris en recrutant, ce qui est important, des cadres prolétariens à notre parti. Des mouvements de capitaux et la concentration d'un prolétariat relativement neuf et combatif en Asie du Sud-Est ont porté la lutte entre travail et capital dans des régions où cette lutte était jusque-là improbable. Etant donné le besoin urgent de renforcer notre section australienne, qui est dans un état de quasi-effondrement au sommet, le CEI a consciemment décidé d'envoyer une partie de nos ressources en cadres en Australie afin de maintenir une base à partir de laquelle nous pourrions faire un travail en Asie. La LCI a des ressources humaines et matérielles

limitées. La lutte pour étendre notre présence communiste, bien que modelée par les circonstances, et même par le hasard, doit être avant tout fonction d'un calcul – essentiellement le poids et la viabilité du prolétariat dans une région, dépendant de l'accès et des possibilités que nous avons. Une des questions abordées à la Troisième Conférence internationale sera d'évaluer politiquement où nous avons des ouvertures, qui sont toujours temporaires, et comment la LCI peut le mieux les intersecter.

La prochaine période verra probablement l'effondrement et la crise finale du pouvoir stalinien en Chine. Le noyau de la bureaucratie stalinienne chinoise totalement corrompue a opté pour la restauration capitaliste, comme l'a réaffirmé très récemment la décision du congrès national du PCC, en septembre 1997, de privatiser la grande industrie d'Etat. Mais une telle transformation, qui reviendrait à liquider ce qui reste de l'économie planifiée, ne peut être réalisée sans briser la résistance d'une classe ouvrière chinoise de plus en plus combative. Ce qui est posé à brûle-pourpoint, c'est l'alternative : révolution politique prolétarienne ou contre-révolution capitaliste. La réponse à la question « Où va la Chine ? » redéfinira le monde où nous vivons.

La traduction en chinois de la Déclaration de principes de la SL/US et le dernier numéro de *Spartacist*, centré sur la Chine, nous donnent plusieurs outils importants d'intervention, y compris dans la diaspora chinoise. Il faut remarquer qu'il y a aussi une importante population chinoise dans d'autres pays d'Asie. Actuellement, notre présence dans cette région du monde se limite au Japon et à l'Australie, et au travail que nous pouvons faire à partir de ces pays. Pour étendre significativement notre travail dans la région, il faudrait probablement établir une antenne à un endroit situé plus centralement pour notre travail et les possibilités qui se présentent.

Ne pas reconnaître la période dans laquelle nous sommes et le rapport nécessaire de notre petite avant-garde révolutionnaire avec le prolétariat, et le fait que l'Union soviétique n'est plus un facteur actif et déterminant en politique, ont conduit à la désorientation et encouragé des tendances à suivre des programmes politiques et des forces de classe

non prolétariennes. Ces pressions désintégratrices pèsent d'un poids particulièrement lourd sur une petite avant-garde léniniste, avec des forces limitées et sans base sociale dans le prolétariat. Pour creuser et clarifier les questions politiques et nous réorienter dans cette période au niveau international, une conférence internationale déléguée est non seulement désirable, mais nécessaire.

Cette compréhension que la conscience politique du mouvement ouvrier et de la gauche au niveau international connaît un recul historique doit se refléter dans notre propagande, notre agitation, les polémiques contre nos opposants dans la gauche, ainsi bien sûr que dans nos efforts en vue de regroupements révolutionnaires et du recrutement individuel de militants de gauche expérimentés. Le fait que presque tous les membres de la LM/LQB brésilienne n'avaient pas lu *l'Etat et la révolution* de Lénine constitue un avertissement : il ne faut pas présupposer un haut niveau de conscience ou de connaissances politiques dans un groupe, même si celui-ci semble à première vue proche de nous. Notre position et notre attitude vis-à-vis des questions de base comme la religion et l'oppression des femmes seront probablement tout aussi cruciales pour la croissance et le développement de la LCI dans cette période que des questions comme l'application correcte de la tactique du front unique ou le fait de ne pas voter pour un front populaire ou les partis qui le composent.

N'ayant pas de précédents historiques pour nous servir de guide, c'est la clarté programmatique marxiste qui doit nous servir de boussole. Les débats et les batailles politiques internes ont joué et continuent à jouer un rôle essentiel pour défendre le programme révolutionnaire et forger les correctifs politiques nécessaires. La LCI est aujourd'hui plus petite qu'à l'époque de la Deuxième Conférence internationale, il y a cinq ans, principalement à cause du départ de certains cadres expérimentés qui se sentaient usés et avaient perdu espoir. Il y a eu une prise de conscience politique de l'étroitesse nationale, l'impressionnisme pessimiste et l'adaptation à la société bourgeoise, qui étaient implicites dans ces défections et que nous avons combattus dans les

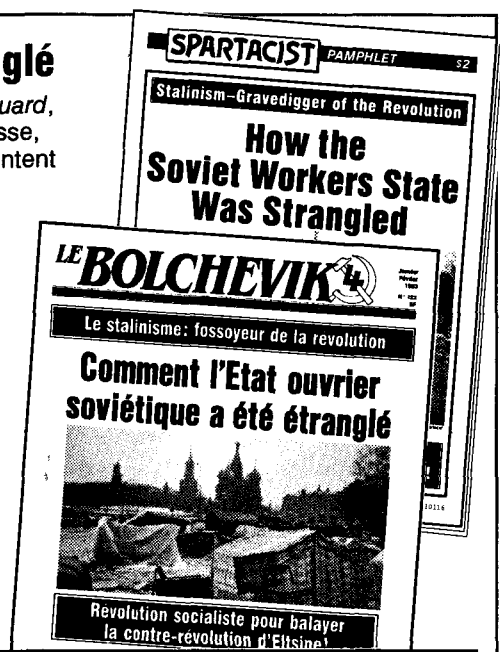
Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé

Cette brochure, en anglais, rassemble plusieurs articles de *Workers Vanguard*, le journal de la Spartacist League/US, et du *Biulleten spartakovtsev* en russe, sur les événements dans l'ex-URSS de 1991 à 1993. Ces articles documentent le déroulement de la contre-révolution à partir du pitoyable putsch du « comité de l'état d'urgence » et du contre-coup d'Etat proimpérialiste d'Eltsine en août 1991 ; ils avancent le programme trotskyste pour résister à la contre-révolution et en renverser le cours. Cette brochure contient aussi plusieurs articles polémiques dénonçant le rôle de nombreux groupes de « gauche » qui ont soutenu la contre-révolution eltsinienne, ainsi que celui des résidus du stalinisme dans l'ex-Union soviétique, dont la banqueroute est illustrée par leur infâme « coalition rouge-brune » avec des nationalistes russes virulents, des monarchistes et des fascistes.

15 FF (64 pages – en anglais)

Une collection de numéros du *Bolchévik* et de *Spartacist* contenant les principaux articles publiés dans cette brochure est disponible en français (15 FF).

Pour toute commande : le Bolchévik, BP 135-10,
75463 Paris Cedex 10, France



deux batailles fractionnelles qui ont eu lieu depuis la dernière conférence internationale et lors desquelles nos objectifs et notre programme ont été remis en cause. Ces batailles politiques bien préparées et bien documentées – d'abord la fraction oppositionnelle constituée par Y. Rad et Hayes, ensuite les machinations souterraines et les adaptations centristes du groupe Norden – sont des batailles qui ont endurci nos cadres contre les pressions de cette période politique.

L'impact de ces mêmes pressions sur les tendances du mouvement ouvrier qui sont nos adversaires est mis en évidence par la disparition pure et simple de certains de nos concurrents, par une nouvelle vague de pseudo-trotskyistes faisant de l'entrisme pabliste dans des formations réformistes plus importantes, et par une frénésie de « regroupement » chez les centristes. La fluidité de la gauche aujourd'hui offre des possibilités à la LCI, notamment dans des régions du monde où nous n'avons pas encore de présence. Notre rupture, principielle, des relations fraternelles avec les opportunistes syndicaux endurcis de la LQB brésilienne (maintenant alliés à l'« Internationalist Group » de Norden) a été une étape nécessaire dans la lutte pour forger des partis trotskystes en Amérique du Sud. Rien ne serait plus mortel qu'une fausse unité avec des centristes. Il est à noter que notre travail, nos polémiques et contacts avec des tendances opposantes dans la région, ont augmenté depuis la rupture de nos relations fraternelles et la publication de notre bulletin trilingue sur la bataille pour forger un parti trotskyste au Brésil.

Le SI a publié une série de bulletins internes (n° 32-42) qui codifient nos ripostes aux remises en cause de notre programme, de l'intérieur ou de l'extérieur.

Un des objectifs importants de la prochaine conférence sera l'adoption d'une déclaration de principes et de statuts internationaux. La Déclaration de principes de la SL/US a bien résisté à l'épreuve du temps. Néanmoins, le fait pour une organisation internationale d'utiliser la déclaration de principes et les statuts d'une de ses sections nationales constitue une anomalie.

Dans une déclaration de principes internationale devra figurer le programme trotskyste de la révolution permanente, qui s'applique aux pays à développement capitaliste retardataire. Devra aussi y figurer un passage sur la conception léniniste de la question nationale, au lieu de traiter simplement de la question noire, car celle-ci concerne uniquement la société américaine. En outre, la déclaration de principes internationale traitera de l'intervention internationale que nous avons été les seuls à mener en opposition à la contre-révolution capitaliste dans les Etats ouvriers dégénéré et déformés, et de notre lutte pour la révolution politique prolétarienne contre les bureaucraties stalinienne, qui ont pavé la voie à la liquidation finale de la Révolution russe.

Afin d'approfondir les connaissances des camarades et d'homogénéiser la compréhension politique des membres de la LCI, il y aura lors de la conférence des sessions de formation sur des questions comme l'impérialisme et la « mondialisation », l'expérience du Comintern des premières années sur la question coloniale et le « front unique anti-impérialiste » contre la révolution permanente. L'impact de l'Islam et son rôle politique dans les points chauds de la lutte entre le travail et le capital, c'est-à-dire à l'extrémité orientale de la ceinture islamique, dans des pays comme l'Indonésie, est proposé comme thème pour une discussion préparée par une commission islamique qui doit être constituée par le SI. L'impact de l'Islam en tant que facteur politique a aussi contribué à mettre fin aux perspectives de tra-

vail de la LCI en Afrique du Nord telles qu'elles avaient été envisagées dans la commission Algérie à la Deuxième Conférence internationale de la LCI en 1992. La commission islamique doit aussi s'intéresser à cette région du monde, ainsi qu'à la façon dont nos sections européennes peuvent intersecter les immigrés du monde arabe, un sujet qui est actuellement en débat dans la section française.

Parmi les autres commissions possibles sur le travail en cours, les problèmes et les possibilités qui se présentent, il y aura une commission finances et peut-être une commission jeunesse. Le besoin prioritaire d'acquérir une base de soutien dans le prolétariat en s'y implantant et en y recrutant plaide pour une commission sur le travail syndical. On recommandera à la conférence une commission des nominations pour entendre les arguments et faire une proposition de liste aux délégués avec voix décisive à la conférence pour l'élection du nouveau comité exécutif international.

Discussion et bulletins de pré-conférence

La discussion de pré-conférence est officiellement ouverte avec cet appel. Outre les bulletins cités plus haut, le SI est actuellement en train de produire un bulletin intérieur sur comment formuler le mieux possible le principe d'opposition à sa propre bourgeoisie dans le contexte de rivalités inter-impérialistes mouvantes et exacerbées. Ceci inclut la riche discussion sur les bases militaires américaines au Japon, ainsi que les discussions sur les troupes irlandaises dans l'OTAN et les troupes italiennes en Albanie. Une réunion élargie du SI projetée pour novembre 1997 discutera un projet de déclaration de principes et un projet de statuts internationaux, qui seront alors rapidement publiés et diffusés sous forme de bulletin de discussion de pré-conférence. Le SI fera circuler les contributions à la conférence dans des bulletins intérieurs supplémentaires, au fur et à mesure des besoins.

Chaque section nationale doit rédiger un document de tâches et perspectives résumant ses principaux problèmes et possibilités dans le cadre de la préparation de la conférence internationale. Dans certains cas il pourra y avoir des questions nécessitant davantage de discussions, que des sections pourront vouloir soumettre aux décisions de la conférence internationale. Parmi les exemples possibles figurent le débat en cours sur la nature de la révolution mexicaine de 1910-1917; les tactiques communistes envers Solidarność en Pologne; la nécessaire mise à jour des « Thèses sur l'Irlande »; il y aura aussi une discussion sur notre position sur la question nationale, telle qu'appliquée au peuple basque; il est à noter qu'actuellement notre section française ne reconnaît l'autodétermination des Basques qu'en Espagne, mais *pas* dans l'hexagone français. A n'en pas douter, de nouvelles controverses vont surgir, et des questions anciennes peuvent être soumises à réexamen.

Des bulletins de discussion de pré-conférence peuvent être publiés par et pour une section nationale particulière: ces bulletins de discussion nationaux sont ouverts à tous les membres de la section en question, qui peuvent écrire sur les sujets proposés pour la discussion à la conférence internationale, ou sur les sujets proposés pour les conférences nationales des sections, ou sur d'autres questions. Cependant, l'*International Discussion Bulletin* n'est, par nécessité, pas ouvert de façon indiscriminée aux contributions de tous les membres pris individuellement. Une fraction constituée conformément aux statuts d'une section, a le droit d'avoir ses textes publiés dans l'*International Discussion Bulletin*. Toute autre contribution sera publiée dans l'*International*

Discussion Bulletin à la discrétion du SI et en consultation avec les directions des sections concernées ; la quantité publiée de textes non fractionnels provenant d'une section particulière tendra à être *à peu près* proportionnelle à la taille de cette section, ou au niveau d'intérêt général de la question particulière en débat.

La tâche de traduire tous les documents de la conférence, même seulement dans les quatre langues principales de la tendance, est malheureusement au-delà de nos moyens techniques actuels. C'est la responsabilité du SI de faire en sorte que, là où c'est nécessaire, les sections traduisent cet appel à la conférence et les projets de déclaration de principes et de statuts internationaux. Les *International Discussion Bulletins* seront publiés en anglais, qui est ce qui dans notre tendance s'approche le plus d'une *lingua franca*.

Toutes les sections ont des moyens de traduction en anglais ; les contributions aux bulletins internationaux de discussion devront donc être traduites en anglais ; l'original et la traduction devront être envoyés au SI, à New York. Là où ce n'est pas possible, le SI ne peut garantir ni une traduction ni donc la publication dans les bulletins, mais il fera au minimum circuler le document dans sa langue originale. Vu ces limitations techniques, les camarades doivent se rappeler qu'il est possible d'énoncer l'essence d'une position politique de façon économique et succincte. Le SI sera généralement en mesure de traduire et d'inclure dans les bulletins des positions présentées de cette façon économique. Les arguments qui les accompagnent peuvent présenter des difficultés de traduction et de production insurmontables, et dans ce cas, afin de garantir que les questions importantes sont examinées de façon suffisamment approfondie, nous nous appuyerons fortement, pour compenser, sur des discussions orales lors de la conférence. Une circulaire donnera ultérieurement les détails techniques des règles à suivre pour soumettre des documents.

Directives pour l'élection des délégués

Les règles uniformes suivantes, établies par le SI en consultation avec le CEI, serviront de guide à l'élection des délégués à la conférence et seront communes aux sections

à part entière et aux sections et groupes sympathisants de la LCI.

Dans la situation actuelle, où les critères d'appartenance à nos différentes sections et sections sympathisantes sont qualitativement similaires, les délégués sont sélectionnés suivant le principe d'une voix par camarade dans la section dans son ensemble, et les délégués ont une voix délibérative égale au nombre de membres en règle qu'ils représentent.

Telle n'était pas la pratique du Comintern des premières années, qui opérait dans des circonstances très différentes. Pour le Premier Congrès, les bolchéviks avaient invité trente-neuf partis ou fractions de gauche de la social-démocratie, syndicats, etc. Trente-cinq délégués, représentant dix-neuf organisations, avaient un vote délibératif. Du fait du blocus impérialiste, six délégués seulement étaient venus de l'extérieur de la Russie. La pratique ultérieure, codifiée lors du Quatrième Congrès, était que le comité exécutif de l'IC décidait du nombre de délégués qu'aurait chaque section ou groupe au congrès mondial. Cependant, le nombre de voix accordé à chaque délégation était décidé lors du congrès « selon l'effectif des partis et la situation politique des pays correspondants » (« Résolution sur la réorganisation de l'Exécutif et son activité future », décembre 1922).

La pratique bureaucratique de Michel Pablo consistait à désigner certains pays comme « importants » (et par conséquent à leur attribuer davantage de poids dans les conférences) et d'autres comme « moins importants » (et bénéficiant de moins de poids). Ceci avantage les membres de certaines sections tout en privant les membres des sections « moins importantes » d'une proportion de leurs voix.

Il est particulièrement important de réaffirmer que les délégués ne peuvent se voir conférer aucun mandat impératif par les sections, les fractions ou n'importe qui d'autre en ce qui concerne leurs positions ou leurs votes à la conférence : les délégués ont non seulement le droit mais le devoir de voter différemment de la position pour laquelle ils ont été élus délégués si leur opinion individuelle change à la lumière de la discussion à la conférence. Procéder autrement serait fondamentalement remettre en cause l'objet même d'une conférence.

Election des délégués

Seuls les membres à part entière du parti dans les sections ou les groupes de la LCI, en règle et qui auront payé le droit de participation à la conférence, pourront être pris en compte pour déterminer le nombre de délégués de chaque section, et pourront voter pour ces délégués. Pour être considéré comme membre à part entière, un camarade, s'il vient d'être recruté, doit à *la fois* avoir été voté membre à part entière avant l'élection des délégués *et* avoir été admis membre stagiaire avant la date de l'appel à la conférence. « En règle » signifie ne pas avoir plus d'un mois entier de retard dans le paiement de ses contributions financières ; autrement dit, un membre doit avoir acquitté sa contribution financière du mois précédant de deux mois celui où a lieu le vote pour élire les délégués. Par exemple, si le vote a lieu en janvier, un camarade doit avoir réglé en totalité sa contribution financière du mois de novembre. Le nombre de voix délibératives allouées aux délégués de chaque section à la conférence sera déterminé au moment du vote pour les positions politiques et les délégués dans chaque section, en fonction du nombre certifié de membres en règle.

Le droit de participation à la conférence se monte à 10 % de la moyenne de la contribution financière payée par le

Disponible en chinois

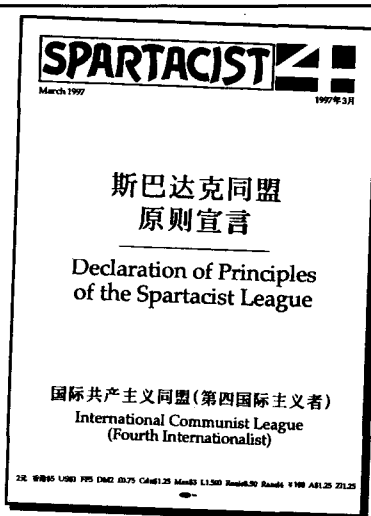
La « Déclaration de principes » adoptée en septembre 1966 par la conférence de fondation de la Spartacist League/US est maintenant disponible dans une édition bilingue chinois/anglais

(10 pages)

France : 5 FF

USA : US\$ 1

Canada : Cdn\$ 1.25



Pour toute commande :

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France

Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO
New York, NY 10116, USA

camarade entre les mois de juillet, août et septembre et devra être payé en totalité au moment du vote.

Chaque section ou groupe doit convoquer, si c'est faisable, une conférence nationale pour élire ses délégués. Si ce n'est pas faisable, une réunion plénière de tout le comité central peut être convoquée pour élire les délégués. Dans certaines circonstances exceptionnelles où l'une et l'autre procédures seraient impossibles en pratique, on peut convoquer une réunion du bureau politique pour élire les délégués, sous réserve d'une consultation exhaustive du comité central. Avant le choix des délégués, le trésorier national doit certifier le nombre de camarades en règle dans la section et qui ont payé leur droit de participation à la conférence.

Dans les sections où existent plus d'un comité local ou comité d'organisation et où une conférence nationale n'est pas possible en pratique, la certification de chaque membre doit être effectuée par les trésoriers locaux ; au moment du choix des délégués, le trésorier national devra avoir fait le compte du nombre total de membres en règle selon les données des trésoriers locaux. La répartition des voix délibératives de la section sera faite en fonction du nombre total de camarades de la section qui seront certifiés en règle par le trésorier. Ce calcul constituera la base du nombre de voix accordées à chaque section lors de la conférence internationale.

Les procès-verbaux de la réunion au cours de laquelle il aura été procédé au vote sur les documents et à l'élection des délégués doivent être amenés pour être présentés à la commission des mandats de la conférence internationale. La liste du nombre de camarades ayant voté pour des positions politiques, les délégués élus et la fraction des voix qu'ils représentent, ainsi que les délégués suppléants élus, doit être établie par le secrétaire à l'organisation, ou le camarade occupant le poste équivalent, signée par lui et présentée au responsable des accréditations à la conférence internationale. Les controverses non résolues sur les délégués, le nombre de membres en règle ou d'autres questions doivent être renvoyés avec la documentation complète devant la conférence internationale, qui statuera.

Le nombre de délégués de chaque section sera déterminé selon le tableau ci-dessous. La taille relative de la section est une considération importante dans le choix que nous avons fait pour déterminer le rapport membres : délégués. Plus la section est grande, plus ce rapport sera élevé :

Taille de la section	Rapport [membres : délégués]
100 membres ou plus	27 : 2
13 à 99 membres	9 : 2
12 membres ou moins	7 : 2

Un délégué ne peut détenir moins de 14/27 ou plus de 1 + 13/27 vote.

Là où existent des divisions fractionnelles, l'élection des délégués sera régie par la procédure décrite dans l'annexe à cet appel. En l'absence de division fractionnelle, l'élection des délégués se fera sur la base du « Mémoire sur les tâches et perspectives » adopté par le comité exécutif international lors de sa réunion délibérative de janvier 1996. Ce document garde son utilité en tant que concentré des principaux problèmes, possibilités qui se présentent et tâches de la LCI dans cette période. Il doit maintenant exister dans les principales langues de toutes les sections de la LCI, sous la forme finale publiée et diffusée en anglais en mars 1996.

Les divisions fractionnelles sont basées sur des votes pour

des documents écrits. Seul un vote *pour* une position définie *par écrit* dans un document, une déclaration ou un amendement international, national ou local sera considéré comme une base valable pour élire des délégués à la conférence internationale. Si la position pour laquelle on vote n'est pas le Mémoire du CEI sur les tâches et perspectives, cette position doit être *votée en opposition* au Mémoire du CEI ou à une partie de celui-ci. Les votes négatifs, les abstentions, NPPV [ne prend pas part au vote] ou l'absence lors de la réunion ne constituent pas des positions affirmatives sur la base desquelles élire des délégués.

Quand les délégués internationaux sont élus lors d'un plénum, ou par un vote à distance du CC, et non par une conférence nationale, seules les positions des membres à part entière du comité central sont décisives pour établir l'existence de divisions ; le comité central établira alors une liste de délégués à la conférence internationale, divisée proportionnellement selon les divisions fractionnelles indiquées par cette prise de position de la part des membres à part entière du comité central. Ainsi, dans cette situation, seules les divisions fractionnelles reflétées dans le comité central seront représentées par des délégués à la conférence internationale.

Pour l'élection des délégués, les divisions fractionnelles doivent être basées sur la *contreposition de déclarations de position écrites* qui s'opposent l'une à l'autre au moment du vote. Après le vote pour définir les positions, ceux qui auront voté pour chacune des positions se réuniront séparément pour choisir leurs délégués. La conférence nationale ou le plénum tout entier certifieront les résultats et donneront les accréditations des délégués.

Le vote par procuration de membres absents au moment de l'élection des délégués est propice aux ambiguïtés et aux manipulations, et *ne* devrait *pas* être encouragé. Par exemple, si le membre en question est absent pour raison de travail, il faut pour valider un vote par procuration apporter la preuve qu'il sera licencié s'il s'absente de son travail. Si le camarade invoque son état de santé, alors une preuve concrète d'une maladie incapacitante doit être présentée. Les vacances sont manifestement des absences volontaires.

Les camarades qui remplissent par ailleurs les conditions pour prendre part au vote, mais qui sont absents de leur section du fait d'une tâche spécifique du parti, comme le travail dans une antenne, peuvent voter par procuration dans la dernière section dont ils ont été membres en règle. Ils seront également comptés dans l'effectif total de la section à laquelle ils appartiennent. Les camarades qui viennent d'être transférés dans une autre section voteront, en personne ou par procuration, dans la section dont ils étaient membres pendant la plus grande partie de la période de préconférence. Dans tous les cas de vote par procuration, une déclaration de position écrite et sans ambiguïté doit être présentée par le membre absent.

Remarquons que les procédures d'élection des délégués et de représentation présentées ici sont basées sur la nécessité d'avoir la discussion et le débat les plus efficaces et *les plus démocratiques* pour cette conférence particulière, mais ces procédures ne constituent pas en tant que telles, dans leur expression spécifique, des normes.

Délégués fraternels et suppléants

Le SI recommande que la conférence internationale accorde le statut de délégué fraternel (droit de parole et vote consultatif) aux membres du CEI sortant qui n'auront pas

été élus délégués avec voix délibérative. Les membres du CEI dans les différentes sections devraient chercher à se faire élire délégués avec voix délibérative, en fonction de considérations extrêmement variables, dont la possibilité que d'autres ont d'assister à la conférence, les contraintes financières, et en particulier l'existence de camarades autres que les membres du CEI sortant ayant des qualifications comparables. Etant donné l'importance des questions que la conférence aura à discuter et à trancher, chaque section doit élire la délégation la plus qualifiée. Un nombre très limité de délégués suppléants peuvent aussi être élus, sans dépasser un pour deux délégués et en proportion décroissante de la taille de la délégation, en gardant en tête la faisabilité financière et l'avantage d'avoir des délégués relativement qualifiés.

Lors de la conférence, seuls les délégués à part entière, les suppléants siégeant pour un délégué à part entière et les délégués fraternels auront normalement le droit de parole. Tous les délégués avec droit de parole auront le même temps de parole dans les tours de discussion, quel que soit leur statut ou le poids de leur vote. Lors des votes, les délégués ou les suppléants qui siègent à leur place auront une voix délibérative ; les délégués fraternels auront une voix consultative. La pratique de la norme léniniste veut que les sessions sur les questions organisationnelles ou les

questions de personnel se tiennent à huis clos et que n'y participent que les délégués à part entière, les suppléants siégeant à la place d'un délégué à part entière, et les délégués fraternels.

Les membres de la LCI qui ne seront pas délégués sont invités à assister à la conférence en tant que visiteurs. Des sympathisants et des membres de la jeunesse peuvent être invités à assister à la conférence internationale, sous réserve d'approbation par le centre national de chaque section et par le SI. Tous les visiteurs paieront un droit d'entrée équivalent à dix dollars américains. L'assistance de représentants d'autres tendances sera du ressort du SI.

Finances de la conférence

Les camarades doivent comprendre que pour une conférence déléguée, ce qui importe c'est de faire en sorte que les délégués puissent assister à la conférence. Le paiement d'un droit de participation à la conférence a donc pour but d'aider à subventionner les délégués *relativement indigents*, conformément à ce que le SI décidera. Les visiteurs non-délégués qui n'ont pas le statut de délégué fraternel ni d'invitations spéciales devront couvrir tous leurs propres frais, ou ne pas assister à la conférence.

Secrétariat international
4 octobre 1997

Division fractionnelle

Dans une situation où existent des divisions fractionnelles, la formule générale suivante est plus ou moins la seule manière pour que compte la voix de chaque membre à part entière de la LCI, jusqu'à la plus petite fraction spécifiée par le rapport membres : délégués. Si un ou plusieurs camarades dans une section donnée, partageant une position avec d'autres dans d'autres sections, ne peuvent recueillir les voix suffisantes pour nommer ne serait-ce qu'un délégué partiel, soit un minimum de 14/27 pour cette conférence, ou par ailleurs, s'ils ne peuvent pas envoyer (tous) les délégués auxquels ils ont droit, ils peuvent transférer leur nombre de voix délibératives aux délégués d'autres sections, de telle sorte qu'ils puissent être représentés à la conférence. Cependant, si, en tant que dissident, on a dans toute l'organisation internationale un soutien totalisant moins de la moitié des voix nécessaires pour avoir un délégué avec un poids électoral de 1, on ne peut avoir aucun vote délibératif dans la conférence.

L'appel à la conférence spécifiera le rapport membres : délégués, de telle sorte que m membres auront un délégué avec un poids électoral de 1 (ce rapport m varie selon la taille de la section ; m ne sera jamais un nombre pair). Si des délégués à une conférence nationale, dont le vote au total représente n membres de cette section, votent *pour* une déclaration écrite opposée à une autre déclaration (s'il y a une division fractionnelle dans l'organisation), alors un certain nombre de délégués seront élus sur la base de cette déclaration.

Le nombre de délégués pour chaque déclaration est calculé comme suit : divisez n par m . Le résultat sera $d + x/m$, où d est un nombre entier et x un reste inférieur à m . Notez que puisque le rapport membres : délégués m n'est pas un nombre pair, x/m sera toujours supérieur ou inférieur à $1/2$, mais jamais égal à $1/2$. Les délégués d'une section nationale donnée n'auront pas nécessairement le même nombre de voix (voir ci-dessous). On dira d'un délégué pour qui ont

voté exactement m membres qu'il a un poids électoral de 1.

Si $x/m > 1/2$, un délégué supplémentaire avec un poids électoral de x/m sera élu. Si $x/m < 1/2$, le poids électoral sera réparti le plus uniformément possible entre les délégués représentant cette position, les délégués à part entière ayant reçu le plus grand nombre de voix (ou sélectionnés par d'autres moyens) bénéficiant de la part la plus importante. Notez que dans les deux cas, le nombre réel de voix attribuées à un délégué donné est déterminé en multipliant le poids électoral du délégué par le rapport membres : délégués m .

Voici un exemple : soit la section Z, qui a 23 membres en règle. Supposons que ces 23 membres ont tous assisté à la conférence nationale non déléguée, que 19 ont voté pour la déclaration A, tandis que 3 ont voté pour la déclaration B contreposée et qu'1 s'est abstenu. L'abstention réduit la taille effective de la section, pour ce qui est du choix des délégués, à 22. D'après la formule, pour une section avec 22 membres le rapport membres : délégués est $m = 9/2 = 4,5$. Par conséquent, la section Z a droit à 5 délégués, répartis comme suit :

a) Les 19 membres qui ont voté pour la déclaration A élisent 4 délégués. Deux ont un poids électoral de $10/9$; deux autres ont un poids électoral de $9/9$, c'est-à-dire de 1. Multipliez ces nombres par le rapport $m = 4,5$ pour calculer le nombre de voix attribuées à chaque délégué. Par conséquent :

19 divisé par 9/2 = 38/9 = 4 2/9

2 délégués avec un poids de $10/9 \times 4,5 = 5$ voix par délégué

2 délégués avec un poids de $9/9 \times 4,5 = 4,5$ voix par délégué

b) Les 3 membres qui ont voté pour la déclaration B élisent un délégué, avec un poids électoral de $6/9$. Par conséquent :

3 divisé par 9/2 = 6/9

1 délégué avec un poids de $6/9 \times 4,5 = 3$ voix ■

« Livre noir »...

Suite de la page 56

de Mengistu en Ethiopie dans les années 1970-1980, et même les victimes du « Front patriotique rwandais » afin de parvenir à un total fantastique qui, d'après Stéphane Courtois, le coordinateur de ce livre, « approche la barre des cent millions de morts » soi-disant causés par le communisme.

Certes, ce n'est pas nouveau que des idéologues réactionnaires s'embarquent dans des croisades anticommunistes (cf. « Leonard Schapiro, *Lawyer for Counterrevolution* », *Spartacist* édition anglaise n° 43-44, été 1989). Ni que des sociaux-démocrates (et des anarchistes) se battent avec des politiciens bourgeois de droite à qui sera le plus anticommuniste (cf. « Robin Blick : *Menshevik Dementia* », *Spartacist* édition anglaise n° 49-50, hiver 1993-1994). Les réformistes ont épousé le chauvinisme de leur propre bourgeoisie et c'est sur cette base qu'ils s'enrôlent dans ses campagnes antirévolutionnaires.

Aujourd'hui, Robert Hue, dirigeant du PCF, se joint à la cause des sociaux-démocrates « traditionnels ». Le PCF est tout aussi traître, chauvin et réformiste que le PS. Mais de la part des héritiers de ces mêmes stalinien qui ont donné une si mauvaise réputation au communisme, il faut tout de même n'avoir particulièrement pas de complexes pour se joindre avec autant de fougue au cœur de ceux qui chantent la « mort du communisme ». Le lendemain de la publication du *Livre noir*, le 7 novembre, l'éditorialiste de *l'Humanité* déclarait : « la révolution russe a enfanté d'un monstre qui, au fil du temps, a englouti des millions d'hommes. » Hue déclare que l'Union soviétique a un bilan qui « n'était pas globalement positif [...]. Il est négatif, monstrueux même à bien des égards » (*l'Humanité*, 5 décembre 1997). Quant à la soi-disant « extrême gauche », qui a fait cause commune avec tous les antisoviétiques pro-impérialistes ces vingt dernières années, elle se trouve assez désarmée face aux mensonges galvaudés du *Livre noir*.

Le capitalisme et les assassinats en masse

Le but du *Livre noir* (qui a été traduit en 13 langues) est de discréditer la révolution d'Octobre afin, espèrent-ils, de se débarrasser pour toujours du danger de nouveaux Octobre. La technique, c'est essentiellement de mettre un signe d'égalité entre communisme et fascisme. C'est le vieux cri de guerre des apologistes réactionnaires du fascisme qui cherchent ainsi non seulement à salir l'idée du communisme mais aussi à banaliser les crimes innombrables et sans pareils de l'Holocauste nazi, le massacre de millions de personnes avec le plan délirant d'éliminer des peuples entiers de la surface du globe. Tout comme leurs prédécesseurs réactionnaires, Courtois et Cie font l'amalgame entre le communisme et le fascisme, mettant au pinacle la démocratie bourgeoise comme un principe qui transcende tout, et décrivant le communisme et le fascisme comme des systèmes totalitaires. Le fascisme est une forme de domination *capitaliste*, à laquelle la bourgeoisie a recours in extremis, mettant au rancart la démocratie bourgeoise pour pouvoir maintenir sa domination de classe, comme l'a fait la bourgeoisie allemande quand elle a donné le pouvoir à Hitler en route vers la Deuxième Guerre mondiale.

Les auteurs du *Livre noir* prétendent que l'Allemagne nazie était le seul Etat capitaliste important qui ait commis des crimes contre l'humanité à une échelle massive au XX^e siècle. Tous les Algériens et les Vietnamiens savent bien que

ce n'est pas vrai ! Pour essayer de noyer dans le sang la guerre d'indépendance algérienne, les impérialistes français ont assassiné un million de personnes, plus du dixième de la population totale. Cette sale guerre coloniale a été menée en grande partie sous le gouvernement du socialiste Guy Mollet. A Madagascar en 1947, les impérialistes français auraient massacré 80 000 personnes. En Indochine entre 1946 et 1954, les chiffres varient de 800 000 à 2 millions de morts (Gilles Perrault, *le Monde diplomatique*, décembre 1997). L'impérialisme américain, qui, dans le cadre de sa « guerre pour la démocratie » a lancé la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki, tuant des centaines de milliers de civils japonais, a pris le relais de la France en Indochine, assassinant 2 millions de personnes, dont les deux tiers étaient des civils.

Les crimes indubitablement atroces de Pol Pot au Cambodge ont une dette immense envers l'impérialisme US. Les Khmers rouges avaient hérité d'un pays ravagé par plus d'un million de tonnes de bombes américaines, qui avaient tué, estime-t-on, 600 000 personnes (dans un pays de 7 millions d'habitants), détruit l'économie et le niveau culturel du pays, et gonflé la population de Phnom Penh à cinq fois ce qu'elle était avant la guerre: Le Cambodge de Pol Pot n'a jamais été un Etat ouvrier, même déformé. Lorsqu'ils ont chassé les impérialistes et leurs fantoches, le premier acte des Khmers rouges (une couche extrêmement mince de dirigeants à la tête d'une armée paysanne et qui craignait de ne rien pouvoir contrôler qui soit plus organisé qu'un village) a été de raser les villes, de détruire le minuscule prolétariat qu'il y avait et de déporter pratiquement toute la population dans ce qui était en fait des camps de travail où les conditions de survie étaient sub-minimales.

L'idéologie de Pol Pot était l'antithèse du programme du communisme selon lequel l'industrialisation et le progrès technologique sont la base matérielle d'une société socialiste dans laquelle le potentiel humain peut se développer librement et pleinement grâce à une abondance pouvant satisfaire les besoins de tous. L'idée des Khmers rouges c'était de détruire toute vie intellectuelle et urbaine et de réaliser l'« égalité » en réduisant tout le monde au niveau le plus bas. Du point de vue philosophique, ce sont les enfants de Jean-Jacques Rousseau et de son idéal de « retour à la nature », ainsi que de ses héritiers actuels, les adeptes de l'« écologie » qui pensent que tout le monde devrait consommer moins, y compris les masses affamées du tiers monde.

Il n'est pas surprenant non plus que ceux qui dénoncent aujourd'hui les crimes de Pol Pot comme un exemple des crimes du « communisme » semblent oublier qu'il était soutenu par l'impérialisme US la plupart du temps et que ce sont les stalinien vietnamiens qui ont mis fin à sa tyrannie.

Le nazisme et l'ordre bourgeois

La « technique » de Courtois c'est de produire des « statistiques » absurdes pour prouver que les communistes ont tué plus de gens que les fascistes. Sa thèse c'est que « le système communiste comporte, quoique à des degrés divers, une dimension fondamentalement criminelle », comparable à, sinon pire que le nazisme : « Les faits sont pourtant têtus et montrent que les régimes communistes ont commis des crimes concernant environ cent millions de personnes, contre environ 25 millions de personnes au nazisme. » Courtois parle de « logique génocidaire », de « crime de masse », « crime systématique », « crime contre l'humanité ».



Süddeutscher Verlag



Sans crédit

Crimes du capitalisme français : Les Juifs arrêtés par les autorités françaises pendant la Deuxième Guerre mondiale étaient jetés dans des camps de concentration comme celui de Pithiviers (à gauche), avant d'être expédiés dans les camps de la mort nazis. A droite, des soldats de l'armée française pendant la Guerre d'Algérie : Pour maintenir l'Algérie sous le joug du colonialisme, la bourgeoisie française a massacré plus d'un million de personnes avant d'être vaincue grâce à la lutte héroïque du peuple algérien.

Ce qui est frappant, c'est combien les calomnies anticommunistes de Courtois ressemblent, tant pour la forme que pour le fond, à *Mein Kampf*, l'infâme ouvrage d'Hitler. Hitler y déclare que les Juifs, fondateurs et organisateurs du marxisme, ont montré leur véritable visage en Russie, où ils ont « tué (quelquefois avec de terribles tortures) ou fait mourir de faim avec une sauvagerie véritablement fanatique près de 30 millions de personnes ». Selon *Mein Kampf*, les dirigeants de l'Union soviétique étaient « des criminels tachés de sang [qui ont] tué et exterminé des millions d'intellectuels éminents, tellement était sauvage leur soif de sang [...] et exercé la tyrannie la plus cruelle de tous les temps » (cité dans *Why Did the Heavens Not Darken ?* de Arno J. Mayer, 1988).

Le Livre noir est au service de l'objectif actuel de la bourgeoisie qui aimerait pouvoir réviser l'histoire et se dissocier des horreurs d'Hitler et de l'Holocauste. Mais les nazis n'étaient pas un phénomène isolé. Ils se proclamaient les défenseurs de l'« Occident » contre la menace des « judéo-bolchéviques » à l'ordre mondial et ils étaient vus par beaucoup comme tels. Le fascisme hitlérien était l'expression la plus jusqu'au-boutiste et la plus idéologique de la lutte implacable de la bourgeoisie contre le communisme.

Courtois reprend ouvertement les thèses d'Ernst Nolte, idéologue de la droite pro-nazie allemande, qui insistait que les véritables inspirateurs de la barbarie nazie étaient les bolchéviques et que le degré et les « techniques de violence de masse » avaient été inaugurés par les communistes. Le rapport qu'il y a en fait entre le programme du communisme et le fascisme hitlérien c'est qu'ils sont exactement aux antipodes l'un de l'autre. Le communisme authentique veut la libération de l'humanité toute entière alors que le fascisme est le paroxysme du racisme de la société bourgeoise et de la barbarie capitaliste. La seule « responsabilité » du communisme vis-à-vis d'Hitler, c'est que l'anticommunisme était, avec l'antisémitisme, le pilier de l'idéologie hitlérienne. C'est parce qu'elle avait peur que le puissant mouvement ouvrier allemand suive l'exemple de la révolution d'Octobre que la bourgeoisie allemande a donné le pouvoir aux gangsters nazis.

La bourgeoisie française vient justement de conclure le procès contre son fidèle serviteur Maurice Papon. Haut dignitaire du régime de Pétain allié à Hitler pendant la Deuxième Guerre mondiale, il a organisé en France la déportation de Juifs vers les camps de la mort nazis. En 1961, alors qu'il était préfet de police à Paris, plus de 300 Algériens qui manifestaient pacifiquement pour l'indépendance de l'Algérie à Paris ont été assassinés sous ses ordres. A la fin du procès, Papon a écopé de deux jours de prison effective. Manifestement, la cour a reconnu, à l'inverse de Courtois, que la question de savoir si quelqu'un est un « criminel de guerre » dépend de *quelle classe* il a servi.

Pour les auteurs du *Livre noir*, aucune situation historique concrète ne vaut une analyse avec un minimum de sérieux. Par exemple, dans le passage sur l'Afghanistan, Sylvain Boulouque consacre seulement deux lignes aux massacres commis par les égorgés *moudjahiddin* soutenus par la CIA, qui, aujourd'hui au pouvoir, lapident les femmes qui osent sortir de chez elles sans un voile les couvrant de la tête aux pieds. Et en tout cas il fait porter le blâme de ces crimes à l'Union soviétique : « Les résistants afghans ont eux aussi perpétré des massacres. Si elles ne sont pas évoquées ici, les exactions de la résistance demeurent inacceptables et inexcusables. [...] Il n'en demeure pas moins que la responsabilité des événements qui sont advenus en Afghanistan incombent [sic] directement aux communistes et à leurs alliés soviétiques. »

Le livre manque tellement de sérieux que les auteurs ne prennent même pas la peine de se mettre d'accord entre eux pour sortir une histoire cohérente. Nicolas Werth, l'un des auteurs du *Livre noir*, lorsqu'il veut montrer que le Parti bolchévique avait suffoqué le pouvoir des soviets immédiatement après la prise du pouvoir, pour prétendre que le stalinisme serait l'enfant légitime du léninisme, déclare : « En quelques semaines, ces institutions [comités d'usine, syndicats, partis socialistes, comités de quartier, Gardes rouges et, surtout, soviets] furent dessaisies de leur pouvoir, subordonnées au Parti bolchevique ou éliminées. » Mais plus loin, le même Nicolas Werth, voulant montrer que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviques reflétaient l'existence

d'une opposition à l'intérieur de la société, déclare le contraire et il en ressort un tout petit peu de la vérité :

« Le printemps 1918 était, en réalité, un moment clé où les jeux n'étaient pas encore faits ; les soviets, qui n'avaient pas encore été muselés et transformés en simples organes de l'administration étatique, étaient le lieu de véritables débats politiques entre les bolcheviks et les socialistes modérés. Les journaux d'opposition, bien que quotidiennement poursuivis, continuaient d'exister. La vie politique locale connaissait un foisonnement d'institutions concurrentes. »

Le Monde du 14 novembre 1997 a publié un article de l'historienne Lilly Marcou qui montre que Werth a multiplié par dix le nombre des victimes de la terreur stalinienne par rapport aux chiffres que le même Werth avait publiés quatre ans plus tôt. Pourquoi *le Monde* (ainsi que toute l'extrême gauche « critique » du *Livre noir*), prétend-il que la contribution au livre de ce charlatan est la plus sérieuse et la plus scientifique ? Parce que c'est à Werth qu'incombe principalement la tâche de faire l'amalgame entre Lénine et Staline et de faire porter à Lénine la responsabilité des crimes de Staline, le fossoyeur de la révolution d'Octobre.

Parfois le livre devient carrément grotesque : les bolchéviks sont accusés d'avoir « délibérément acculé à la famine » l'Ukraine « provoquant la mort de cinq millions de personnes ». L'exécution de la famille royale des Romanov par les bolchéviks après la prise du pouvoir est présentée comme un règlement de comptes personnel de Lénine dont le frère avait été tué par le régime tsariste après la tentative d'assassinat contre le tsar Alexandre III en 1887, et ainsi de suite.

Mais les mensonges, les absurdités historiques et les aspects grotesques du livre ne diminuent pas l'aspect fondamentalement sinistre du *Livre noir*. Dans l'introduction, Stéphane Courtois est préoccupé parce que les symboles de la révolution « - drapeau rouge, Internationale, poing levé - resurgissent lors de chaque mouvement social d'envergure » et que « des groupes ouvertement révolutionnaires sont actifs et s'expriment en toute légalité ». Ceci, de même que l'appel répété à un tribunal de Nüremberg pour les crimes du communisme, repris en chœur par les fascistes du Front national, est un appel direct à la répression de l'Etat contre les organisations et les personnes qui se tournent vers le communisme.

La continuité des bolchéviks, c'est le trotskysme

Exactement comme leurs nombreux prédécesseurs de la guerre froide, les auteurs du *Livre noir* acceptent et répandent le mensonge bourgeois selon lequel le stalinisme est l'enfant légitime du léninisme. L'argument principal auquel ils ont recours, c'est que les Procès de Moscou des années 1930 et les goulags staliniens ont leurs racines dans la révolution d'Octobre elle-même, et, en particulier, dans la « terreur rouge » des bolchéviks pendant la guerre civile de 1918-1921.

En réalité, la prise du pouvoir par les soviets au début de novembre 1917 s'est produite pratiquement sans effusion de sang. La bourgeoisie russe était si impuissante, si compromise par la guerre et son résultat, si démoralisée par le régime de Kérensky, qu'elle n'avait pas osé opposer de résistance. Le pouvoir de Kérensky à Petrograd fut renversé pratiquement sans bataille. Il y eut un peu plus de résistance à Moscou. En province, en général un télégramme de Petrograd ou de Moscou suffisait pour transférer le pouvoir aux soviets. Il n'y eut presque pas d'arrestations. Les ministres de Kérensky furent libérés peu après la révolution. Au début, la révolution fit

preuve du même genre de « générosité » que la Commune de Paris. Par exemple, le général cosaque Krasnov, qui avait marché sur Petrograd avec Kérensky immédiatement après la prise du pouvoir par les Soviets, fut emprisonné et libéré sur parole le lendemain. Une fois libéré il rejoignit immédiatement les rangs de la contre-révolution et, après avoir tué des milliers de communistes, marcha à nouveau sur Petrograd avec l'armée de Youdénitch.

Ce n'est que lentement et progressivement que la répression prolétarienne devint plus sévère, au fur et à mesure que s'intensifiait l'activité contre-révolutionnaire : après l'exécution en masse de communistes pendant le soulèvement des Tchécoslovaques sur la Volga organisé par les Cadets (démocrates constitutionnels bourgeois), les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ; après l'attentat contre Lénine, l'assassinat d'Ouritsky, etc. Les contre-révolutionnaires locaux recevaient constamment le soutien des impérialistes « démocratiques ». L'ambassade de France organisa le soulèvement de Yaroslav, en 1918, qui fit de nombreuses victimes. L'« empire » de l'amiral Koltchak, poussé par la finance américaine, reçut le soutien de l'état-major tchécoslovaque avec l'aide du gouvernement français. Krasnov et Kalédine, à la tête de la contre-révolution sur le Don, étaient soutenus militairement et financièrement par l'Allemagne. En tout ce sont quatorze armées impérialistes, au côté des contre-révolutionnaires locaux, qui ont envahi le nouvel Etat ouvrier, dévasté le pays, massacré les Rouges et terrorisé les communautés juives.

Le fait même que le prolétariat révolutionnaire russe, sorti décimé de la Première Guerre mondiale et dans un pays économiquement dévasté, ait été capable de gagner la guerre civile est une preuve irréfutable de la profondeur du soutien à la cause révolutionnaire. Les ouvriers se sont battus héroïquement ; ils étaient tellement prêts à se sacrifier que les couches du prolétariat les plus conscientes ont été pratiquement exterminées. Les paysans, devant le choix entre les Blancs qui leur reprenaient leurs terres et les Rouges qui ne faisaient que réquisitionner leur grain pour alimenter les villes, optèrent pour les Rouges. Si les bolchéviks n'avaient pas utilisé *tous* les moyens nécessaires pour assurer la victoire, cela aurait été un *crime*. Léon Trotsky, commandant de l'Armée rouge pendant la guerre civile, a admirablement expliqué cela :

« La classe ouvrière, qui s'est emparée du pouvoir en combattant, avait pour tâche et pour devoir de l'affermir inébranlablement, d'assurer définitivement sa domination, de couper toute envie de coup d'Etat chez ses ennemis et de se donner, par cela même, la possibilité de réaliser les grandes réformes socialistes. Ou alors il ne fallait pas prendre le pouvoir. [...] Mais la révolution exige en revanche de la classe révolutionnaire qu'elle mette tous les moyens en œuvre pour atteindre ses fins ; par l'insurrection armée, s'il le faut ; par le terrorisme, si c'est nécessaire.

[...]

« L'histoire n'a trouvé jusqu'ici d'autres moyens de faire avancer l'humanité qu'en opposant toujours à la violence conservatrice des classes condamnées la violence révolutionnaire de la classe progressive. »

– *Terrorisme et communisme* (1920)

L'Etat ouvrier qui a émergé de la Révolution bolchévique reposait sur l'internationalisme prolétarien et la démocratie soviétique, c'est-à-dire le pouvoir des conseils ouvriers dont les délégués étaient élus démocratiquement par les ouvriers. Mais les années de guerre civile et d'étranglement impérialiste dévastèrent l'économie et décimèrent le prolétariat, en particulier sa couche la plus consciente, ce qui permit que

se développe une couche bureaucratique à l'intérieur du parti et dans l'appareil d'Etat. Il n'y avait pas que les dirigeants bolchéviques, les masses ouvrières aussi pensaient que l'extension de la révolution à d'autres pays était la clé de la survie pour la République des Soviets. Mais beaucoup de soulèvements prolétariens en Hongrie, en Allemagne, en Pologne, en Bulgarie, en Italie et ailleurs furent réprimés.

Sur la base de la démoralisation répandue, du fait de la défaite de la Révolution allemande de 1923, et alors que Lénine était sur son lit de mort, la bureaucratie dirigée par la « troïka » de Staline, Zinoviev et Kamenev, prit le contrôle lors de la Treizième Conférence du parti en janvier 1924 et fit une véritable *contre-révolution politique*. Après janvier 1924, les personnes qui dirigeaient l'URSS, la façon dont l'URSS était dirigée, et le but dans lequel elle l'était, avaient totalement changé (cf. « When Was the Soviet Thermidor ? », *Spartacist* édition anglaise n° 43-44, été 1989). Quelques mois plus tard, le programme de cette couche sociale conservatrice trouva son expression dans la doctrine antimarxiste du « socialisme dans un seul pays ». Le dernier combat politique de Lénine, qu'il mena en bloc avec Trotsky, fut *contre* Staline et la bureaucratie naissante, en particulier contre ses manifestations de chauvinisme grand-russe et d'arrogance brutale.

Sur le terrain de l'internationalisme révolutionnaire du programme bolchévique, Trotsky et l'Opposition de gauche continuèrent donc la lutte pour le léninisme contre la bureaucratie stalinienne. *Ce sont les trotskystes qui représentent la continuité du communisme et non ceux qui les ont assassinés, comme les idéologues de la « mort du communisme » voudraient nous le faire croire.* Le but de la terreur stalinienne c'était de réprimer et d'intimider le prolétariat dont la bureaucratie avait usurpé le pouvoir politique ; c'était aussi et surtout d'extirper et de détruire toute loyauté envers l'Opposition de gauche et son programme de révolution socialiste internationale. A la fin des purges, de tout le comité central qui avait fait la Révolution bolchévique, Staline était le seul qui restait ! Le stalinisme ne représente pas le léninisme mais sa négation. Pour consolider son pouvoir et pouvoir prétendre qu'il était le « successeur de Lénine », Staline a dû assassiner tous les « vieux bolchéviks » et détruire l'avant-garde du prolétariat toute entière. Ce n'est pas un hasard si les Procès de Moscou n'ont guère posé de problèmes aux bourgeoisies impérialistes de l'époque. Comme Trotsky le faisait remarquer dans *Leur morale et la nôtre* (février 1938) : « [La grande bourgeoisie] observa non sans satisfaction, quoique en affectant une certaine répugnance, l'extermination des révolutionnaires en U.R.S.S. »

C'est l'Armée rouge qui a écrasé les nazis – malgré Staline

Le Livre noir, justification idéologique de la domination brutale du capital sur le travail dans le monde post-soviétique, va jusqu'à proférer que l'holocauste du XX^e siècle c'était le communisme, pas le nazisme. Le titre lui-même cherche à reléguer dans l'oubli *le Livre noir du nazisme* qui décrivait l'horreur du nazisme sur le front russe.

Mais c'est l'Armée rouge qui a stoppé Hitler et sa terreur génocidaire, et libéré les camps de la mort nazis d'Auschwitz, Sachsenhausen, etc. La marche sur Berlin et la destruction du Troisième Reich par l'Union soviétique c'était la libération de l'Europe du fléau nazi. Le 8 mai 1945, c'est le jour de la victoire contre les nazis par l'Armée rouge. C'est cette vérité que *le Livre noir* cherche à faire disparaître.

Sur ces mensonges aussi Courtois n'est pas un débutant. Dans son livre *le PCF dans la guerre* (1980) il ne pouvait entièrement passer sous silence Stalingrad et Koursk, deux batailles gagnées par l'Armée rouge qui avaient scellé le sort de l'armée nazie. Il a donc pris soin de les relativiser en cherchant en même temps à faire passer pour décisives quelques escarmouches comme la bataille d'El Alamein en Egypte. Mais c'est le peuple soviétique qui a supporté le plus gros fardeau de la guerre, avec 27 millions de morts, et c'est l'Armée rouge qui a brisé l'échine du pouvoir nazi : 80 pour cent des pertes totales de l'armée allemande pendant la guerre ont été essuyées sur le front russe. Ce qui préoccupait principalement les impérialistes anglo-américains c'était de lutter pour leurs possessions coloniales en Afrique et surtout de mettre la main sur l'Asie, contre leurs rivaux japonais.

Quand les impérialistes « alliés » ouvrirent finalement le fameux « second front » avec le débarquement en Normandie en juin 1944, c'est parce qu'ils craignaient de plus en plus que toute l'Europe ne devienne communiste dans la foulée de la victoire de l'Armée rouge. Les trotskystes hollandais du CRM comprirent très clairement que le débarquement « allié » était dirigé contre l'expansion soviétique et contre le danger de révolutions prolétariennes en Europe de l'Ouest, et non contre les nazis (voir *Cahiers Léon Trotsky* n° 43, septembre 1990). D'ailleurs c'est délibérément que les quartiers ouvriers de Dresde et de Hambourg furent rasés par les bombardements « alliés », tout comme de meurtriers bombardements « alliés » anéantirent une grève générale à Marseille fin mai 1944, à quelques jours du débarquement « allié ». Jusqu'au dernier moment les nazis eux-mêmes entretenaient l'idée d'une paix séparée avec les impérialistes « démocratiques ». Et dans la défaite, les criminels de guerre nazis n'avaient peur que de la vengeance de l'Armée rouge et se marchaient sur les pieds les uns des autres dans leur précipitation pour arriver jusqu'aux lignes américaines où ils trouvaient le salut.

Fondamentalement, ce qu'il y a derrière la politique des bourgeoisies soi-disant « démocratiques » depuis 1917, c'est la peur face à cette menace à l'ordre capitaliste mondial que représente la révolution d'Octobre, dirigée par ce qu'ils appellent les « judéo-bolchéviks ». La guerre hitlérienne d'extermination n'était que l'expression la plus brutale des buts poursuivis par les capitalistes depuis 1917 : noyer la lutte des classes dans un océan de chauvinisme et renverser les formes de propriété prolétariennes en URSS. Et en 1940, la bourgeoisie française (qui n'a jamais oublié que la défaite de la France dans la guerre avec la Prusse avait conduit à la Commune de Paris), s'est alliée aux nazis avec le régime de Pétain.

Quant aux bourgeoisies « démocratiques », confrontées à la victoire de l'Armée rouge en 1945 et à des situations pré-révolutionnaires dans plusieurs pays, elles ont immédiatement amnistié les pires criminels de guerre nazis et établi la « filière du rat » – une voie d'échappement établie par les services secrets américains et le Vatican pour mettre immédiatement les criminels de guerre nazis au service de la guerre froide ; cela allait de faire venir des scientifiques comme Werner von Braun aux Etats-Unis jusqu'à réinstaller Klaus Barbie en Amérique latine. Cela a permis à Gehlen, l'espion d'Hitler, et à son organisation, de continuer après la guerre en Allemagne « dénazifiée », son travail contre l'Union soviétique et l'Etat ouvrier déformé est-allemand.

Le Français Touvier (tout comme Barbie et des centaines d'autres nazis), chef du « Deuxième Service » de la milice

pétainiste de Lyon, en bénéficia aussi. Il conserva des « amis » au sein de la police (laquelle l'avait d'ailleurs complaisamment laissé s'échapper du siège de la DST en 1947), et fut contacté pour reprendre du service en Algérie en 1960, dans le cadre de la répression contre la lutte de libération nationale du peuple algérien.

Ce n'est pas étonnant que *le Livre noir* prenne le camp des antisémites et des nazis contre l'Armée rouge. Werth mentionne sans sourciller les mots d'ordre des chefs anti-bolchéviques ukrainiens comme Petlioura, Makhno, etc. : « des soviets librement élus "sans Moscovites ni Juifs" », « L'Ukraine aux Ukrainiens, sans bolcheviks ni Juifs », « Vive le pouvoir soviétique, à bas les bolcheviks et les y... », au nom desquels « ils organisèrent des dizaines de pogroms sanglants contre les communautés juives des bourgs et des petites villes des provinces de Kiev et de Tchernigov ». Nous, trotskystes, sommes fièrement du côté des bolchéviks qui liquidèrent impitoyablement cette racaille antisémite !

Des années de lutte contre le nazisme et de sacrifices du peuple soviétique, auxquelles Nicolas Werth consacre 18 pages sur les 240 consacrées à l'URSS, il ne retient que les déportations des peuples par Staline. Le génocide de plus de deux millions de Juifs soviétiques par les nazis n'a droit qu'à une seule phrase, et c'est comme s'il s'était agi de représailles contre de soi-disant massacres de prisonniers du NKVD soviétique : « Prenant prétexte des "atrocités judéo-bolcheviques", les *Sonderkommandos* nazis s'empressèrent de massacrer immédiatement des dizaines de milliers de Juifs ». Puis Werth compte parmi les victimes du « goulag » soviétique les membres de l'OUN et de l'UPA (des antisémites fascistes qui collaborèrent avec les nazis contre l'Armée rouge), les Frères de la Forêt estoniens et même Vlassov et son armée, passés du côté des nazis. Pour Werth, le comble de l'horreur est atteint au moment de la victoire contre les nazis, lorsque des milliers de criminels nazis sont enfin emprisonnés et exécutés par l'Armée rouge :

« Au total, jamais les "peuplements spéciaux", les camps et colonies du Goulag, les camps de contrôle et de filtration et les prisons soviétiques n'avaient compté autant de pensionnaires qu'en cette année de la victoire : près de cinq millions et demi de personnes, toutes catégories confondues. Un palmarès longtemps éclipsé par les festivités de la victoire et "l'effet Stalingrad". »

Il y avait beaucoup d'innocents après la guerre dans les goulags de Staline, mais Werth y assimile les assassins nazis pour pouvoir les absoudre. Ce qui dérange Werth et la bourgeoisie, c'est qu'il n'y a qu'en Union soviétique que les criminels de guerre nazis ont été traités comme ils le méritaient.

Durant le siège de Leningrad par les nazis, plus du tiers de la population de la ville a été anéanti dans les bombardements et la famine. Finalement les Soviétiques ont remporté la victoire, *malgré Staline* qui avait décapité l'Armée rouge dans les purges de 1937. Après avoir misé dans un premier temps sur des impérialistes « démocratiques » sanguinaires comme la France, Staline avait ensuite misé sur une alliance stratégique tout aussi imprincipielle avec Hitler, avec le pacte Hitler-Staline de 1939. Il avait tellement confiance dans cette alliance qu'il refusa de croire les renseignements que lui avaient fournis d'héroïques espions soviétiques comme Leopold Trepper et Richard Sorge, qui l'avaient mis en garde contre l'invasion imminente de l'URSS par Hitler.

Nous, trotskystes, considérons que des blocs militaires temporaires de l'Etat ouvrier avec une puissance impérialiste ou une autre peuvent être nécessaires dans certaines circonstances. Mais jamais au prix de l'abandon de ce qui

est en fin de compte la seule façon de défendre l'Union soviétique : la lutte pour la révolution prolétarienne contre *toutes* les nations impérialistes. Comme l'écrivait Trotsky en 1939 dans *Défense du marxisme* :

« D'une façon générale, on peut dire que la politique extérieure du Kremlin est fondée sur l'embellissement frauduleux de l'impérialisme "ami" ; et elle sacrifie ainsi les intérêts essentiels du mouvement ouvrier international au profit d'avantages secondaires et instables. Après avoir, pendant cinq ans, abruti les travailleurs avec le mot d'ordre de "Défense des démocraties", voici que Moscou se donne comme tâche d'enjoliver la politique de gangster de Hitler. Cela ne transforme pas encore l'U.R.S.S. en Etat impérialiste, mais Staline et son Internationale communiste sont maintenant sans aucun doute les précieux agents de l'impérialisme. »

Les trotskystes étaient à leur poste pour la défense de l'URSS

Les trotskystes ont résolument maintenu jusqu'au bout la défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre les attaques impérialistes et la contre-révolution intérieure, malgré la caste bureaucratique parasitaire stalinienne. En même temps, ils comprenaient que la seule façon de défendre l'URSS à long terme c'était de faire une révolution politique prolétarienne pour balayer les bureaucrates staliens qui avaient usurpé le pouvoir et qui minaient les acquis de la révolution d'Octobre à chaque fois qu'ils le pouvaient avec leur régime de mensonges, leurs privilèges bureaucratiques, leur volonté de démobiliser le prolétariat soviétique, l'idéologie nationaliste qu'ils instillaient à la place de l'internationalisme dont étaient animés les bolchéviks. Les trotskystes demandaient la restauration du pouvoir soviétique (les conseils d'ouvriers et de soldats) et cherchaient à mobiliser les masses travailleuses soviétiques contre la bureaucratie sur la base de l'égalitarisme socialiste et de l'internationalisme révolutionnaire qui étaient les fondements de l'Etat ouvrier soviétique.

Cette politique est codifiée dans le *Programme de transition* (1938), le document fondateur de la Quatrième Internationale ; c'est la pierre de touche de la politique de la Ligue communiste internationale (LCI) depuis nos débuts en tant que tendance dans les années 1960. Sur tous les champs de bataille importants de la « deuxième guerre froide », déclenchée par l'impérialisme américain pour essayer de redorer son blason après sa défaite humiliante au Vietnam, la LCI s'est résolument battue pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés, tout en menant une lutte implacable contre les capitulations du Kremlin devant l'impérialisme.

La guerre en Afghanistan, à partir de 1979, devint un des points chauds de la guerre froide. D'un côté il y avait l'armée soviétique et ses alliés nationalistes de gauche, qui avaient fait des réformes contre l'achat et la vente des femmes et contre le port du long voile qui empêche les femmes afghanes de jamais voir le soleil. De l'autre côté il y avait la CIA et les impérialistes qui soutenaient les égorgeurs *moudjahiddin* qui agressaient les femmes dévoilées et assassinaient les enseignants pour le « crime » d'apprendre à lire et à écrire aux filles. Pour les impérialistes, la guerre en Afghanistan était la meilleure chance qu'ils avaient eue depuis des années de tuer des soldats et des officiers soviétiques à grande échelle et de soutenir un régime réactionnaire virulent aux frontières de l'URSS.

Nous avons choisi notre camp avec les mots d'ordre « Salut à l'Armée rouge ! », « Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans ! ». Les idéologues bourgeois et la



Spartakist

3 janvier 1990 : Renate Dahlhaus (au micro), porte-parole de la LCI, s'adresse aux 250 000 manifestants venus protester contre la profanation d'un monument aux soldats soviétiques à Berlin-Est. Les orateurs spartacistes ont dénoncé le SPD, cheval de Troie de la contre-révolution en Allemagne de l'Est, ont appelé à un « nouveau parti ouvrier dans l'esprit de Lénine » et à des « soviets d'ouvriers et de soldats au pouvoir ».

« gauche » ont, au contraire, soutenu les terroristes intégristes islamistes, y compris les Talibans. Dans la partie du *Livre noir* sur l'Afghanistan, on retrouve tous les arguments véhiculés à l'époque par la gauche et l'« extrême » gauche pour aligner le prolétariat derrière la campagne anti-soviétique. Il n'est donc pas étonnant que pas le moindre commentaire négatif n'ait été proféré par ces gens-là contre cette partie du *Livre noir* : ils étaient tous d'accord.

Lorsque Solidarność, le syndicat-maison polonais financé par le Vatican et la CIA, essaya de prendre le pouvoir fin 1981, nous avons dit « Halte à la contre-révolution de Solidarność ! ». Huit ans plus tard, les staliniens dirigés par le bureaucrate Jaruzelski, confiaient le pouvoir à Walesa et Cie. Dans le monde entier la soi-disant « gauche » s'est essentiellement rangée derrière Wall Street et la social-démocratie internationale pour soutenir la cause de Solidarność, c'est pourquoi elle n'a rien à redire aujourd'hui à la section du *Livre noir* sur la Pologne.

Lors de la chute du mur de Berlin, la LCI a combattu le bradage de l'Allemagne de l'Est, manigancé par les dirigeants staliniens du SED (Parti d'unité socialiste). Il y a pratiquement eu un vide de pouvoir après l'effondrement du régime stalinien et nous avons jeté nos forces dans la lutte pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers. Lorsque des fascistes ont profané un monument à la gloire des soldats soviétiques à Treptower Park, nous avons initié une manifestation antifasciste de front unique à laquelle les staliniens se trouvèrent obligés de se joindre et qui attira, le 3 janvier 1990, 250 000 personnes venues honorer la mémoire des soldats soviétiques morts pour libérer l'Allemagne des nazis. Les staliniens de la RDA interprétèrent à juste raison ces sentiments antifascistes qui s'exprimaient aussi massivement, comme l'expression de la volonté de résister à l'annexion (*Anschluss*) à l'impérialisme ouest-allemand. Nous appelions à construire un nouveau parti communiste, égalitaire, et à former immédiatement des conseils d'ouvriers et de soldats, montrant quels étaient les seuls choix qui se présentaient à la RDA : révolution politique prolétarienne ou contre-révolution capitaliste. C'est pour cette dernière que la bureaucratie stalinienne en faillite a opté.

Nous avons aussi essayé de résister à la contre-révolution

capitaliste dans la patrie d'Octobre elle-même. En août 1991, nous avons appelé les ouvriers soviétiques à « écraser la contre-révolution d'Eltsine-Bush » soulignant que le prolétariat de Moscou aurait dû écraser les barricades contre-révolutionnaires d'Eltsine ; nous avons distribué plusieurs dizaines de milliers de tracts dans toute l'Union soviétique. Aujourd'hui nous nous battons pour construire un parti trotskyste pour diriger le prolétariat chinois dans une lutte révolutionnaire contre les staliniens déterminés à pousser jusqu'au bout la Chine sur la « voie capitaliste ».

Le stalinisme, le front populaire et la Deuxième Guerre mondiale

Courtois aime se présenter comme un repent du communisme mais ce n'est pas un nouveau venu dans le business de la propagande anticommuniste. Il a été formé par Annie Kriegel, ex-stalinienne devenue sur la suite la spécialiste sur le PCF et l'URSS pour le *Figaro*, le quotidien de la droite anticommuniste. Kriegel a gagné ses galons dans la période qui a suivi Mai 68, une situation *pré-révolutionnaire* sabotée par la trahison du PCF.

Une partie clairvoyante de la bourgeoisie, avec Mitterrand pour porte-parole, tira les leçons de Mai 68 et initia l'Union de la gauche. C'était un *front populaire*, une alliance de collaboration de classes des partis ouvriers réformistes de masse avec des éléments bourgeois dont la présence dans la coalition joue le rôle de garantie (et d'excuse toute prête) que ces partis ne feront rien qui remette en question la domination de classe capitaliste. La collaboration de classes, pratiquée de longue date par la social-démocratie, dont le rêve est de gouverner loyalement les Etats bourgeois, est devenue la politique acceptée des « communistes » sous Staline, en particulier quand le Comintern inaugura le « front populaire » en 1935. L'Union de la gauche, mise sur pied en France en 1972, mena à la victoire du front populaire de François Mitterrand, secrétaire du Parti socialiste et longtemps politicien bourgeois, qui avait été un temps étroitement lié au régime de Vichy allié des nazis.

Face à ce mouvement vers la « gauche », Annie Kriegel se distingua alors par ses diatribes farouchement anticommunistes, reprenant les thèses du « péril rouge » et du « PCF,

agent de Moscou ». Dans son livre *Communismes au miroir français*, écrit en 1973, soit un an après la formation de l'Union de la gauche, elle argumentait comment ce que le PCF faisait en 1944 « ne pouvait avoir de sens que dans une perspective de conquête directe du pouvoir par une stratégie du type de celle qui avait assuré la victoire de la révolution d'Octobre ». C'est sur cette base que Stéphane Courtois allait écrire son premier livre en 1980, *le PCF dans la guerre* ; il y disait que le pacte Hitler-Staline « a marqué la naissance d'un impérialisme soviétique qui a la particularité d'assimiler l'expansion impérialiste opérée par la force, à l'expansion du mouvement révolutionnaire mondial ».

Courtois ici s'inscrit dans la tradition d'idéologues de la guerre froide comme Leonard Schapiro, Hannah Arendt et George Orwell qui prétendaient que le « totalitarisme » soviétique était une force déterminée à dominer le monde. Il n'y a pas si longtemps, les anticommunistes de ce genre insistaient fortement que l'engouement de Gorbatchev pour les « réformes de marché » capitalistes n'étaient qu'une ruse mensongère destinée à endormir les partisans de la « démocratie » pendant que le Kremlin concoctait des machinations diaboliques pour détruire l'Occident.

Le PCF dans la guerre consacre près de 600 pages à essayer d'apporter la « preuve » de ce fantasme anticommuniste délirant avec force citations et exégèses de déclarations du PCF de l'époque. Courtois ne parvient toutefois qu'à accumuler la preuve du répugnant chauvinisme bourgeois antiallemand du PCF, citant sans sourciller des dizaines de déclarations du PCF contre les « Boches ». Mais cela n'empêchait pas Courtois de soupçonner le PCF, soi-disant agent de Moscou, de n'être pas suffisamment sincère dans son chauvinisme.

La vérité, c'est que le PCF avait choisi depuis bien longtemps son camp : celui de sa propre bourgeoisie. Plus de quinze ans auparavant, Léon Trotsky avait expliqué dans son œuvre séminale *l'Internationale communiste après Lénine* (1928) comment la théorie stalinienne nationaliste du « socialisme dans un seul pays » allait mener les différents partis de l'Internationale communiste, fondée par Lénine et Trotsky en 1919 pour diriger la révolution mondiale, à choisir le camp de leur propre bourgeoisie :

« se préparer à construire le socialisme dans un seul pays est un procédé social-patriotique. [...] C'est un coup mortel pour l'Internationale. [...] Le parti communiste de n'importe quel Etat capitaliste, convaincu que son pays possède tous les fondements "nécessaires et suffisants" pour construire seul "la société socialiste intégrale", ne se distinguera plus, au fond, de la social-démocratie révolutionnaire, qui, elle non plus, n'a pas commencé avec Noske, mais qui a définitivement sombré sur cet écueil le 4 août 1914. »

Avec le pacte Laval-Staline en 1935, le PCF allait définitivement choisir la défense de l'ordre bourgeois en France et mettre en pratique son « Front populaire ». En d'autres termes, le PCF, qui était issu de la scission pro-bolchévique de la social-démocratie en 1920 au Congrès de Tours, était quinze ans plus tard retourné définitivement dans le camp de la social-démocratie. Nous avons sur cette question une divergence fondamentale avec des groupes réformistes à la remorque du PCF comme Lutte ouvrière et Voix des Travailleurs, qui se lamentent sur une possible liquidation du Congrès de Tours, comme si celle-ci n'était pas loin derrière nous ; ainsi, *Voix des Travailleurs* (n° 18, 20 novembre 1997) affirmait que les déclarations récentes du PCF à propos du *Livre noir* n'étaient qu'« un pas de plus dans sa transformation en parti social-démocrate. [...] Jusqu'à pré-

sent [...] il n'avait pas encore fait le choix de se dégager entièrement de ses liens avec la classe ouvrière, et de devenir un vrai parti gouvernemental ».

C'est sur la base de cette alliance front-populiste que le PCF allait trahir la situation pré-révolutionnaire de 1936 en France, freinant et stoppant une puissante grève générale qui aurait posé la question du pouvoir pour la classe ouvrière ; tandis qu'en Espagne, les stalinien étaient, selon les termes de Trotsky, l'« avant-garde combattante de la contre-révolution bourgeoise-républicaine » (dans « Classe, parti et direction », août 1940). Toute la politique du PCF pendant la guerre allait être la poursuite de cette subordination à sa propre bourgeoisie.

La « Résistance » est largement un mythe bourgeois, bâti grâce au PCF, pour éradiquer cette vérité que la bourgeoisie française avait collaboré presque sans exception avec les nazis. En fait, la bourgeoisie française mit en place de sa propre volonté, dès 1940-1941, sa propre politique antisémite, qu'elle essaya d'étendre à la zone directement administrée par les forces d'occupation allemandes, afin de mettre la main elle-même sur les biens des Juifs qu'elle expropriait et envoyait dans les camps de la mort. Sans l'appareil d'Etat français, celui-là même qui avait envoyé le capitaine Dreyfus à l'île du Diable, il y a des dizaines de milliers de Juifs sur lesquels les nazis n'auraient pas pu mettre la main ; d'ailleurs c'est Vichy qui demanda aux nazis de prendre aussi les enfants dans les convois de la mort, et pas l'inverse.

Et après la guerre, des criminels vichystes comme Maurice Papon, loin d'être sanctionnés, reçurent des promotions et l'ensemble de l'appareil d'Etat français de Vichy fut remis en service. François Mitterrand, décoré de l'ordre de la francisque par Pétain, fut lui aussi vichyste. Comme nous l'écrivions dans *le Bolchévik* (n° 128, mai-juin 1994, « Tournier : un procès pour absoudre les crimes de Vichy ») :

« Que ce soit comme haut fonctionnaire pétainiste qui, en 1942, défendait la "Révolution nationale" ; comme fondateur et chef d'un réseau de Résistance qui, de 1943 à 1944 luttait pour bouter le "Boche" hors de France ; comme ministre de l'Intérieur qui en 1954 proclamait : "L'Algérie, c'est la France" et dirigeait la répression contre les combattants du FLN ; ou comme président "de gauche" élu, en 1981, avec le soutien des réformistes du PCF et de l'"extrême gauche" anti-soviétique : d'un bout à l'autre l'anticommuniste Mitterrand a défendu le pouvoir et les profits de sa classe : la bourgeoisie. »

C'est un peu une ironie que le PCF, qui a, lui, vraiment pris part à la Résistance pour laquelle ses militants ont souvent payé de leur vie, entretienne le mythe de la bourgeoisie française antinazie. Mais la collaboration de classes, qui a besoin d'une bourgeoisie « progressiste », « antifasciste » et « anti-impérialiste » imaginaire, était la pierre de touche de la politique du PCF, tant pendant la guerre qu'en temps de « paix ». La Résistance, dirigée par les stalinien et subordonnée à l'impérialisme anglo-américain, s'est battue pour défendre la « France » avec une mentalité de chauvinisme antiallemand effréné qui ne faisait pas de différence entre les ouvriers allemands incorporés dans la Wehrmacht et les tueurs SS.

Quant aux trotskystes, au contraire, malgré leur petit nombre et d'autres handicaps, ils se sont opposés au fascisme du point de vue des intérêts des ouvriers de tous les pays, cherchant activement la fraternisation avec les soldats allemands pour les gagner à une perspective de révolution socialiste en France et en Allemagne, et de défense de l'URSS. Dans le travail de la Quatrième Internationale pendant la Deuxième Guerre mondiale, le trotskyste juif Abraham Léon,

auteur de la *Conception matérialiste de la question juive*, un ouvrage classique du marxisme, joua un rôle important. Il fut assassiné à Auschwitz en 1944, à l'âge de 26 ans.

La fin de la Deuxième Guerre mondiale vit s'ouvrir une situation pré-révolutionnaire en Italie et, dans une moindre mesure, en France et dans d'autres pays. Les bourgeoisies étaient discréditées et haïes pour leurs crimes. Ce sont les stalinien qui allaient utiliser leur immense autorité sur le prolétariat, basée sur celle de l'Union soviétique, pour restabiliser cette nouvelle situation au profit de la bourgeoisie. Le PC italien organisa une « fête de la victoire » où ils forcèrent les partisans à rendre leurs armes. Le PCF parvint à empêcher le prolétariat de renverser la bourgeoisie française en 1944 (voir notre article « Les fruits amers de la cohabitation de 1944-1947 », *le Bolchévik* n° 61, mars 1986). Même Courtois reconnaît dans son livre de 1980 (en petits caractères, dans une note en bas de page) : « En militants disciplinés, ces communistes ont rendu leurs armes quand le Parti, par la voix de Maurice Thorez, le leur a demandé ». Avec des « communistes » du PCF comme ministres, la bourgeoisie française allait massacrer des milliers d'Algériens à Sétif le 8 mai 1945.

Et Jospin aussi sait parfaitement que le PCF était du côté de l'ordre bourgeois et non de la révolution, lui qui, faisant écho à Robert Hue et sous les applaudissements du PCF, prit la défense du PCF au Parlement à propos du *Livre noir* en novembre 1997 :

« Pour moi, le PCF s'inscrit dans le cartel des gauches, dans le Front populaire, dans les combats de la Résistance et la Libération, dans la participation au gouvernement de la gauche. [...] Le PCF n'a jamais levé les mains sur les libertés en France. »

— *l'Humanité*, 13 novembre 1997

La « mort du communisme » et l'obscurantisme antiscientifique

Le Livre noir se situe fermement sur le terrain réactionnaire des « nouveaux philosophes » français qui non seulement s'en prennent au communisme mais à ses précurseurs des Lumières et de la Révolution de 1789. Parlant des prédécesseurs de Courtois, comme François Furet, nous expliquions dans un article du *Bolchévik* :

« Après la Révolution de 1848, la bourgeoisie européenne — centralement la bourgeoisie allemande — est devenue contre-révolutionnaire. [...] Ainsi, l'héritage démocratique radical de la Révolution française a été repris presque exclusivement dans cette période par le mouvement ouvrier international.

[...] [Après 1917] l'hystérie antibolchévique a réveillé toute la vieille hostilité de la réaction européenne envers la Révolution française, qui est considérée comme le péché originel donnant naissance à cet événement terrible. »

— « En défense de la Révolution française », *le Bolchévik* n° 100, mars 1990

Courtois apporte une nouvelle dimension aux invectives contre la pensée sociale progressiste des siècles passés en rendant responsable des « crimes du communisme » l'égalitarisme en général. Dans sa rage, il n'épargne pas des personnages comme Thomas More, inquisiteur au compte de l'Eglise catholique, ou Platon, ardent défenseur d'une version idéalisée de société esclavagiste. Manifestement, aux yeux de Courtois, quiconque osant comparer défavorablement l'ordre bourgeois existant à une conception différente de l'ordre social ou quiconque ayant écrit sur l'« utopie » est un dangereux subversif.

Dans la conclusion du livre, Stéphane Courtois lance une attaque générale contre l'analyse marxiste de l'histoire :

« Ces présupposés scientistes appliqués à l'histoire et à la société — le prolétariat porteur du sens de l'Histoire, etc. — relèvent bien d'une fantasmagorie millénariste et planétaire et sont omniprésents dans l'expérience communiste. Ce sont eux qui fixent une idéologie criminogène. »

L'attaque généralisée contre l'application de la science à l'histoire et contre le concept même du progrès conduit nécessairement à exalter l'obscurantisme religieux. *Le Livre noir* pose le problème d'établir un critère pour « dire le Bien et le Mal » et pour le résoudre il cite Pie XI, le chef de la hiérarchie catholique qui donna son soutien silencieux à l'Holocauste nazi.

A l'origine, c'est François Furet qui devait écrire l'introduction au *Livre noir*. Il venait de publier un pamphlet de 809 pages intitulé *le Passé d'une illusion*, qui n'est qu'une digression ignare contre le communisme, cherchant constamment à le comparer au fascisme. Il se prétend historien, mais dans ce tome épais il n'arrête pas de se lamenter qu'il ne comprend rien à l'éclatement de la Première Guerre mondiale, sa seule « contribution » étant d'écarter l'explication scientifique (marxiste) que cette guerre était le produit inévitable des rivalités impérialistes croissantes pour le repartage du monde. Furet dit au contraire :

« Plus un événement est lourd de conséquences, moins il est possible de le penser à partir de ses causes. La guerre de 14 n'échappe pas à la règle. Personne n'a réussi à montrer vraiment qu'elle était inscrite comme une fatalité dans les rivalités économiques des grandes puissances. [...] La Seconde Guerre mondiale n'est pas, comme la Première, le produit finalement improbable, en tout cas imprévu, de rivalités internationales qui eussent pu être gérées avec davantage de sagesse. »

— *le Passé d'une illusion*

Furet n'est pas un inconnu : c'était l'idéologue en chef de la France de Mitterrand pour les célébrations du bicentenaire de la Révolution française de 1789. A l'époque nous avions déjà averti le mouvement ouvrier contre ce personnage (voir *le Bolchévik* n° 97, novembre-décembre 1989 et n° 100, mars 1990), qui maudissait le fait que la révolution ait dévié de son cours respectable avec l'exécution de Louis XVI et la Terreur jacobine, qui avait écrasé la contre-révolution féodale monarchiste. Furet voit dans cet épisode révolutionnaire grandiose la source de tous les maux et de toutes les révolutions ultérieures. Et il a raison en cela, il sait que c'est un exemple d'insurrection des opprimés et des exploités pour une société juste et égalitaire, la revanche des déshérités contre les nantis. Furet est le symbole de la décadence du capitalisme, qui se met aujourd'hui à *dénoncer* farouchement ses propres origines.

**Le rationalisme du
Siècle des Lumières
et les origines du
marxisme**

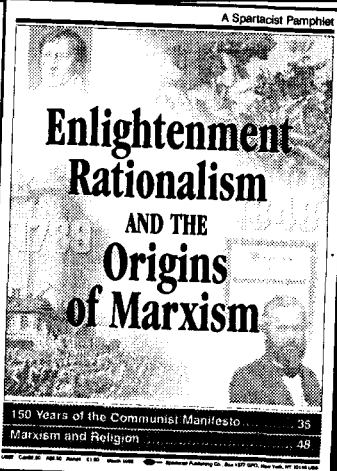
Brochure spartaciste
(en anglais)

US\$2 - 48 pages

Pour toute commande :
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO, New York
NY 10116, USA

(ou écrire au Bolchévik)

A Spartacist Pamphlet



150 Years of the Communist Manifesto
Marxism and Religion

© 1990 Spartacist Publishing Co. Box 1377 GPO, New York, NY 10116

Dans *le Passé d'une illusion*, Furet ne règle pas seulement ses comptes avec le bolchévisme, mais aussi avec le jacobinisme. Selon lui, aussi longtemps que la terreur révolutionnaire jacobine n'est pas dénoncée et éradiquée de la conscience collective, il peut subsister une inclination pour la révolution, et tout particulièrement la bourgeoisie française ne pourra pas dormir tranquille. Et c'est aussi une idée centrale du *Livre noir* : « Aujourd'hui encore, le travail de deuil de l'idée de révolution, telle qu'elle fut envisagée aux XIX^e et XX^e siècles, est loin d'être achevé. »

Le Livre noir : le passeport de la gauche pour la « mort du communisme »

Les fascistes italiens de l'Alliance nationale ont carrément organisé une tournée romaine pour Stéphane Courtois, afin de faire de la publicité pour *le Livre noir* qui a été traduit par la maison d'édition de Berlusconi. De même, Courtois s'est fait complaisamment interviewer dans la revue *Enquête sur l'histoire*, (« créée par des proches de l'extrême droite », comme le dit pudiquement *le Monde* du 31 mars). Le 19 mars, les fascistes faisaient une descente sur la fac de Nice avec des tracts en faveur du livre de Courtois.

Tout le débat orchestré autour du *Livre noir* a démontré à quel point la gauche française a adhéré à la « mort du communisme », avec en tête, évidemment, le PCF et ceux qui sont à sa traîne. De nombreuses organisations se réclamant encore vaguement du marxisme ou de la classe ouvrière ont écrit des articles pleins de lamentations sur la publication du *Livre noir*. En fait, s'ils contestent quelques détails particulièrement grotesques du livre, c'est pour mieux en épouser les thèses fondamentales. Surtout après la contre-révolution en URSS, soutenue par tous ces groupes, c'est pour eux l'occasion de mettre en conformité leurs paroles avec leur rôle dans la campagne antisoviétique impérialiste des années 1980 qui a culminé dans le soutien à la contre-révolution d'Eltsine.

La LCR pabliste d'Alain Krivine et Daniel Bensaïd est l'organisation qui a porté le plus grand soin à « répondre » au *Livre noir*. Et ce qu'ils disent n'est qu'une variation sur les thèmes de Robert Hue. Dans sa « réponse », Bensaïd mentionne Trotsky seulement en passant et fait de lui un social-démocrate se préoccupant seulement de défendre les valeurs de la « démocratie » contre Staline. Dans un passage, il cite la caractérisation de Hitler et Staline comme des « étoiles jumelles », sans mentionner que Trotsky fit ce commentaire pendant une bataille acharnée à l'intérieur du SWP américain à propos de la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique, bataille lors de laquelle Cannon et Trotsky se sont battus contre une minorité petite-bourgeoise, dont ils se sont finalement séparés, qui refusait de défendre l'URSS et capitulait aux pressions de l'impérialisme américain à la veille de la Deuxième Guerre mondiale.

Dans un style parfaitement social-démocrate, Bensaïd se plaint du ton de « guerre froide » utilisé par Stéphane Courtois, qu'il considère comme « anachronique » (pour lui, évidemment, l'expérience d'Octobre est *réellement* morte et enterrée !) et, suivant les traces de Kautsky, il pose le problème de savoir si les bolchéviks n'auraient pas dû renoncer au pouvoir, en se pliant aux règles de la « démocratie » bourgeoise :

« On peut discuter rétrospectivement des conséquences de la dissolution de l'Assemblée constituante par les bolcheviques, de la représentativité respective de cette Assemblée et du Congrès des soviets à la fin de 1917, de savoir s'il n'eût pas été préférable de maintenir durablement une double forme de

représentation (sorte de dualité prolongée de pouvoir). On peut également se demander s'il n'eût pas fallu organiser dès la fin de la guerre civile des élections libres, au risque dans un contexte de destruction et de pression internationale de voir les Blancs militairement vaincus prendre le dessus. »

– *Communisme contre stalinisme : Une réponse au Livre noir du communisme*

Autrement dit, pour Bensaïd et Cie, les bolchéviks auraient « peut-être » dû liquider le premier Etat ouvrier au monde, rendre le pouvoir sur un plateau d'argent à la bourgeoisie réactionnaire et soumettre les ouvriers et les paysans sans défense à sa terrible vengeance, afin d'épargner à la LCR la situation embarrassante d'être liée d'une manière ou d'une autre à la défense du pouvoir bolchévique !

Avec le renforcement de la bureaucratie stalinienne et la transformation de l'Europe de l'Est en Etats ouvriers déformés après la Deuxième Guerre mondiale, Michel Pablo, le prédécesseur politique du défunt Ernest Mandel, d'Alain Krivine, de Daniel Bensaïd, etc., avait liquidé la raison d'être même des partis trotskystes. Prévoyant des « siècles d'Etats ouvriers déformés », les pablistes étaient entrés dans les PC, argumentant que les staliniens suivraient un cours approximativement révolutionnaire. Maintenant, au milieu du triomphalisme bourgeois de la période post-soviétique, les pablistes, impressionnistes invétérés, prévoient des « millénaires » de domination capitaliste stable et veulent par conséquent renoncer même à l'appellation « communiste » et « révolutionnaire » de leur organisation en France, pour mieux se liquider dans la collaboration de classes, à la traîne de Jospin. Krivine a cherché à être sur les listes de la « gauche plurielle » de Jospin-Gayssot, et Bensaïd est devenu l'un des « philosophes » chéris de *l'Humanité*, en charge y compris de donner le « la » sur le quatre-vingtième anniversaire de la révolution d'Octobre.

Quant au groupe Lutte ouvrière (LO), il a fait un grand meeting le 7 novembre 1997, où Arlette Laguiller a critiqué à juste titre les auteurs du *Livre noir* pour chercher « à démontrer que la faillite de l'Union soviétique, ce serait la faillite du communisme lui-même ». Ceci dit, nulle part Lutte ouvrière ne défend la « terreur rouge » contre les contre-révolutionnaires blancs et laisse ainsi le champ libre à Courtois dans son attaque contre Lénine et Trotsky. Lutte ouvrière ne mentionne pas non plus la lutte de Trotsky et son Opposition de gauche contre la trahison stalinienne de la révolution d'Octobre. Ce n'est peut-être pas étonnant pour une organisation qui avait déserté la Quatrième Internationale du vivant de Trotsky et qui a également pris part au chœur de la guerre froide contre l'URSS dans les années 1980, allant jusqu'à dire que l'Afghanistan, c'était le Vietnam des Russes.

Le groupe Pouvoir ouvrier (PO), affilié à l'organisation britannique Workers Power (WP), s'est fendu d'un petit éditorial sur *le Livre noir* (*Pouvoir ouvrier* n° 46, mars 1998) où il ne prétend même pas être en désaccord avec quoi que ce soit du *Livre noir*. Tout ce qu'il trouve à dire face aux mensonges grossiers de Courtois, Werth et Cie sur l'URSS après 1920, c'est que ce sont les trotskystes qui ont été les premiers à dénoncer les crimes de Staline. PO veut mettre en concurrence les « trotskystes » avec des anticommunistes chevronnés pour savoir lesquels sont les plus antisoviétiques ! Les tentatives de PO rappellent celles des intellectuels sociaux-démocrates avant eux pour transformer Trotsky en démocrate bourgeois, faisant ainsi passer son combat pour chasser Staline *et son programme nationaliste antirévolutionnaire* pour de l'opposition au pouvoir soviétique.

Si PO ne dit pas grand chose sur *le Livre noir* c'est à cause de ses origines dans le soi-disant « troisième camp » (c'est-à-dire l'aile cliffiste de la social-démocratie impérialiste). En même temps PO/WP a récemment révisé son analyse « théorique » de l'URSS (cf. « Troisième Conférence internationale de la LCI » dans ce numéro). Sa nouvelle théorie est plus conforme au véritable programme de PO/WP, le programme antisoviétique qu'il a mis en pratique pendant toute la « deuxième guerre froide » : du soutien à Solidarność en 1981, en passant par les nationalistes lituaniens en 1991 et jusqu'à leur soutien aux monarchistes et aux yuppies sur les barricades contre-révolutionnaires d'Eltsine en août 1991, auxquelles ils sont fiers d'avoir participé.

Dans leur brochure de mars 1996 sur 1917, ils avaient claironné que « la chute du stalinisme, malgré les victoires pour les forces réactionnaires qui s'ensuivent à court terme, ne fait que libérer un potentiel révolutionnaire énorme dans les masses opprimées et exploitées de toute la planète ». Aujourd'hui, dans leur éditorial sur *le Livre noir*, ils déclarent :

« C'est qu'aujourd'hui les effets de la victoire contre-révolutionnaire de la bourgeoisie dans l'Europe de l'Est s'effacent dans les consciences pour laisser la place à l'écœurement et ensuite à la révolte contre l'oppression et la misère qui sévissent partout. Depuis quelques années, la classe ouvrière a retrouvé les chemins de la lutte : mouvement de 1995, sans-papiers, mouvement de chômeurs, les exemples de cette nouvelle combativité ne manquent pas. »

PO n'est certainement pas le seul dans la gauche à prétendre que *le Livre noir* est la contre-attaque idéologique de la bourgeoisie à la dernière vague de luttes des ouvriers et des opprimés, en fermant les yeux sur le fait que ces luttes admirables et inévitables sont aujourd'hui des actions défensives face aux attaques de la bourgeoisie contre les masses. (Il est vrai, bien sûr, que le fait que la bourgeoisie veuille encore enfoncer des clous dans le soi-disant cerceuil du communisme montre comment elle a toujours peur de la révolution.) Mais ce n'est pas des « luttes elles-mêmes » que va surgir la conscience communiste nécessaire à la révolution socialiste, c'est par l'intervention du parti trotskyste introduisant cette conscience et enracinant le programme révolutionnaire dans le prolétariat.

L'optimisme professé par PO sur le monde post-soviétique est en réalité le reflet de leur adhésion à « l'aile gauche de la politique du possible » : tout comme leurs cousins des organisations réformistes plus importantes, les centristes français pensent tous que le fait qu'un gouvernement « de gauche » soit au pouvoir constitue une sorte de victoire pour les ouvriers. En fait, le gouvernement « de gauche » de Jospin-Gayssot est parvenu en quelques mois à en faire plus que tout ce dont rêvait Juppé : alors que ce dernier avait dû reculer face à la vague de grèves de décembre 1995, et ne s'en était jamais remis, le nouveau gouvernement a brisé la grève des routiers grâce à l'action du ministre PCF des transports Gayssot, est venu à bout du mouvement des chômeurs sans la moindre concession et a endossé les critères d'austérité de l'Europe de Maastricht pour rendre plus compétitif le capitalisme français face à ses rivaux impérialistes. Ce gouvernement capitaliste organise maintenant la déportation de plus de 100 000 travailleurs sans papiers. Pour la énième fois, l'expérience montre que la politique réformiste n'est pas un pas vers la révolution, mais un obstacle à la mobilisation de la classe ouvrière.

Quant aux anarchistes, ils ont invité deux des auteurs du *Livre noir*, Sylvain Boulouque et Jean-Louis Panné, à venir déverser leur venin anticommuniste sur Radio Libertaire.

Les anarchistes ont revendiqué auprès de ces deux individus d'avoir été les premiers anticommunistes, y compris avant la Révolution russe, et ont affirmé que *le Livre noir* ne faisait que confirmer leurs propres diatribes antibolchéviques. Pas étonnant : les héros antibolchéviques de Werth et Courtois pendant la guerre civile (les mutins de Cronstadt, Makhno et ses bandes infestées d'antisémites) sont précisément ceux des anarchistes. Panné et Boulouque profitèrent de l'aubaine sur Radio Libertaire pour expliquer que le péril rouge existe toujours en Chine, en Corée du Nord et Cuba, alimentant ainsi la croisade contre-révolutionnaire là-bas.

L'anarchisme peut attirer certains jeunes révoltés qui y voient une façon de se rebeller contre les pratiques réformistes lamentables des soi-disant « socialistes », mais les idéologues anarchistes d'aujourd'hui sont les héritiers d'une sélection très particulière : quand le choix entre révolution et contre-révolution s'est posé dans la vie réelle, des anarchistes subjectivement révolutionnaires, comme Victor Serge, sont passés en masse du côté des bolchéviks. Des courants comme Radio Libertaire et la CNT anarcho-syndicaliste rejettent cet exemple en se réclamant des anarchistes russes qui ont continué à s'opposer violemment aux bolchéviks en alliance avec les forces les plus sinistres (voir notre série d'articles « Marxisme contre anarchisme », *le Bolchévik* nos 137-143, en particulier la VII^e partie, « L'Octobre rouge et la création de l'Internationale communiste », *le Bolchévik* n° 143, été 1997).

Construisons le parti léniniste !

En arrivant au XXI^e siècle, la bourgeoisie impérialiste et ses apologistes sont déterminés à propager les pires mensonges anticommunistes dans l'espoir de mettre finalement fin au spectre de nouveaux Octobre. Ils consolident encore plus leur alliance avec des forces réactionnaires et obscurantistes telles que l'Eglise catholique et accompagnent ceci d'une attaque généralisée contre la science en faveur de la religion. Tout ceci sert à enrégimenter la population et à faciliter les attaques actuelles contre les acquis sociaux limités gagnés par les ouvriers et les minorités après la Deuxième Guerre mondiale.

Les partis réformistes de la classe ouvrière, par-dessus tout quand ils sont appelés à administrer les affaires de la bourgeoisie à partir de postes gouvernementaux, participent directement à cette campagne réactionnaire. Ces partis perpétuent l'existence du capitalisme dans un contexte où les puissances impérialistes se battent pour se repartager le monde en sphères d'influence, ce qui ne peut que mener à la destruction nucléaire de la société. Pour s'y préparer, ils soutiennent, ainsi que leurs suivistes d'« extrême gauche », les ambitions et les aventures militaires de leur propre bourgeoisie. Par exemple, en fournissant une couverture « humanitaire » aux interventions de la France dans les Balkans et au Rwanda. En même temps, une nouvelle génération de jeunes, qui ne sont pas brûlés par le bagage du stalinisme, commence à lutter contre les horreurs et les injustices racistes du capitalisme impérialiste. Pour lutter pour un avenir décent, ils doivent apprendre les leçons du passé, et notamment de la plus grande victoire jamais obtenue dans l'intérêt de la classe ouvrière et du progrès humain : la Révolution bolchévique. La leçon clé, c'est la nécessité de construire des partis léninistes-trotskystes d'avant-garde, sections d'une Quatrième Internationale reforgée. C'est pour cela que lutte la Ligue communiste internationale. ■

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

International Communist League: Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA

Spartacist League of Australia

Spartacist ANZ Publishing Co.
GPO Box 3473, Sydney, NSW, 2001, Australie

Australasian
SPARTACIST 

Marxist newspaper of the Spartacist League of Australia
\$5/4 issues (1 year) in Australia and seairmail elsewhere
\$7/4 issues—Airmail

Spartacist League/Britain

Spartacist Publications
PO Box 1041, London NW5 3EU, Grande-Bretagne

WORKERS HAMMER 

Marxist newspaper of the Spartacist League/Britain
£3/1 year International rate: £7—Airmail
Europe outside Britain and Ireland: £4

Trotskyist League of Canada/ Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association
Box 6867, Station A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

SPARTACIST  CANADA

English-language newspaper of the Trotskyist League/
Ligue trotskyste
\$3/4 issues International rate: \$8—Airmail

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

SpAD, c/o Verlag Avantgarde
Postfach 5 55, 10127 Berlin, Allemagne

SPARTAKIST 

Herausgegeben von der Spartakist-Arbeiterpartei
Deutschlands
6 Ausgaben: DM 10,—
Auslandsabo: DM 15,— Übersee Luftpost: DM 20,—

Dublin Spartacist Group

PO Box 2944, Dublin 1, République d'Irlande

Ligue trotskyste de France

Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

LE BOLCHEVIK 

Publication de la Ligue trotskyste de France
4 numéros: 20FF Hors Europe: 30FF (avion: 40FF)
Etranger: mandat poste international

Spartacist Group India/Lanka

Ecrire à International Communist League, New York, USA

Legia trotskista d'Italia

Walter Fidacaro, C.P. 1591, 20101 Milano, Italie

SPARTACO 

Organo della Lega trotskista d'Italia
Abbonamento a 4 + supplemento: L. 5.000
Europa: L. 8.000 Paesi extraeuropei: L. 12.000

Groupe spartaciste Japon

PO Box 49, Akabane Yubinkyoku, Kita-ku, Tokyo 115, Japon

スバルタシスト

Publication du Groupe spartaciste Japon
Abonnement (2 ans): 500 ¥ International: 1000 ¥

Grupo Espartaquista de México

J. Vega, Apdo. Postal No. 1251, Admon. Palacio Postal 1
C.P. 06002, México, D.F., Mexique

ESPARTACO

Publicación del Grupo Espartaquista de México
México: 4 números/Mex\$10 (por correo)
Extranjero: US\$4/4 (via aérea) US\$2/4 (via terrestre/marítima)

Spartacist/Moscou

Ecrire au Bolchévick, Paris, France

Бюллетень Спартаковцев

Spartakusowska Grupa Polski

Platforma Spartakusowców, Skrytka Poczтовая 148
02-588 Warszawa 48, Pologne

Platforma
SPARTAKUSOWCÓW 

Pismo Spartakusowskiej Grupy Polski
Cztery kolejne numery: 6,- zł

Spartacist/South Africa

Spartacist, PostNet Suite 248
Carlton Centre, Level 100, Shop 140
Commissioner Street, Johannesburg 2001, Afrique du Sud

Spartacist League/U.S.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

WORKERS VANGUARD

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.
\$10/22 issues (1 year)
International: \$25/22 issues—Airmail \$10/22 issues—Seairmail

« Le Livre noir du communisme » : mensonges capitalistes usés

Pour une Quatrième Internationale reforgee !

Depuis la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et dans les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, les bourgeoisies internationales intensifient leur campagne idéologique contre le communisme. Elles aimeraient pouvoir éradiquer de la conscience du prolétariat et des opprimés toute trace d'attachement au programme et aux idéaux du communisme. Elles veulent imposer l'idée que la société capitaliste, avec son cortège d'exploitation et de chômage, de racisme et de misère, ses guerres et la menace grandissante du fascisme, serait le seul monde possible.

Dans des pays comme la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, les partis de « gauche » sont devenus la force motrice de la politique brutalement raciste et antiouvrière exigée par la bourgeoisie de ces pays. C'est pourquoi, alors même que le chômage et le racisme augmentent dans les pays de l'« Europe de Maastricht », alors même qu'ils démantèlent l'« Etat-Providence » et multiplient les agressions impérialistes dans les pays semi-coloniaux, les vieilles rengaines cousues de fil blanc de la propagande anticommuniste deviennent la « nouvelle » sensation dans les librairies et dans les médias. Tony Blair veut briser le lien historique

entre le Parti travailliste britannique et les syndicats, d'Alema en Italie élimine définitivement la faucille et le marteau de l'emblème du PDS, et en France les sociaux-démocrates publient *le Livre noir du communisme*, 826 pages de mensonges et d'amalgames compilés par un groupe d'« historiens » douteux, pour justifier la répression contre les organisations et les personnes qui se réclameraient encore du communisme, et apporter leur contribution aux forces contre-révolutionnaires qui aujourd'hui veulent la peau des Etats ouvriers déformés cubain, chinois, vietnamien et nord-coréen.

Le livre, dont certains des auteurs sont des déserteurs de la gauche française (et qui prétendent toujours être « ancrés à gauche », pour aggraver un peu plus les choses), est une mixture de propagande et de mensonges qui font écho à ceux de la CIA pendant la guerre froide. C'est une liste de prétendus crimes des communistes qui met dans le même sac les morts de faim de la période de la guerre civile qui a suivi la révolution d'Octobre, les procès staliniens des années 1930, les massacres accomplis par Pol Pot au Cambodge, les victimes

suite page 45

Il faut rompre avec le front populaire, construire un parti léniniste !



Le Bolchévik

Paris, 5 juin 1982 : la Ligue trotskyste de France, section de la LCI, à une manifestation contre le président américain Reagan, en tournée en Europe pour stimuler la guerre froide contre l'Union soviétique. Parmi les mots d'ordre des banderoles de la LTF : « L'ennemi principal est dans notre propre pays ! » et « Mitterrand/Reagan fauteurs de guerre antisoviétique ! »